

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION
DES
OISEAUX DE PROIE

ENVISAGÉE AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE
ET AU POINT DE VUE JURIDIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Vendredi 12 Juin 1908, à 1 heure du soir

PAR

MAURICE DE LA FUYE

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
HITIER, professeur-adjoint.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION
DES
OISEAUX DE PROIE

ENVISAGÉE AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE
ET AU POINT DE VUE JURIDIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présentée et soutenue le Vendredi 12 Juin 1908, à 1 heure du soir

PAR

MAURICE DE LA FUYE

Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants : MM. SOUCHON, professeur
HITIER, professeur-adjoint.*



PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1908

AVANT-PROPOS

La question des oiseaux de proie est depuis quelque temps à l'ordre du jour. Des articles ont été publiés dans diverses revues sportives sur les méfaits des « braconniers de l'air » et sur les moyens de les combattre.

Le caractère dominant de toutes ces études au point de vue économique surtout, c'est l'imprécision. Il est vrai que le sujet se prête peu aux évaluations chiffrées. Il est difficile d'apprécier autrement que par une approximation très relative les dommages causés ou les services rendus par les oiseaux rapaces. Par exemple, comment savoir ce qu'en un an un milan peut détruire de lièvres, ce qu'une buse peut dévorer de souris ? Néanmoins quelques auteurs l'ont fait ; parfois ils ont aligné des chiffres, et je n'ai pas manqué de reproduire des documents si rares.

Mais la plupart du temps on n'a sous les yeux

que des appréciations tantôt contradictoires, tantôt empreintes de vraisemblance et de bon sens, jamais ou presque jamais de certitude mathématique. C'est ce qui fait que plusieurs espèces sont attaquées par les uns avec violence et défendues par les autres avec non moins de chaleur. Les points de vue auxquels on se place sont souvent très différents et pour juger impartialement, il faut en quelque sorte faire une balance entre les divers intérêts en présence.

D'ailleurs je ne crois pas qu'il faille s'affliger outre mesure de l'absence presque complète de statistique. Sans aller jusqu'à dire, comme quelques-uns, que la statistique est la science la plus menteuse de toutes, elle est au moins souvent inapplicable en la matière. Il est très difficile, par exemple, de savoir dans quelles proportions la chasse des oiseaux de proie profite au commerce des arquebusiers. Sur une commande de 500 cartouches, on ne peut savoir combien seront tirées contre les rapaces. Il faudrait pour cela interroger les 2.000 armuriers et les 500.000 porteurs de permis qui, eux-mêmes, n'en sauraient probablement rien.

Mais s'il y a peu ou pas de chiffres, il y a quand même à fixer des observations qui, pour n'avoir pas passé par le bureau de statistique n'en sont pas moins intéressantes et vraies.

Maintenant, faut-il s'étonner qu'aucune étude vraiment scientifique n'ait été publiée sur les oiseaux de proie au point de vue économique.

Non certainement. Le sujet est encore trop neuf et cela tient à plusieurs raisons. D'abord la difficulté que l'on rencontre à observer les mœurs d'oiseaux si sauvages. Puis la diminution du gibier, diminution dont se plaignent tous les chasseurs, est récente, et c'est depuis peu que l'on a remarqué le rôle important joué sous ce rapport par les rapaces. Mais, attaqués par les chasseurs, ils ont été, ou du moins certains d'entre eux, ont été défendus par les cultivateurs comme destructeurs de petits rongeurs ou d'insectes nuisibles à l'agriculture.

Là-dessus, les propriétaires de chasse ont riposté que si les rapaces et en particulier les rapaces nocturnes (Strygidés) mangent des souris et des mulots, ils détruisent aussi nombre de petits oiseaux insectivores, si bien reconnus comme utiles, ceux-là, qu'on a jugé bon de faire un accord international pour assurer leur conservation. Ils ajoutent que nous achetons chaque année pour plusieurs *millions* de gibier à l'Allemagne, qu'il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour en augmenter la production en France, etc.

Question controversée par conséquent et dans

laquelle il est souvent difficile de prendre un parti sans s'attirer les haines des uns ou des autres. De plus, les oiseaux de proie sont l'objet de plusieurs genres de chasse fort goûtés des amateurs qui seraient très mécontents si l'on venait, par des mesures administratives, en restreindre les objets. J'aurai à parler de la fauconnerie et de la chasse à l'aide du grand-duc où viennent se faire tirer tous les oiseaux de proie, nuisibles ou non, deux sports qui sont certainement le principe d'un mouvement commercial intéressant. C'est donc avec prudence et en m'appuyant le plus possible sur des documents que j'étudierai le rôle économique des oiseaux de proie, en tant qu'auxiliaires ou adversaires de l'agriculture et de la conservation du gibier, et aussi comme source de profits pour le commerce.

Au point de vue administratif, je chercherai surtout à présenter un tableau aussi clair que possible des principes de notre législation et de la réglementation qui en découle concernant la destruction des oiseaux de proie. On en a récemment montré les lacunes et les moyens de les combler. C'est ce qui fera la conclusion de cette étude. Mes observations porteront surtout sur les régions de l'Est et du Centre de la France que je connais mieux. Néanmoins j'ai cherché à

me renseigner sur les autres contrées et particulièrement sur la faune spéciale des montagnes, et à ce propos je dois remercier tous ceux qui, de près ou de loin, ont bien voulu me fournir des indications ou des documents, le comte Clary, président du S. H. C. F., M. Albert Blass, auteur des articles sur le projet de création d'un corps de Tierceliers, M. Ernest de Gorsse, ancien conservateur des forêts qui m'a renseigné sur les oiseaux de proie des régions montagneuses de la France, le commandant de Bellaing, le comte Julien de Felcourt, MM. Dutreuil, Delahalle, armuriers, etc.

Mes recherches m'ont mis à même de constater que les intérêts de la chasse et ceux de l'agriculture au point de vue des oiseaux de proie ne sont pas toujours aussi contradictoires qu'ils en ont l'air, mais ils ont été souvent mal compris. C'est une question de mesure et de régions. L'étude du rôle des diverses espèces d'oiseaux rapaces me fournira l'occasion de le prouver. Espérons qu'une législation bien entendue finira par mettre d'accord cultivateurs et *sportsmen*.

PREMIÈRE PARTIE

ROLE ÉCONOMIQUE DES OISEAUX DE PROIE

SECTION PREMIÈRE

Caractère utile ou nuisible des différentes espèces
d'oiseaux de proie au point de vue de l'agriculture
et de la conservation du gibier.

Tous les animaux ont leur raison d'être ; aucun n'a été créé sans motif. Sans doute le but utile de certaines créations nous échappe, parce que, malgré les progrès de la science, la nature est et demeurera toujours pleine de mystères impénétrables à l'intelligence bornée de l'homme.

Les mots « balance de la nature » dit M. Ch. Diguët « expliquent fort bien, en langage humain, les raisons primordiales qui ont présidé
« aux créations »,

Il est parfois vrai que l'homme ne peut s'en prendre qu'à lui de certains fléaux qui s'abattent sur la campagne ; l'homme a en lui un besoin inné de destruction ; quand il opère dans cette voie, il va loin.

Les anéantissemens des espèces amènent à leur suite des châtimens ; ces châtimens sont des fléaux dont on-se plaint quand il est trop tard. L'Angleterre avait détruit les moineaux ; elle a dû les introduire de nouveau sur son territoire dévasté par les insectes.

En principe, la nocuité d'un animal, à part quelques espèces dont les services ne sauraient être mis en balance avec le tort qu'ils nous causent, a été souvent décidée avec une légèreté qui n'a d'égale que la facilité avec laquelle on se déjuge deux ou trois ans plus tard. Avec une imprudence inqualifiable, on a appliqué le procédé de la destruction radicale à certaines espèces de petits oiseaux. On a déclaré, ô ironie, l'alouette et le bouvreuil animaux nuisibles. Pauvres petits, comme s'ils n'avaient pas assez de se défendre contre les serres des oiseaux de proie.

Lorsqu'on parle de destruction, on prend ce mot beaucoup trop à la lettre. Nous devons, en bonne sagesse, entendre par là éclaircir les rangs, avoir en vue un émondage salutaire.

Tous les animaux mangent, oiseaux et mammifères prélèvent un impôt sur le patrimoine que l'homme revendique comme lui appartenant. Reste à savoir si l'animal, mis en suspicion, fait plus de mal que de bien. Je vais examiner cette question très difficile et très délicate, en passant en revue les diverses espèces d'oiseaux de proie qui vivent dans notre pays.

CHAPITRE PREMIER

LES OISEAUX DE PROIE DES RÉGIONS MONTAGNEUSES ET DES COTES

Si les grands voiliers des hauts sommets méritent le premier rang pour leur taille et leur beauté, ils n'ont qu'une importance économique relativement restreinte. Ils sont, en effet, de plus en plus rares, et les contrées qu'ils habitent, sont en général incultes. Néanmoins je veux en dire quelques mots ; car si leur nombre est restreint, les bergers qui gardent leurs troupeaux dans les montagnes ont souvent maille à partir avec eux. D'ailleurs si leur importance est moindre à présent, il ne faut pas oublier qu'autrefois ils étaient très nombreux dans certaines régions ; notre pays a compté des espèces qui ont aujourd'hui presque complètement disparu.

Le gypaète barbu notamment, le plus grand oiseau qui vive à l'état sauvage en France, puisqu'il mesure jusqu'à 1 m. 50 de la tête à l'extré-

mité de la queue, habite surtout les Alpes et le versant espagnol de la chaîne des Pyrénées et ne vient que rarement sur le versant français, sauf cependant dans les Pyrénées-Orientales où il n'est pas rare. M. Deyrolle (*Les Oiseaux*) prétend que ses pattes courtes assez grêles, ses ongles émoussés comme ceux des vautours ne lui permettent pas d'enlever de grosses proies. Il se nourrirait surtout de charognes. M. Leddet, conservateur des eaux et forêts, dit qu'en s'aidant de ses ailes, il attire ses proies jusqu'au bord des ravins où il les précipite. Le fait est difficile à vérifier d'autant plus que l'espèce diminue tous les jours.

Parmi les vautours le percnoptère, très commun dans les montagnes des Asturies, a presque disparu chez nous, bien qu'on en ait tué un, il y a peu d'années, dans la région de Bagnères-de-Luchon. On l'accuse, et le fait est prouvé, d'avoir parfois enlevé de petits enfants au maillet.

Le vautour fauve et le vautour moine se rencontrent dans le midi de la France. Le second niche dans les Pyrénées où il arrive en avril pour repartir en octobre ; on le rencontre aussi en Provence, dans les Alpes méridionales et fréquemment dans les gorges du Plateau central, dans le Tarn et l'Aveyron. Ceux-là sont les

plus nuisibles ; car poussés par la faim, ils attaquent les troupeaux.

Les petites espèces fréquentent, paraît-il, les abords des abattoirs, les équarissages et se repaissent de toutes sortes d'immondices, voire même des excréments humains, d'où l'épithète de *stercoraires* qu'on leur donne.

Rares en France, ils sont plus fréquents sur la côte africaine. Dans certaines villes d'Algérie, Constantine par exemple, on les voit tout le jour voletant autour des endroits où ils savent trouver des débris de viandes, des restes de boucherie ou de tannerie. Lorsqu'on ne les tourmente pas, ils deviennent volontiers familiers et ne partent que lorsqu'on est tout près d'eux.

Les vautours sont voyageurs ; ils aiment les pays chauds et les régions les plus élevées. L'hiver ils quittent les Pyrénées sur lesquelles on les trouve en troupes pendant l'été.

M. Deyrolle dit qu'on doit mettre sur le compte des aigles tous les méfaits dont on a accusé les vautours et les gypaètes. Ceux-là seraient seuls vraiment nuisibles au point de vue économique dans les centres où ils habitent ; ils ont tous les pattes robustes terminées par des ongles longs, recourbés et acérés, bien faits pour enlever des proies, et sont très redoutés.

L'aigle impérial se trouve dans les Alpes et les Pyrénées et seulement dans les parties inaccessibles. Il a une très grande valeur comme pièce de collection.

L'aigle commun se trouve un peu partout ; l'aigle criard habite surtout les grandes forêts de hêtres des hautes vallées de l'Ariège et de l'Aude.

Les aigles vivent par couples et chacun dans son cantonnement. « Malheur à ceux qui en franchissent les limites et viennent chasser trop près de leurs voisins, ils s'exposent à de sanglants assauts ».

La chasse aux vautours ou aux aigles ne se pratique pas dans les Pyrénées et, je pense, guère plus dans les Alpes. Il n'y a pas de chasseurs attitrés d'oiseaux de proie. Ils ne sont victimes que des bergers qui défendent leurs agneaux contre leur rapacité, ou des chasseurs d'isards, quand ils passent à leur portée.

Il n'y a ni primes pour leur destruction, ni règlements des préfets concernant leur chasse en temps de fermeture. On tue si peu de ces oiseaux que c'est un événement quand on voit les dépouilles d'un d'entre eux.

Point de statistique d'aucune sorte. Importance très faible par conséquent au point de vue économique.

Un peu plus communs sont les aigles pygmaïques qui, eux aussi, habitent les montagnes, mais sont de passage régulier dans toute la France sur la fin d'octobre. Ils sont fréquents sur les côtes. Ils sont nuisibles, car ils vivent de poisson, à défaut duquel ils se rabattent sur la chair.

L'aigle Bonelli, employé quelquefois en fauconnerie, l'aigle botté (le plus petit du genre) se rencontrent, mais rarement, dans toute la France (l'aigle botté plutôt dans le centre et le sud), tous les deux destructeurs de volailles, de gibier et de petits oiseaux.

Enfin, le circaète Jean le Blanc (que M. d'Hamonville, président de la Société zoologique de Nancy, rattache aux aigles), se trouve très rarement dans toute la France, plus souvent sur les pentes du Jura, mais il est commun dans l'Ariège et dans la forêt de Grésigue (Tarn). M. Blass déclare qu'il ne s'attaque pas aux volailles, mais au contraire qu'il rend de grands services en détruisant de nombreux reptiles. D'après cet auteur, « il donne à son unique
« petit pour toute nourriture des couleuvres,
« des vipères, des lézards ou des grenouilles. Il
« frappe les reptiles à la tête et, au lieu de les
« prendre par le milieu du corps pour les appor-
« ter à son élève, il les ingurgite totalement.

•

« Arrivé au nid, il dégorge sa proie au nourris-
« son qui l'avale gloutonnement au risque de
« s'étrangler ». Il serait donc utile. Mais il est
trop rare pour qu'on puisse apprécier ses ser-
vices.

Tous ces oiseaux n'ont une certaine impor-
tance qu'au point de vue commercial, comme
pièce de collection pour les muséums d'histoire
naturelle.

CHAPITRE II

MILANS ET BUSES

Il y a deux espèces de milans : le milan royal (*Milvus regalis*) et le milan noir (*Milvus niger*). Leurs mœurs sont sensiblement les mêmes ; ils sont répandus partout ; néanmoins, le milan noir semble se cantonner plutôt dans les vallées de l'est de la France. Malgré leurs tarses grêles, ce sont des oiseaux de proie dans toute la force du terme. Tous les auteurs que j'ai consultés, les signalent comme mangeurs de chair et, contrairement à la buse, jamais comme insectivores même par occasion. « Leur voracité est « insatiable et leur goût souvent peu relevé », dit M. Blass ; car, à défaut de mieux, ils dévorent des charognes, surtout le milan noir qui recueille les détritrus de toutes sortes que charrient les rivières. Nous lui devrions de la reconnaissance pour ce rôle de nettoyeur, s'il ne nous faisait pas payer si cher ses services,

car la proie morte n'est pour lui qu'un pis-aller.

Auprès des rivières, le milan, le milan noir surtout, devient pêcheur. Si la transparence de l'eau lui permet d'apercevoir le poisson, il se laisse tomber, plonge, saisit sa proie et s'envole tout en la déchiquetant. Sur les rivières ou les mares, il prend en outre un nombre considérable de canetons, car il devient hardi lorsque la faim le pousse, et il attaque les volailles jusqu'auprès des habitations. Une de ses victimes journalières est le poisson nommé chevesne ou meunier qui se laisse facilement surprendre lorsque, pendant les chaudes journées de l'été, il vient somnoler à la surface des eaux. Grâce à la rapidité et à la puissance de son vol, l'étendue de son cantonnement est considérable. Un milan noir peut explorer environ cent kilomètres de rivière par jour. Ceci résulte d'une observation positive faite sur un oiseau reconnaissable à cette particularité que la troisième remige de l'aile gauche lui manquait et qui fût aperçu deux fois à une heure d'intervalle à 40 kilomètres de distance par un observateur qui avait fait le même trajet en chemin de fer.

Lorsque l'eau des rivières est troublée par les crues boueuses ou plissée par le vent, il ne peut plus distinguer le poisson. Alors il devient chasseur comme son collègue le milan royal et pour-

suit toute espèce de gibier et de volailles ; la puissance assez faible de ses serres ne lui permet pas de s'attaquer aux grosses proies. Mais il s'empare de nombreux levraults, jeunes perdreaux, poulets et canetons, sans parler des petits oiseaux. Ce n'est qu'à leur défaut qu'il se rabat sur les petits mammifères, souris et mulots. Estimer à une proie par jour de la taille d'une perdrix la nourriture de ce grand voilier n'est certainement pas exagéré. C'est donc sans scrupule et avec raison que les auteurs cynégétiques ont signé son arrêt de mort.

*
* *

Plus nombreuses que les milans, les buses sont aussi bien plus intéressantes au point de vue économique. On a versé des flots d'encre en attaquant ou en défendant ces oiseaux. C'est ici que l'on peut vraiment hésiter et se demander si le bien qu'elles font est plus grand que le mal ou inversement. Les auteurs les plus autorisés sont loin d'être d'accord et les faits sont eux-mêmes singulièrement contradictoires.

La buse commune (*Buteo vulgaris*, Linné), qui est de beaucoup la plus répandue, la buse pattue ou busaigle (*Archibutes logopus*) et la buse bondrée apivore (*Pernis apivorus*) ont les

mêmes mœurs ; la seconde et la troisième sont d'ailleurs extrêmement rares et surtout intéressantes comme pièces de collection.

Tous les auteurs, même ceux qui déclarent les buses nuisibles, s'accordent à reconnaître qu'elles mangent nombre de petits rongeurs, de reptiles et d'animaux morts. Voici deux plaidoyers des plus chauds en leur faveur :

« Les buses, dit M. Emile Deyrolle, sont des
« rapaces essentiellement utiles, parce qu'ils
« détruisent des quantités considérables de
« petits rongeurs, tels que mulots, campagnols
« et autres ; ce sont les mammifères qui vivent
« à nos dépens qui font la base de leur nourri-
« ture ; il est évident que parfois elles attrap-
« pent une jeune alouette, une mésange, mais
« ce sont petits péchés qu'on peut leur pardon-
« ner ; elles n'attrappent pas les pigeons, ni les
« poulets ; elles n'ont ni la force de les empor-
« ter dans leurs pattes à doigts courts, ni la
« puissance nécessaire pour les dépécer, car
« leur bec est proportionnellement à leur taille,
« assez grêle ; on doit donc déplorer l'ignorance
« des Nemrods agriculteurs qui ne manquent
« pas de tuer les buses chaque fois que l'occa-
« sion s'en présente.

« Nous ajouterons qu'elles détruisent aussi
« beaucoup de reptiles, elles attaquent les vipè-

« res dont elles redoutent les dents venimeuses,
« mais, adroites et courageuses, elles finissent
« toujours par avoir raison de leur ennemi, leur
« broient la tête d'un coup de bec et les avalent
« entières la tête la première. »

« Ce n'est pas d'aujourd'hui, dit M. de la Rue,
« que nous avons rencontré des amateurs de
« chasse soutenant avoir vu des buses prendre
« au vol des faisans, des perdreaux et autres
« espèces de gibier. Ce sont là des erreurs qu'il
« faut attribuer à l'ignorance de ces personnes
« pour lesquelles un faucon pèlerin, un vautour
« sont autant de buses...

« On a calculé, continue-t-il, qu'une buse
« mange annuellement 6.000 souris. On détruit
« chaque année environ 3.200 de ces oiseaux
« dans les grandes chasses des environs de
« Paris... »

$3.200 \times 6.000 = 19.200.000$ souris auxquelles
on aurait ainsi sauvé la vie.

Ces observations ont dû être recueillies par
M. de la Rue dans le rapport fait par M. Bon-
jean au Sénat, dans sa séance du 27 juin 1861,
au nom de la Commission chargée d'examiner
diverses pétitions demandant que des mesures
soient prises pour la conservation des oiseaux
qui détruisent des insectes nuisibles à l'agricul-
ture, car les chiffres cités sont les mêmes.

Ajoutez à cela que la buse est insectivore.

« La buse vulgaire, dit M. Blass, est très
« friande de nids de guêpes, et la destruction
« qu'elle fait ainsi de ces désagréables hymé-
« noptères est un réel service qu'elle nous rend ;
« elle ne se contente pas du reste de les manger
« à l'état de larves ; elle les gobe à l'occasion
« après leur éclosion. »

Or la guêpe, outre les piqûres dont elle nous menace, cause un tort très sérieux aux fruits, particulièrement au raisin de treille ; elle perce les sacs de crin dont on enveloppe les grappes, attaque les grains, en suce tout le jus et ne laisse que la peau. Certaines années elles ont ainsi dévoré au moins un tiers du raisin d'un jardin de ma connaissance. On a même dû le cueillir avant la maturité complète pour le préserver de l'attaque de ces insectes.

La buse bondrée agit de même, mais de plus elle mange beaucoup d'abeilles, d'où son nom d'apivore, et peut-être aussi du miel ; on trouve souvent dans son nid des copeaux de cire.

Enfin moi-même ayant tué une jeune buse le 27 juin 1907, j'ai examiné le contenu de sa gorge, j'y ai trouvé huit chenilles (type processionnaire) deux vers et une mouche.

Les observations qui précèdent, permettraient

certainement, de conclure en faveur de la buse, si elles demeuraient incontestées.

Mais précisément j'ai relevé ailleurs des faits contraires.

M. Blass, tout en reconnaissant ses qualités, cite plusieurs délits dûment constatés et qui ont la buse pour auteur : il s'agit de perdrix, de levrauts et d'alouettes saisies et tuées par ces rapaces.

Pendant l'hiver il a vu une buse fondre sur des petits oiseaux d'une hauteur de 60 à 80 mètres à la manière du milan.

Fait plus grave, une buse a cherché à s'emparer des volailles d'un bûcheron dont la maison était située au milieu des bois.

Dans toutes les grandes chasses on voit la buse figurer au tableau des oiseaux nuisibles et les primes accordées aux gardes pour leur destruction sont souvent fort élevées, jusqu'à 1 ou 2 francs par tête. Il est vrai qu'il ne faut pas y attacher une trop grande importance, car l'ignorance, la routine ou des considérations particulières peuvent influencer beaucoup sur ces classifications.

Néanmoins les affirmations de M. de la Rue et les chiffres qu'il donne, me paraissent quelque peu exagérés : 6.000 souris par an et par buse, cela fait une moyenne de 15 souris par jour.

C'est beaucoup si on songe à la méthode habituelle de chasse de la buse. Elle ne poursuit pas son gibier à la course. Elle affûte : perchée sur un arbre, elle surveille le terrain qui se trouve au-dessous d'elle. Découvre-t-elle une proie, elle se laisse tomber dessus, l'avale, et va se percher de nouveau pour recommencer son inspection. La buse est douée d'une patience extraordinaire ; elle passe de longues heures immobile à ces sortes d'affûts, et si on songe que souvent elle manque sa proie, car son vol lourd ne lui permet pas toujours de saisir une souris entre deux trous, on est amené à penser qu'elle doit de temps à autre chercher à s'emparer d'animaux plus gros, capables de remplir son estomac et d'apaiser sa faim pour plus longtemps.

Elle plane aussi, en faisant de grands cercles au-dessus des plaines et des bois, s'abaissant lorsqu'elle aperçoit un animal à saisir. J'en ai souvent observé dans ces conditions et, au moins deux fois sur trois, elle manque son coup. C'est ce qui me fait dire que si les petits rongeurs ne lui suffisent pas, elle doit chercher parfois autre chose, mais sans doute elle n'est pas plus habile à saisir la perdrix et je crois très sincèrement que c'est, dans la famille des rapaces, un des moindres ennemis du gibier.

« Comme le dit M. Blass, elle n'est avivore
« que par occasion, ce n'est pas le désir, mais
« l'adresse qui lui manque pour faire mieux et
« plus souvent. »

« On est bien forcé d'être honnête,
Quand on ne peut faire autrement, »

dit le refrain d'une vieille chanson qui s'applique fort bien à la buse.

Mais au point de vue économique nous n'avons à voir que les résultats : il est certain que les méfaits que lui reprochent les paysans, ne sont que rarement son fait. Bien plus souvent, il faut attribuer l'enlèvement des volailles au milan et à l'autour qui eux sont de redoutables braconniers.

Malheureusement il n'y a guère moyen de protéger la buse, qui d'ailleurs est classée comme nuisible par les arrêtés préfectoraux sans protéger en même temps d'autres oiseaux de la famille des butéonés que nous allons étudier et qui sont essentiellement nuisibles. On tend des pièges qui prennent aussi bien une buse qu'un busard ou un milan. Lorsqu'un rapace vient voleter autour du grand-duc articulé, il n'est pas toujours facile de distinguer son identité. On l'abat d'un coup de fusil et c'est ensuite lorsqu'on le tient dans sa main qu'on peut le déter-

miner exactement. Chez les buses la taille et le plumage sont très variables, la tendance à l'albinisme est très prononcée. Tout cela les rend difficile à reconnaître à distance.

La solution à donner n'est donc pas absolument nette. Mais comme son innocence n'est pas prouvée, il ne faut pas pour l'épargner, décourager les gardes en leur imposant une distinction très difficile et souvent impossible.

Il convient ici de retourner le proverbe : Il vaut mieux sauver des coupables que de frapper un innocent. Il vaut mieux au contraire détruire par-ci, par-là une buse, que de respecter pour la protéger tous les butéonés pillards.

Il faut joindre à la buse, mais en les condamnant sans restriction, les busards de toute espèce : busard ordinaire, (*Circus rufus*), busard Saint-Martin (*Cyaneus*), le plus commun, busard cendré (*Cineraceus*), busard pâle (*Pallidus*). Si je voulais citer des méfaits découverts à leur actif, je crois que je remplirais un volume. J'ai sous les yeux des observations d'agents des eaux et forêts, des communications insérées dans des revues sportives qui toutes dénotent la voracité et l'agilité extraordinaires de ces oiseaux. Le mâle du busard Saint-Martin peut détruire pendant une seule journée jusqu'à huit ou dix jeunes perdreaux sans parler des autres oiseaux.

Les cadavres trouvés autour de son nid en ont maintes et maintes fois fait la preuve. Donc pas de doute ; c'est un ennemi déclaré, aussi bien de l'agriculteur que du chasseur. Les quelques souris qu'il prend par hasard, à défaut de mieux ne sauraient même pas plaider en sa faveur les circonstances atténuantes.

CHAPITRE III

LES PETITS FALCONIDÉS L'ACTION BIENFAISANTE DES PETITS OISEAUX

Avec les rapaces de moindre taille nous allons étudier le rôle des petits oiseaux au point de vue agricole. Ce rôle a été reconnu depuis longtemps comme utile : il y a bien eu quelques discussions sur certaines espèces, mais en somme on a prouvé que tous ou presque tous les petits oiseaux sont insectivores et que les services rendus par eux sous ce rapport sont immenses.

Beaucoup de grains mangés par les petits oiseaux sont attaqués dans le germe par un insecte et par conséquent ne pousseront pas ; l'oiseau appelé granivore mange donc l'insecte avec le grain détérioré et c'est un service absolument gratuit, aussi les animaux qui détruisent les petits oiseaux sont-ils pour nous doublement nuisibles : Non contents de nous priver d'agréables chanteurs, ils sauvent la vie à des

millions d'insectes qui ravagent nos champs et nos bois.

Disons tout de suite pour n'y plus revenir que l'autour (*Aster palumbarius*) appelé vulgairement et improprement soubuse, le faucon pèlerin (*Falco peregrinus*) et le gerfaut (*Hiero falco gyrfalco*), ce dernier presque inconnu en France, doivent être considérés comme nuisibles plus encore que les busards : ils se nourrissent à peu près exclusivement d'oiseaux et de gibier, et estimer leur nourriture à trois pièces par semaine de la grosseur d'une perdrix, c'est demeurer certainement au-dessous de la vérité.

Du temps où l'on chassait au vol, le faucon représentait la haute volerie et l'autour la basse volerie. Peut-être sont-ils appelés sous ce rapport à rendre de nouveaux services, car la fauconnerie vient de marquer en France un timide essai de réapparition, et si la mode souffle de ce côté, nous ne tarderons pas à voir ce sport se répandre de nouveau.

L'épervier commun (*Astur nisus* ou mieux *accipiter*) très agile, mais moins gros que l'autour dont il offre une réduction (ce qui l'a fait souvent nommer autour-épervier) doit être également considéré comme essentiellement nuisible.

Un auteur anonyme ayant observé la chasse d'un épervier calcule que, sur 100 animaux pris,

il y a à peine 5 rats ou souris, soit $1/20$ du total. Mais pour rester en deçà de cette proportion, il admet que sur 10 animaux, il aura pris 1 rat ou la valeur de 1 rat en bêtes nuisibles.

En calculant respectivement le service rendu, par l'estimation du dégât que peut faire 1 rat, et le dommage causé apprécié par la valeur des animaux pris (oiseaux domestiques et petits oiseaux), l'auteur arrive à cette conclusion :

« Nuisibles pour au moins. . . . 57 fr.

« Utile pour au plus 17 fr.

Reste 40 fr.

« de dégâts en une semaine. Jugez de ce que cet
« épervier coûte au temps de ses couvées ! (L'ob-
« servation a été faite à un moment où il n'avait
« pas de petits) ou en hiver quand il ne peut en
« tout cas pas trouver de rats. »

En calculant le nombre d'années que cet épervier est appelé à vivre (8 ans en moyenne, ce qui est inférieur à la vérité), l'auteur arrive à déclarer que celui qui tue un épervier gagne 4.000 fr. au pays. Ce que je ne sais pas, c'est si l'auteur a observé un épervier ordinaire ou plutôt un autour ; mais quand cela serait, l'observation n'en serait pas moins curieuse.

Il aurait été intéressant de pouvoir faire le même calcul pour les autres espèces d'oiseaux

de proie ; malheureusement les données manquent le plus souvent.

Mais le même auteur a calculé la valeur approximative des petits oiseaux et il nous est par conséquent facile d'en déduire par à peu près le tort que nous causent les rapaces en détruisant ces précieux auxiliaires de l'homme.

L'auteur a commencé par établir, au moyen de calculs assez compliqués, le dommage causé par les insectes et par traduire ce dommage en chiffre :

Nocuité au kilogramme par groupes d'insectes.

	Insecte parfait maximum	Larve arrivée au point culminant	Larve au milieu de sa vie de larve
Vespides	610	3,05	24,40
Mouches, diptères divers . . .	330	1,65	13,20
Insectes s'attaquant aux grains .	800	4	32
» » aux légumi- neuses	750	3,75	30
Insectes s'attaquant aux fruits .	600	3	24
» » aux tiges	3.000	15	120
» » aux feuilles.	1 600	8	64
» » aux racines.	3.100	15,5	124
Hannetons et courtilières . . .	6.000	30	240
Forficules	2.000	10	80
Insectes s'attaquant aux arbres .	375	1,875	15
» » aux bêtes de somme	330	1,65	13,20
Insectes s'attaquant aux abeilles, vers à soie	6.000	30	240
Insectes divers	70	0,25	2,80

Puis il fait une moyenne de ces différentes espèces, moyenne qui forme la nourriture de l'oiseau, il tient compte des différentes époques de l'année (la nocuité des insectes étant beaucoup moins importante pendant l'hiver) et il retranche du total un quart pour les insectes considérés comme indifférents.

	Total	Indifférents un quart environ	Avec les indiffé- rents
	— Francs	— Francs	— Francs
Janvier, février, 1/2 mars.	300	80	220
1/2 mars, avril	200	50	150
mai, 1/2 juin	500	130	370
1/2 juin, juillet. . . .	900	230	670
1/2 août	500	130	370
1/2 août, 1/2 septembre .	1.000	250	750
1/2 septembre	500	130	370
Octobre	200	50	150
Novembre	150	40	110
Décembre	300	80	220

Ensuite il a calculé la quantité d'insectes que mange un petit oiseau, un pinson par exemple, par unité de temps. « En liberté, dit-il, le moi-
« neau, le pinson, ont, d'une façon courante,
« besoin par heure de jour, d'un poids de nour-
« riture animale égale à celui de deux mouches
« vertes (*Lucilie*) (1). — Prenons ce chiffre plus

1. La généralité des auteurs admet que l'oiseau mange son poids d'insectes par jour. Si cela est vrai, son utilité sera plus de cent fois supérieure à celle que nous trouverons.

« faible que ce que leur accordent les auteurs
 « les plus féroces contre les oiseaux. Les au-
 « teurs les moins doux pour eux s'accordent à
 « dire qu'au moment où ils élèvent leurs petits,
 « la consommation atteint pour la famille au
 « moins 100 larves de taille importante par
 « jour (1). H. Gobin (*Guide pratique d'entomolo-
 « gie agricole*) admet qu'une couvée de troglo-
 « dytes (le plus petit de nos oiseaux), va jus-
 « qu'à 150 et les mésanges jusqu'à plusieurs
 « centaines de ces larves ».

Malgré cela l'auteur prend des minima basés sur la nocuité des insectes et sur le nombre d'heures de chasse de l'oiseau à chaque époque de l'année, nombre qui est limité par la durée courte ou longue du jour : et il obtient ainsi le

1. A titre de comparaison avec les chiffres qui vont suivre, en voici d'autres, relevés dans le *Journal de l'Agriculture* par M. Charles Diguët : on a évalué à 300.000 le nombre d'œufs d'insectes qu'une mésange dévore en quelques heures ; à 16.000 le nombre de moucheronsexterminés par une hirondelle pendant chaque séjour qu'elle fait dans notre pays, à 6.000 ou 7.000 le nombre d'insectes de toutes sortes qu'un couple de mésanges distribue à ses petits pendant le temps que dure l'alimentation au nid ; à 300 le nombre de limaces (petites) que consomme chaque jour un couple d'étourneaux nourrissant leurs petits.

« Le rouge-gorge, ajoute M. Diguët, consomme chaque jour
 « une moyenne animale représentant un ver de terre long de
 « 4 à 5 mètres ; la grive mange en un seul repas, une énorme
 « chenille équivalent, si l'on tient compte de sa taille, à une
 « cuisse de bœuf pour un homme. »

poids d'insectes absorbés par l'oiseau dans le temps donné (en se rappelant que le poids d'insectes par tête d'oiseau et par heure a été fixé à 0,01, ce qui est au-dessous de la vérité). En rapprochant ces données du tort que causent les insectes, tort qui a été exprimé en chiffres à tant le kilo, on arrive au tableau suivant, établi sur 100 oiseaux pour avoir une moyenne :

Oiseaux insectivores de la taille du pinson

100 oiseaux pendant le mois de	mangent des insectes à kg.	à 2 nichées par an		à 1 nichée par an	
		kg.	fr.	kg.	fr.
Janvier	220 fr.	0,24	52,80	0,24	52,80
Février	220 »	0,22	48,40	0,22	48,90
1 ^{re} moitié mars . . .	220 »	0,15	33	0,15	33
2 ^e moitié mars . . .	150 »	0,15	22,50	0,15	22,50
Avril	150 »	0,36	54	0,36	54
Mai	370 »	0,43	159,10	0,43	159,10
1 ^{re} moitié juin . . .	370 »	0,21	192,40	0,21	77,70
2 ^e moitié juin . . .	670 »	0,21	348,40	0,21	348,40
1 ^{re} moitié juillet . .	670 »	0,21	348,40	0,21	348,40
2 ^e moitié juillet . .	670 »	0,21	140,70	0,21	348,40
1 ^{re} moitié août . . .	370 »	0,21	192,40	0,21	77,70
2 ^e moitié août . . .	750 »	0,21	390	0,21	157,50
1 ^{re} moitié de sept. . .	750 »	0,18	337,50	0,18	135
2 ^e moitié de sept. . .	750 »	0,18	66,60	0,18	66,60
Octobre	150 »	0,31	46,50	0,31	46,50
Novembre	110 »	0,24	26,40	0,24	26,40
Décembre	220 »	0,24	52,80	0,24	52,80

Afin d'éviter toute critique, l'auteur admet comme proportion 3/4 d'insectes nuisibles contre

1/4 d'insectes innocents mangés par les oiseaux (en considérant comme innocents ceux même dont la piqure est si désagréable, mais qui n'attaquent ni les fruits, ni les graines).

Et pour tenir compte des oiseaux qui vivent dans les landes, dans les villes où ils sont moins utiles, il admet que l'utilité de l'oiseau ne soit que des 5/8 des chiffres trouvés.

C'est donc pour :

100 oiseaux à 2 nichées 2.500 francs $\times$ 5/8
soit 1.562 fr. 50.

100 oiseaux à une nichée par an 1.900 fr. $\times$ 5/8
soit 1.187 fr. 50.

Admettons en nombre rond : 2 nichées
1.500 francs et une nichée par an 1 100 francs.

Un nouveau calcul pour retrancher les diptères et les coléoptères, dont la nocuité est plus faible (30 0/0 de déchet) et les jours de neige pendant lesquels les oiseaux ne trouvent pas d'insectes (20 0/0), total 50 0/0 à retrancher en dernière analyse : donc 100 oiseaux de la taille du pinson ou du moineau nous rapportent par an une somme d'au moins :

Pour 100 oiseaux à 2 nichées, 750 francs.

Pour 100 oiseaux à 1 nichée par an 550 francs
pour les oiseaux hivernant chez nous.

L'auteur veut alors tenir compte des migrations de certaines espèces et il arrive à ceci :

Migrateurs passérides :

Pour le temps passé dans nos pays : service rendu 450 francs.

En tenant compte de toutes les chasses de l'année 775 francs.

Migrateurs hirundines :

Temps passé dans nos pays 300 francs.

Chasses totales de l'année 450 francs.

Ce sont des minima. « Nous sommes sûrs, dit « l'auteur, que l'oiseau ne vaut pas moins ; il « vaut probablement beaucoup plus ».

Dans le but d'obtenir la valeur de l'oiseau, il évalue ensuite ce que nous peuvent coûter les oiseaux insectivores en fruits et graines qu'ils dérobent de temps à autre et en conservant le chiffre de 100 oiseaux. Il ajoute à ce tableau les merles et grives dont il a établi le bilan par les mêmes calculs que pour les oiseaux de la taille du pinson.

100 oiseaux sédentaires ou voyageurs à 2 couvées par an nous valent par an 750 francs ; ils coûtent au maximum par an 50 francs, reste 700 francs.

100 oiseaux à 1 couvée par an nous valent par

an 550 francs ; ils coûtent au maximum par an 50 francs, reste 500 francs.

Merles ou grives : ensemble des chasses chez nous et ailleurs nous valent par an 1.100 francs ils coûtent au maximum par an 50 francs, reste 1.050 francs

100 oiseaux migrants (passériformes) en ne considérant que le temps passé dans nos pays nous valent par an 450 francs, ils coûtent au maximum par an 50 francs, reste 400 francs.

100 oiseaux migrants (passériformes) en tenant compte de toutes les chasses de l'année nous valent par an 775 francs, ils coûtent au maximum par an 50 francs, reste 725 francs.

100 oiseaux migrants (hirundiniformes) en ne considérant que le temps passé dans nos pays nous valent par an 300 francs, ils coûtent au maximum par an 50 francs, reste 250 francs.

100 oiseaux migrants (hirundiniformes) en tenant compte de toutes les chasses de l'année nous valent par an 450 francs, ils coûtent au maximum par an 50 francs, reste 400 francs.

Par d'autres calculs qui seraient un peu longs à reproduire ici, l'auteur formule en chiffres le capital ainsi sauvé par l'oiseau en retranchant toutefois 30 0/0 pour tenir compte des individus qui ne vivent pas la moyenne de 8 ans. C'est à

l'aide ce chiffre qu'il déduit la valeur de l'oiseau insectivore :

Sédentaires à 2 couvées par an (moineau pinson, verdier, etc.), 28 francs.

Sédentaires à 1 couvée par an (quelques rouges-gorges troglodytes, etc.), 20 francs.

Voyageurs à 2 couvées par an (mésanges, orioles), 28 francs.

Voyageurs à 1 couvée par an (sitelles, etc., rouge-gorge, 20 francs.

Merles ou grives, 42 francs.

Migrateurs passérides dans nos climats 16 fr.

Migrateurs passérides toute l'année 29 francs.

Migrateurs hirundines dans nos climats 12 fr.

Migrateurs hirundines toute l'année 16 francs.

Mais un dernier scrupule saisit l'auteur et pour tenir compte du temps où l'oiseau n'a pas encore toute sa croissance et de celui où, étant devenu vieux, il chasse avec moins d'ardeur, nous avons le tableau suivant en valeurs réelles :

Oiseaux

Sédentaires à 2 couvées par an, 14 francs la pièce.

Sédentaires à 1 couvée par an 10 francs la pièce.

Voyageurs à 2 couvées par an 14 francs la pièce.

Voyageurs à 1 couvée par an 10 francs la pièce.

Merles et grives 20 la pièce.

Migrateurs passérides (pour les pays ayant des terrains d'un côté de la Méditerranée) 8 francs la pièce.

Migrateurs passérides (pour les pays ayant des terrains des deux côtés de la Méditerranée) 14 francs la pièce.

Migrateurs hirundines (pour les pays ayant des terrains d'un côté de la Méditerranée) 6 francs la pièce.

Migrateurs hirundines (pour les pays ayant des terrains des deux côtés de la Méditerranée) 9 francs la pièce.

Ces déductions seraient un peu inquiétantes s'il s'agissait de véritables moyennes, mais comme l'auteur est demeuré volontairement et toujours très au-dessous de la vérité, il n'y a pas moyen de ne pas considérer ces chiffres avec un certain respect. S'ils ne donnent pas la certitude mathématique, ils suffisent amplement pour justifier ces paroles de Brehm *La vie des animaux illustrée* par A. S. Brehm, tome III), en ce qui concerne les petits oiseaux :

« Les oiseaux sont donc indispensables sur la

« terre ; ils maintiennent l'équilibre dans la
« série des êtres ; ils empêchent surtout les
« insectes, ces ennemis si petits et si redoutables,
« de prendre la prépondérance. Une paire
« d'oiseaux peut nous rendre plus de services
« que tout un ordre de mammifères. Leur uti-
« lité ne peut s'estimer tant elle est grande ;
« mais elle doit justifier ces mots qui devraient
« être la devise de tout naturaliste, de toute per-
« sonne instruite : Protection aux oiseaux. »

Mais alors ce même Brehm ne se contredit-il pas lui-même en demandant le respect de tous les petits faucons et des strygidés qui détruisent beaucoup de petits rongeurs, mais qui, à coup sûr dévorent aussi de ces petits oiseaux si utiles ? Je crois que son affection pour tous les êtres emplumés l'emporte un peu sur le raisonnement. Et pour la même raison j'étonne des distinctions établies par la Convention internationale de 1902. Pourquoi condamner le hobereau, alors qu'on respecte la cresserelle. Leurs tailles et leurs mœurs sont les mêmes : Je comprends très bien qu'on protège le kobez ou faucon à pieds rouges (*Falco vespertinus*) dont la petite taille et l'heure de chasse indique bien le caractère insectivore ; mais pour les autres, j'avoue que la question ne me paraît pas tranchée et demanderait à être étudiée très sérieuse-

ment sur des ciseaux en liberté. Je penche pour les déclarer nuisibles. N'oublions pas que le fait de détruire de temps en temps un de ces petits insectivores si précieux, est un tort grave, et qu'il faudra pour le racheter que le coupable absorbe une bien grande quantité d'insectes : Voilà une cresserelle qui ne prendrait par mois que deux petits oiseaux d'une valeur de 10 francs, cela fait $24 \times 10 = 240$ francs par an de dommage causé par les insectes qu'elle préserve ainsi. En évaluant à 100 francs sa valeur propre comme insectivore, ce qui est exagéré, puisque c'est environ six fois la valeur de l'hirondelle, nous avons encore un préjudice de 140 francs, et si elle ne prenait qu'un seul petit oiseau par mois ce serait encore par 70 francs de dommage annuel que s'établirait son bilan.

Disons donc avec l'auteur anonyme qui a formulé les chiffres rapportés plus haut. « Tous les
« oiseaux dont la taille est inférieure à celle de
« la perdrix et qui n'appartiennent pas aux rapa-
« ces, aux palmipèdes, aux échassiers ou aux
« pies-grièches » (nous allons étudier ces der-
nières catégories), « sont à protéger », j'ajouterai
« contre les serres des oiseaux de proie aussi
« bien que contre leurs autres ennemis (1) ».

1. Malheureusement, leurs autres ennemis, ce sont parfois

les pouvoirs publics qui ont le tort de céder aux exigences vraiment trop impérieuses de certaines régions du Midi.

C'est ainsi que plusieurs propositions de lois destinées à protéger les petits oiseaux, ayant pour auteur le comte du Périer de Larsan, député de la Gironde, et déposées sur le bureau de la Chambre de 1898 à 1906 n'ont pas eu de suite.

Bien plus, dans la séance du 29 novembre 1906, la Chambre des Députés a donné son approbation par 381 voix contre 196 à un projet de résolution invitant le gouvernement à permettre désormais, sans aucune restriction, ni entrave, la chasse des petits oiseaux *de passage* par tous les moyens que l'ingéniosité des oiseleurs de profession saura imaginer.

Or, le comte du Périer de Larsan a fait remarquer très justement à ses contradicteurs (M. Lagasse, député du Lot-et-Garonne, M. Sénac, du Tarn-et-Garonne, MM. Suchetet et Dussaussoy), que *tous les petits oiseaux*, à l'exception du moineau, sont oiseaux de passage, c'est-à-dire se déplacent plus ou moins suivant les saisons. Cette mesure aurait donc pour effet leur destruction complète.

Heureusement M. Ruau, ministre de l'Agriculture, a déclaré en fin de séance qu'un vote de la Chambre ne pouvait annuler la convention internationale de 1902 due justement à l'initiative française. (Voir aux documents et pièces justificatives).

Néanmoins la protection est insuffisante. Les seules mesures vraiment efficaces seraient : 1° l'interdiction absolue de tout moyen de destruction autre que le fusil ; 2° l'interdiction de détruire, même au fusil, les oiseaux d'une taille inférieure à la grive, excepté l'alouette...

Par malheur, il y a des régions qui, malgré la convention internationale, se sont fait une industrie de la chasse des petits oiseaux et je crains bien que l'intérêt électoral ne fasse ajourner indéfiniment toute réforme.

CHAPITRE IV

LES OISEAUX DE PROIE A CARACTÈRE AQUATIQUE LA QUESTION DES BATRACIENS, SAURIENS, OPHIDIENS

Dans la lutte contre les insectes, nos alliés ne se réduisent pas aux oiseaux insectivores. Nous devons encore voir des auxiliaires dans les batraciens (typé crapaud), les sauriens (type lézard) et peut-être dans certains ophidiens (serpents).

A l'état parfait, c'est-à-dire dans toute la période allant du moment où l'être peut se reproduire jusqu'à sa mort, les batraciens anoures (espèces sans queue) et urodèles (corps allongé, membres courts) sont insectivores, quelques-uns sont aussi carnivores. Avant cet état, il en est qui sont botophages (mangeurs d'herbes), d'autres qui sont insectivores et parfois même carnivores.

Comme dans leur enfance ils vivent toujours dans l'eau, ceux qui sont botophages ne sont

jamais nuisibles ; les autres, les insectivores, sont utiles, car ils mangent les larves des culicides. La quantité d'insectes détruite par eux (par les anoues, par exemple) à l'état parfait est comparable à celle détruite par les oiseaux.

Le venin exsudé par les crapauds et peut être par certaines vieilles grenouilles mâles du genre *rana* est toxique. Mais il ne présente de danger que s'il est absorbé par voie digestive ou par inoculation ; de plus, l'animal ne secrète ce venin que sous l'action de la colère : donc le batracien qui se promène en paix auprès de nos légumes ne leur peut rien.

Les grenouilles détruisent les larves des moustiques. La rainette passe sa vie à chasser les insectes dans les branches des arbres fruitiers. Son utilité est, individuellement, et pendant son temps de travail suivi, supérieure à celle du pinson ; seulement elle n'a pas comme lui de couvée à nourrir et ne travaille que par le beau temps.

L'auteur qui a chiffré la valeur de l'oiseau a fait de même pour celle des batraciens, toujours en prenant des minima : il serait fastidieux de reprendre la série des calculs qui sont absolument les mêmes ; mais voici les résultats si intéressants dans la question présente : on peut

estimer ainsi la valeur des animaux suivants :

Rainette	5 francs
Sonneurs	2 fr. 50
Accoucheurs	4 francs
Crapauds	5 francs
Salamandres	5 francs
Tritons	0 fr. 50
Lézards, geckos, seps, or- vets, etc.	2 francs

J'avais cru longtemps la couleuvre très utile à cause des souris qu'elle détruit. L'auteur anonyme déjà cité est venu ébranler ma conviction en faisant la proportion entre les rongeurs tués et les œufs de petits oiseaux détruits par cet ophidien. « Grâce à la faculté qu'elle possède
« de distendre son corps, une couleuvre peut,
« dit-il, avaler cinq ou six œufs de poule à la
« suite : les œufs avalés entiers, la couleuvre
« se tord et les casse dans son tube digestif. Les
« couleuvres mangent des rats, des souris, et
« surtout les œufs et les petits oiseaux qui com-
« posent le régime presque exclusif de la cou-
« leuvre en liberté (au printemps). Une cou-
« leuvre peut détruire en un an une valeur de
« 100 francs de rats, mulots, etc., et c'est beau-
« coup, car le rat se défend contre elle et est
« souvent victorieux. Elle détruit en couvées et

« en petits oiseaux pour plus de 400 francs, elle
« est donc nuisible au premier chef. »

Ces explications étaient nécessaires pour juger la cause des échassiers dont la nourriture principale se compose, outre le poisson, de batraciens et sauriens (utiles) et d'ophidiens (couleuvres, vipères, nuisibles). Le bien n'équivaut il pas au mal et devons-nous respecter ces rapaces ? Si la destruction d'une couleuvre gagne 300 francs à l'agriculture, combien ne faudra-t-il pas de crapauds (à 4 francs) pour dépasser ce chiffre et par conséquent pour créer un préjudice ?

Le héron cendré (*ardea cinerea*), par exemple, qui n'est pas aussi gourmet que l'a dit La Fontaine, se nourrit surtout de grenouilles et de têtards, ce en quoi il a tort à nos yeux, mais aussi de limaces et de couleuvres, ce en quoi il nous rend service. A défaut de chiffres qui manquent ici absolument, proclamons-le indifférent, ainsi que la cigogne ; celle-ci est d'ailleurs en Alsace l'objet d'une véritable vénération, et il ne faut pas froisser une vieille tradition qui n'a rien que de respectable.

Pour une autre raison, nous considérerons les butors (*ardea stellaris*) comme nuisibles. Ce sont de grands mangeurs de poisson et aussi de grenouilles : parmi les grenouilles, toutes ne

sont pas aussi utiles que la rainette : il en est d'indifférentes ; mais le tort que le butor cause aux étangs empoisonnés (surtout au moment de la pêche lorsque tout le poisson est rassemblé dans le rû), est assez marqué pour lui attirer les justes représailles des propriétaires (1). Quant aux autres espèces de hérons (crabiers, biho-reau, pourpré, garde-bœufs), ils sont très rares en France ; aussi ne présentent-ils guère d'intérêt que comme pièces de collection.

*
* *

Le lecteur sera peut-être étonné de trouver ici l'oiseau qui, d'après Buffon, semble « s'être « échappé des climats où le soleil verse avec les « flots d'une lumière plus pure tous les trésors « des plus riches couleurs » le martin-pêcheur ou alcyon (*alcedo ispida*).

Le baron d'Harnouville, membre de la Société zoologique de France, vient récemment d'attirer l'attention sur lui. Peut-être lui pardonnera-t-on

1. Pour pêcher un étang, on lève la bonde qui ferme la chaussée : l'eau s'écoule ; on n'en conserve que dans le rû ou fossé central assez profond dans lequel on traîne le filet qui rassemble ainsi d'un seul coup, dans le lieu dit la poêle, tout le contenu de l'étang. Quelques jours avant la pêche, lorsqu'il n'y a presque plus d'eau, il devient très facile aux oiseaux de proie de prendre du poisson.

à cause de sa petitesse et de sa beauté, mais il paraît prouvé qu'il cause au poisson un certain préjudice. « Il vit, dit cet auteur, de petits poissons et accidentellement d'insectes : s'il n'a pas l'aspect d'un oiseau de proie proprement dit, il en a du moins les mœurs. Avis donc au propriétaire d'étangs ». Le dégât qu'il peut causer, n'a pas été chiffré. Il a une certaine valeur commerciale (15 francs, je crois) et présente cette particularité qu'il se dessèche sans se corrompre : il est donc facile à conserver.

Signalons enfin, dans le même ordre d'idées, un oiseau auquel s'attache un souvenir si poétiquement musical, depuis que Wagner a composé *Lohengrin*, le cygne. Celui-là n'est qu'accidentellement nuisible ; néanmoins il est piscivore et comme tel susceptible de causer parfois du dommage. Ainsi en a jugé le tribunal de Tougres (Belgique), le 9 mai 1871, pour reconnaître sa destruction comme légale. Il s'agissait d'une bande de cygnes qui s'était abattue sur un étang.

Ce n'est pas un oiseau de proie scientifiquement parlant. Mais le point de vue économique m'obligeait à le mentionner ici avec l'alcyon.

CHAPITRE V

LES CORVIDÉS ET LES LANIIDÉS

§ 1. — *Corvidés*

Sous le nom générique de corvidés, on range les différentes espèces de corbeaux et de corneilles, la pie et le geai.

Les corbeaux, au moins autant que les buses, ont provoqué des discussions sans fin, trouvant chez les uns des amis, chez les autres, des adversaires passionnés.

Ces oiseaux, dont l'image évoque des champs de batailles couverts de morts, comprennent plusieurs espèces, et quelques auteurs ont résolu la question par le *distinguo*, qui n'est peut-être pas éloigné de la vérité.

Écoutons les arguments respectifs : « Sans
« rechercher avec M. de Neyremaud si les cor-
« beaux sont capables ou non de s'attacher à

« l'homme, dit M. Leblond (1), comme le prou-
« veraient peut-être la légende de Valérius Cor-
« vinus, de devenir même les auxiliaires de la
« justice, dans certains cas en révélant par leurs
« cris et leur attroupement la présence d'un
« cadavre activement et longtemps recherché,
« nous dirons seulement avec lui que si ces
« oiseaux causent accidentellement quelque tort,
« quelque dommage aux semeurs, ils vivent
« cependant le plus souvent d'insectes, de lar-
« ves, de vers blancs, de mulots, de ces chairs
« même putréfiées que les paysans s'obstinent à
« laisser à découvert dans leurs champs, au
« mépris des lois et au risque de voir leur bétail
« et eux-mêmes atteints par l'une de ces piqures
« qui sont toujours mortelles. »

L'auteur anonyme des calculs sur la valeur des oiseaux ne suppose pas les corbeaux capables d'attaquer les petits oiseaux, mais il les considère comme les seuls et terribles ennemis du mulot, du campagnol, du surmulot, du rat, etc. Ils chassent aussi la couleuvre et la vipère.

Avec M. de la Rue nous tombons dans les distinctions : « Toutes les espèces de corbeaux,
« dit-il, ne sont pas nuisibles. Le freux ou cor-

1. Code de la chasse.

De La Fuye

« neille moisonneuse fait la guerre aux vers
« blancs et aux autres larves nuisibles et a une
« grande répugnance pour la chair. La cor-
« neille mantelée (*Corvus cornix*) ne fait aucun
« tort au gibier en détruisant les œufs comme
« on l'a prétendu. L'époque de son arrivée en
« octobre et de son départ qui a lieu en mars,
« suffisent pour démontrer l'injustice de l'accu-
« tion. Elle est parfaitement absente au moment
« de la ponte du faisan et de la perdrix. »

M. Leddet déclare que le freux seul rend quelques services à l'agriculture.

M. Blass se prononce contre le grand corbeau (*Corvus corax*) qu'il proclame nuisible, ce qui me paraît certain. Il juge que la corneille noire fait du tort aux derniers blés semés. Quant au freux, il attaque les fruits (*frugilegus*) dont il est très gourmand. « Sa nourriture n'en est pas
« exclusivement composée et il la varie de grai-
« nes, de vers et d'insectes. »

D'ailleurs, vu la difficulté de leur approche et la rareté de certaines espèces, cet auteur les considère plutôt comme des coups de fusil de hasard.

Il importe néanmoins de juger leur rôle le plus impartialement possible afin de savoir si l'on doit pratiquer la destruction de leurs nids et celle des adultes à l'aide du grand-duc, qui

sont les deux procédés les plus efficaces contre les oiseaux. M. Emile Deyrolle penche pour la nocuité tout en leur reconnaissant une certaine dose d'intelligence. D'après lui ils pillent les nids, saisissent les petits oiseaux et même les petits des volailles. La corneille mantelée serait très nuisible aux champs nouvellement semés et le freux grand voleur des fruits.

Un de mes amis ayant tué le 26 septembre 1907 une corneille noire a trouvé son estomac entièrement rempli de blé.

Un article publié dans le *Chasseur Français*, constate dans la Mayenne la diminution des perdreaux et l'augmentation parallèle des pies et des corbeaux. Les corbeaux de cette région resteraient en bande même l'été (ce qui est anormal) et en profiteraient pour mettre d'autant mieux les jeunes couvées au pillage.

M. Leddet déclare que tous les corbeaux et corneilles à l'exception du freux sont nuisibles au gibier. « Ils guettent du haut des arbres, les
« allées et venues des poules faisanes, des per-
« drix et des canes sauvages qui sont en train
« de pondre ou de couvrir, et quand ils ont ainsi
« découvert les nids, ils en enlèvent les œufs
« jusqu'au dernier pour les dévorer ou les por-
« ter à leurs petits. J'ai certain jour, compté les

« coquilles de quarante-cinq œufs de faisan sous
« un seul nid de corneille noire qu'on avait omis
« de détruire dans le parc de Rambouillet. Ces
« oiseaux s'attaquent aux jeunes levrauts et
« lapereaux, faisandeaux et perdreaux, se réunis-
« sant souvent même pour assaillir les mères.
« Il ne faut donc pas les ménager. »

Avec M. Passerat, c'est une charge à fond contre tous les corvidés ; il attire spécialement l'attention sur le caractère granivore de ces oiseaux : leur arrivée en automne est signalée par les dégâts qu'ils commettent dans les champs ensemencés en blé et les semailles de printemps leur paient tribut avant que les bandes regagnent les régions du Nord.

« Il n'y a aucune compensation, dit-il, à éta-
« blir entre les quelques vers blancs ramassés
« par les corbeaux et les dommages de toutes
« sortes et si considérables qu'ils nous causent ». (Il est d'ailleurs exact que, comme l'explique M. Passerat, les vers blancs exposés par le soc de la charrue aux rigueurs de l'hiver périssent naturellement sans l'aide des corbeaux).

Enfin le baron d'Hamonville distingue entre la chasse et l'agriculture et parle ainsi : « A part
« peut-être le freux, ils sont nuisibles au point
« de vue cynégétique, donnant fréquemment la
« chasse aux petits mammifères et aux oiseaux.

« J'ai vu encore l'hiver dernier une bande de
« corbeaux s'acharnant sur un levraut ».

Un membre distingué de la Faculté des sciences a parlé des services que nous rendent les corbeaux en mangeant les hannetons, mais le baron d'Hamonville lui a fait remarquer avec une certaine ironie que les corbeaux ne viennent chez nous en grande quantité que lorsqu'il n'y a plus de hannetons. Ce n'est d'ailleurs qu'à l'état de larves (ou vers blancs) que les corbeaux en font une sérieuse consommation.

Particularité : pour M. d'Hamonville le « chou-
« cas est nuisible, c'est un pillard qui dévaste
« les arbres fruitiers, les potagers et est même
« très friand de petits oiseaux ». Je n'ai pu contrôler cette observation.

Au fond M. d'Hamonville n'est pas leur adversaire ; sa classification est peut-être un peu trop indulgente, mais elle est intéressante ; la voici :

Le grand corbeau	nuisible
Le corbeau corneille. . .	neutre
Le corbeau mantelé . . .	neutre
Le corbeau freux. . . .	utile
Le corbeau choucas . . .	nuisible

N'oublions pas que le point de vue est exclusivement agricole, car si le gibier tient une place importante dans l'exploitation de la terre, il

faudra classer le corbeau corneille comme nuisible à côté du grand corbeau. C'est une question de région et il est difficile de faire une moyenne, car, suivant les gens, les considérations agricoles l'emportent sur les considérations cynégétiques ou vice versa. Vu leur nombre la destruction complète serait coûteuse. On ne peut guère obtenir un résultat sérieux qu'au moment des couvées et il faut payer un homme assez cher pour le décider à grimper au haut des arbres pour culbuter les nids. Mais cette opération est très efficace. Je l'ai vue pratiquer dans un parc de Seine-et-Marne (1) où les corbeaux étaient en si grand nombre qu'il était impossible de causer dehors tant le vacarme de leurs croassements était assourdissant. On a détruit au printemps 2.000 nids (soit 10.000 petits) dans ce parc de 60 hectares et ils l'ont complètement abandonné.

Si la classification générale que demande le S. H. C. F. mettait tous les corbeaux au nombre des oiseaux nuisibles, il n'y aurait pas lieu de s'en affliger, car, s'ils sont utiles, ils le sont très peu, comparés aux petits oiseaux insectivores qui sont souvent leurs victimes.

Néanmoins devant tant d'opinions contradic-

1. Lésigny et aussi Ernemont en Normandie.

toires je me montrerai, en les déclarant nuisibles, moins affirmatif que je ne l'étais pour les busards par exemple, parce que la question n'est pas encore tranchée. L'avenir apportera peut-être des lumières sur la question (1). Un certain nombre d'arrêtés n'autorisent la destruction des corbeaux *qu'au moment des semailles*. La vérité est peut-être là.

Le geai (*garrulus glandarius*) vit dans les bois et fréquente aussi volontiers le bord des plaines ; il mange de tout : des fruits des graines, des insectes, voire même des œufs, des oiseaux, des petits mammifères, des reptiles.

Cette énumération qui prouve son caractère omnivore, rend quelque peu difficile la détermination de l'utilité ou de la nocuité du geai, surtout si l'on songe aux services qu'il rend à la culture forestière. Grand amateur de glands (d'où son nom de *glandivore*), il transporte au loin les semences du chêne et du hêtre, mais on

1. Signalons en passant un fait assez curieux recueilli dans le *Bulletin du S. H. C. F.* de l'année dernière. Pendant l'hiver, sur une ligne de chemin de fer dans l'est de la France des milliers de corbeaux s'étaient rassemblés autour des débris de viande jetés d'un wagon-restaurant. Ils ne se dérangèrent pas à l'arrivée d'un train et se laissèrent écraser en grand nombre. Les cadavres se coincèrent entre les roues et les rails, le train se mit à patiner, dut s'arrêter et il fallut un certain temps pour débarrasser la voie de toute cette charogne avant de reprendre la marche.

n'est pas d'accord sur le mode de propagation : les uns disent qu'il avale les glands tout entiers et qu'il les restitue souvent fort loin sans altération ; les autres prétendent qu'il n'aime pas manger sur place le gland qu'il a cueilli ; il l'emporte, quelquefois le laisse tomber, jamais ne le ramasse, préférant en choisir un nouveau.

De toute façon ce gland peut germer et propager ainsi le chêne. Je suis sûr de la vérité de cette seconde opinion, mais la première est peut-être juste aussi. « Respectez les geais, ce « sont mes planteurs, disait le propriétaire de « certains terrains en friches où il se proposait « de semer des glands ».

Mais voici le revers de la médaille : le geai mange des fruits abattant à tort et à travers les cerises, les groseilles, les prunes et même le raisin. Il gobe les œufs des oiseaux insectivores et aussi des oiseaux gibiers qui nichent sous bois, particulièrement des faisans : les coquilles trouvées autour de son nid en font foi.

Aussi partout où une place importante est réservée aux arbres fruitiers à noyaux, à la vigne, là aussi où l'on désire protéger le faisan pour la chasse, je conseillerai sa destruction. Mais dans les bois où l'on ne s'occupe pas de la chasse je crois qu'il est préférable de le respecter. En général on ne pense pas assez à assurer

la reproduction des bois par des semis artificiels suppléant aux naturels qui font souvent défaut (1), et je suis d'avis qu'il faut tenir compte des services que le geai peut rendre sous ce rapport. C'est d'ailleurs un migrateur, et il n'abonde vraiment qu'en automne au moment où il se dirige vers le midi. Il n'est donc pas toujours nuisible (2).

Pour la pie (*pica caudata*, Linné) la question se pose de la même façon que pour les corbeaux, utilité comme insectivore, nocuité comme avivore, et même comme carnivore en général : seulement elle est plus facile à résoudre tant les dégâts qu'elle cause sont supérieurs aux services qu'elle rend. Tous les auteurs sont unanimes sur ce sujet : « C'est l'ignominie incarnée, « c'est la honte du monde emplumé, c'est le « type du plus vil et du plus odieux de tous les « caractères humains », et Toussenel continue sur ce ton pendant plus d'une page.

M. Passerat et le baron d'Hamonville, sans se répandre en injures aussi violentes, expriment le même avis. Ce dernier la déclare parmi les

1. Fron, « Sylviculture », *Encyclopédie agricole*.

2. Les Lorrains lui reprochent de détruire les petits oiseaux, ce qui est vrai, et de causer ainsi préjudice à cette chasse qui est une industrie de la région. Ils n'envisagent pas la protection des petits oiseaux, au contraire.

rapaces, l'ennemi le plus redoutable du gibier.

M. Blass a énuméré ses services : « Avec les
« forestiers, dit-il, il est juste de porter à son
« actif — trop maigre — l'épuration qu'elle
« opère dans les pineraies en faisant une guerre
« active à la chenille d'un bombyx redouté des
« arbres de cette essence. D'autres insectes et
« les souris, mulots, etc , lui paient tribut ».

« Malgré ces circonstances atténuantes, la
« pie est un oiseau malfaisant, nuisible, doublé
« d'un voisin désagréable, etc. », et cet auteur est
de tous le moins sévère peut-être, parce qu'il a
été à même d'observer chez la pie des traits
d'un instinct très développé, comme celui ci ; la
pie construit en haut d'un arbre à grand bruit et
au grand jour, un faux nid (quelquefois plu-
sieurs), tandis qu'elle dissimule dans un bos-
quet le véritable nid qui recevra la couvée ; mais
en somme cette ruse, qu'elle n'emploie pas
toujours d'ailleurs, ne servirait qu'à rendre sa
destruction plus difficile et par conséquent à lui
permettre de multiplier ses forfaits.

Elle détruit les nids de perdrix, de cailles et
de grives. Elle explore les haies à l'intérieur et
râfle les couvées. C'est au moment où, chez ses
victimes, la remige commence à sortir de l'aile
qu'elle opère les plus graves dégâts.

Elle va jusqu'à attaquer des levrauts de plu-

sieurs livres : pour cela elles se réunissent à deux, trois ou plus, et assaillant le malheureux animal de tous les côtés, elles arrivent généralement à lui crever les yeux ; dès lors tout est fini et la pauvre bête n'a plus qu'à succomber. M. Passerat a assisté à une scène de ce genre et l'a racontée tout au long dans *La chasse au grand-duc*. M. de la Rue lui-même, parfois exagéré conservateur, l'a condamnée.

M. Liesta d'Ambaloges estime que dans un rayon de cent mètres autour de son nid la pie détruit toutes les couvées de rossignols, fauvettes, rouges-gorges ou autres petits oiseaux, et c'est beaucoup, surtout dans les pays de plaine où toutes les couvées se réunissent dans les boqueteaux de faible étendue.

Enfin d'après des observations récentes, elle serait particulièrement nuisible au point de vue granivore. Quatre pies tuées dans les derniers jours d'août et les premiers de septembre avaient l'estomac entièrement rempli de blé. Or à cette époque il y a encore beaucoup de vers blancs et d'insectes et l'observateur qui a fait cette remarque en concluait que la pie était très friande de blé, puisqu'elle aurait pu se nourrir autrement.

1. Observations faites en août-septembre 1907, par M. G. de Dumast, Bussy, Marne.

Je crois que M. Deyrolle résume bien son bilan quand il dit : « Dénicheuse de petits
« oiseaux, voleuse d'œufs, destructrice de gibier,
« fouilleuse de champs fraîchement ensemencés,
« pillarde par plaisir, tels sont à peu près
« ses rôles ; si elle nous rend quelques services
« au printemps en détruisant des insectes et des
« petits rongeurs, ils ne nous paraissent pas
« compensés par la dîme trop importante
« qu'elle prélève sur nos moissons et la guerre
« qu'elle fait à nos malheureux auxiliaires ».

La durée de sa vie doit être assez longue comme celle de tous les corvidés ; je ne la connais pas exactement. Il n'est certainement pas exagéré de fixer sa nocuité aux $\frac{2}{3}$ de celle de l'épervier pour tenir compte des insectes, vers blancs et petits rongeurs qu'elle détruit (sans cela elle serait supérieure).

Le S. H. C. F. a prêché contre elle une véritable croisade et il a bien fait, car pour toutes ces raisons elle est à détruire, sans parler des objets qu'elle peut dérober avec sa manie de saisir tout ce qui brille ; cette particularité a fourni le sujet d'un vieil opéra, la *Pie voleuse*.

§ 2. — *Laniidés*

Les laniidés ou pies grièches doivent être divi-

sées en deux groupes distincts au point de vue de l'utilité et de la nocuité.

1^{er} groupe : pie-grièche grise et pie-grièche méridionale, très nuisibles.

2^e groupe : pie-grièche d'Italie, pie-grièche rousse, pie-grièche écorcheur, utiles à des degrés divers.

Il ne faut donc pas appliquer à l'espèce toute entière le passage dityrambique que Toussenel écrit sur ce genre : « La pie-grièche, à l'état libre
« ou d'innocence, est plus insectivore qu'avi-
« vore. Elle fait une grande distribution de ces
« ignobles scarabés armés de cornes perçantes
« que les enfants appellent des cerfs-volants ou
« des rhinocéros, et qui s'introduisent dans le
« cœur des peupliers de Virginie, des ormes et
« des chênes pour y creuser d'immondes et fétid-
« des fistules par où s'échappe bientôt, en flots
« de pourriture, la vie de l'arbre attaqué.

« Ces capricornes odieux étant d'énergiques
« emblèmes des lèpres et des gangrènes qui
« putréfient le corps social, il est évident *a priori*
« que Dieu en confiant à la pie-grièche la mis-
« sion de les détruire, l'avait créée pour un
« service d'hygiène et de salubrité publique.
« Cette louable intention du Créateur ressort
« surtout de ce que la pie grièche, abandonnée
« à ses seuls instincts, en pleine solitude, ne

« donne la chasse aux petits oiseaux que dans
« des circonstances exceptionnelles, lorsque la
« faim la talonne et que l'insecte, enseveli par
« le froid dans son linceuil d'hiver, lui manque
« totalement ». Ici le célèbre auteur de l'ornithologie passionnelle a omis le *distinguo*.

Il est vrai que les pies-grièches sont de véritables oiseaux de proie. « Pourvues, dit E. Dey-
« rolle, d'un bec crochu, avec une dent bien
« acérée comme les faucons, des pattes fortes,
« armées d'ongles très recourbés et forts, les
« pies-grièches sont des oiseaux de proie en
« miniature, aussi bien par leur conformation
« que par leurs mœurs ».

Mais si ces mœurs sont barbares, car la pie-grièche empale sa proie vivante sur une épine pour la déchiqueter à son aise, il faut réserver l'anathème pour la pie-grièche grise et pour la pie-grièche méridionale qui lui ressemble beaucoup. « Tous les petits turdidés, dit M. Blass,
« rossignols, rubiettes, fauvettes, etc., les gobe-
« mouches, mésanges, pouillots, les fringilles
« paient un sanglant tribut à sa rapacité.

« Grâce à sa taille, elle se faufile au cœur des
« buissons les plus touffus pour y trouver les
« nids dont elle gobe les petits. En hiver lorsque
« les insectes ont disparu, elle devient exclusi-
« vement carnivore et ses déprédations sont

« d'autant plus graves que les oisillons sont
« affaiblis par le jeûne et par le froid ».

Brehm tient à peu près les mêmes propos. L'auteur anonyme dont j'ai cité les calculs et qui est pourtant si indulgent pour certains oiseaux, lui applique sa méthode qui ne lui est guère favorable, comme on va le voir.

« La pie-grièche détruit environ trois fois
« autant d'insectes qu'un des petits oiseaux à
« deux nichées étudiés précédemment ; mais,
« dans son année, sans compter les œufs qu'elle
« mange à la coque, les couvées qu'elle détruit
« pour apporter de la chair fraîche à ses enfants,
« elle détruit au moins 12 à 15 petits oiseaux par
« an. Mettons 13, 13 — 3 font 10. Elle coûte
« donc 10 petits oiseaux par an. Sa moyenne de
« vie est de 7 à 8 ans. C'est donc au moins un
« coût de 80 petits oiseaux par pie-grièche. En
« ne prenant que des petits oiseaux à 10 francs
« et en divisant par 2 pour les raisons indiquées
« au chapitre précédent, nous voyons que la
« pie-grièche nous coûte 400 francs. »

La destruction s'impose.

Il en est tout autrement pour les trois autres espèces de pies-grièches indiquées plus haut.

La pie-grièche écorcheur, malgré son nom sanguinaire, n'est pas nuisible ; il est à peu près certain qu'elle n'écorche que des insectes

Les deux autres, pie-grièche rousse, pie-grièche d'Italie, ne sont avivores que tout à fait exceptionnellement, et à cause de leur caractère insectivore bien déterminé, il ne faut pas leur appliquer la sentence portée contre les autres rapaces de faible taille, car c'est ici que vraiment le bien l'emporte de beaucoup sur le mal.

La balance de la nature penche en leur faveur; c'est pourquoi le baron d'Harnouville dit avec raison que la pie-grièche grise est une exception nuisible.

CHAPITRE IV

LES STRYGIDÉS

Les oiseaux de proie nocturnes ont eux aussi excité de vives polémiques ; néanmoins, la question est ici plus facile à résoudre malgré les divergences très prononcées qui existent entre les auteurs.

Aucun d'eux ne les condamne sans merci et sans exception (à part le grand-duc (*Strix bubo*) qui est l'ennemi acharné de tous les oiseaux et gibiers, mais qui est presque inconnu en France).

Les auteurs les plus sévères pour eux se bornent à douter de l'étendue de leurs services.

M. Passerât s'écrie : « Nous a-t-on assez
« rasés, passez-moi l'expression, avec les mil-
« liers de souris qu'un seul oiseau nocturne
« prend soi-disant dans une seule année ; 6.000,
« pas une de plus, pas une de moins, affirme
« presque avec un grand sérieux un de ces

« fameux observateurs en chambre dont j'ai
« parlé plus haut.

« Dans les pays où les oiseaux nocturnes
« abondent, pourquoi, lorsque l'hiver est clé-
« ment, c'est-à-dire quand aucune pluie torren-
« tielle n'aura noyé les souris dans leurs trous
« ou lorsqu'aucune neige, en les affamant, ne
« les fait se dévorer les unes les autres, se met-
« tent-elles à pulluler, c'est-à-dire à cribler de
« dix trous au mètre carré, et même plus, nos
« champs comme des écumoirs ?

« Tous les corbeaux du monde, les pies, les
« oiseaux de proie diurnes, nocturnes, qui en
« mangent parfois, n'y font rien.

« Il faut faire appel à autre chose et seuls
« aujourd'hui les virus qu'a découverts la science
« peuvent nous préserver totalement et à peu de
« frais. »

Et M. Diguët qui traite les chimistes de « far-
ceurs de laboratoire ! » et qui prend d'ailleurs
plus justement, à mon avis, la défense des stry-
gidés !

N'allons pas aussi loin dans un sens ni dans
l'autre. Les découvertes de la science à ce sujet
sont très remarquables, mais elles ne doivent
pas nous amener à nous priver des services des
auxiliaires emplumés que Dieu a donnés à
l'homme.

L'auteur, dont j'ai déjà cité maint calcul, estime l'utilité des petits hiboux à 20 francs, celle des grands à 30 francs. M. Blass, M. de la Rue et M. Deyrolle les défendent très judicieusement. En tout cas, je crois qu'il ne peut y avoir aucune hésitation sur l'utilité du petit-duc ou scops d'Aldrovande qui est seulement de la taille d'une bonne grive, de même pour la hulotte. Si un doute pouvait s'élever, ce serait plutôt au sujet de la chouette-effraie et du hibou moyen-duc. Comme tous les nocturnes, ils avalent leur proie entière et rejettent les parties qu'ils ne peuvent digérer, os, poils, etc. J'ai observé dans les boules ainsi rejetées par une effraie une grande quantité d'os et de poils de souris, mais aussi quelques plumes qui m'ont paru appartenir à une mésange à longue queue. Mais la proportion de plumes était très faible par rapport à celle des restes de souris. Cette fois, malgré leur caractère accidentellement avivore, je crois que les services rendus par eux dépassent de beaucoup les dommages causés.

Je ne crois donc pas qu'il faille, comme le font certaines sociétés de chasse, encourager leur destruction par des primes. Ma conclusion sera celle de M. Leddet, qui, après avoir signalé quelques méfaits commis par eux sur le gibier, écrit avec beaucoup de raison : « Il ne faut pas

« faire une guerre acharnée à ces précieux auxiliaires des intérêts agricoles ; mais ils ne méritent pas non plus qu'on les protège au point d'éviter de tendre, dans les plaines, des pièges à poteaux destinés à tous les braconniers de l'air, et dans lesquels ils sont les premiers à se faire prendre ».

M. Leddet oublie que la loi ordonne de détendre les pièges à poteau la nuit, ce qui protège complètement les rapaces nocturnes. Il est vrai que le Congrès de la chasse, peu confiant dans l'activité des gardes pour les retendre au petit jour, a émis avec raison un vœu pour supprimer cette disposition.

La Convention internationale de 1902 a classé comme utiles tous les nocturnes à l'exception du grand-duc.

SECTION II

Mouvement commercial né de la chasse des oiseaux de proie

CHAPITRE PREMIER

MOYENS DE DESTRUCTION

Le mouvement commercial né de la chasse des oiseaux de proie, pour être difficilement appréciable dans son ensemble, n'en est pas moins intéressant. J'espérais trouver dans les rapports présentés au Congrès de la chasse, des indications précises à ce sujet. Mais tous ceux qui ont parlé de l'importance économique de la chasse, n'ont pas distingué la destruction des animaux nuisibles de la chasse du gibier proprement dit. Et comme cette question n'a jamais, que je sache, été traitée, j'ai dû me borner à consigner ici le résultat de mes recherches personnelles.

Ne pouvant donner des aperçus d'ensemble et ne pouvant chiffrer le commerce total, j'ai tâché au moins par quelques exemples que l'on peut généraliser de faire sentir l'importance de ce mouvement commercial.

§ 1. — *Pièges et poisons pour les oiseaux de proie.*

Il y en a beaucoup de taille et de prix différents suivant les oiseaux auxquels il sont destinés. Les plus fréquemment employés sont les pièges à poteaux qui se fixent dans la plaine sur un pieu de deux ou trois mètres placé verticalement et que l'on amorce avec de la viande ou un petit oiseau mort. Ils coûtent 3 fr. 50 ou 4 fr. 50 suivant leur grandeur (16 centimètres ou 17 centimètres 1/2).

La maison Guérin-Delahalle en vend environ 150 par an.

Assez répandus aussi sont les pièges destinés à être tendus en jardinet sur le sol ; ils coûtent le même prix que les précédents (1).

Plus efficaces que les pièges, mais plus dan-

1. La maison Aurouze de Paris, a la spécialité des pièges pour animaux et oiseaux nuisibles, mais ses prix sont un peu élevés.

gereux aussi sont les poisons, arsenic et strychnine très employés dans les grandes chasses. Les pharmaciens et les armuriers en vendent, mais comme pour s'en servir, il faut une autorisation qu'on ne demande pas toujours, tout le monde garde le silence sur ce sujet, ceux qui s'en servent comme ceux qui les fournissent.

§ 2. — *Appeaux. Grands et moyens-ducs.*

Les appeaux proprement dits sont de petits instruments destinés à attirer les oiseaux, soit en imitant leur propre cri, soit en imitant celui du sexe différent ou celui des petits.

Il n'y a guère que l'appeau à geai qui soit vraiment efficace ; aussi est-il extrêmement répandu. Il vaut 0 fr. 75, les autres valent aussi 0 fr. 75, pour buse, 1 franc.

D'ailleurs on possède depuis quelques années un moyen bien préférable pour la chasse des oiseaux de proie. C'est le grand-duc vivant ou naturalisé que l'on place sur un perchoir dans un endroit bien choisi. Les rapaces diurnes viennent tourner autour de lui, et le chasseur soigneusement dissimulé, peut les abattre à coup de fusil.

Le grand-duc vivant, le plus grand des rapaces nocturnes est peu employé. Il faut le faire

venir d'Autriche, de Hongrie ou même de Roumanie. Son prix d'achat est d'environ 100 francs, mais c'est surtout son entretien qui est coûteux. Il ne mange que de la viande et il lui faut à peu près un lapin par jour. De plus, on est obligé de prendre les plus grandes précautions quand on est appelé à le manier pour le mettre en place et de se défier de son bec et de ses ongles.

Le grand duc naturalisé est beaucoup plus pratique et en somme aussi efficace. Son prix varie suivant qu'il est muni ou non d'une articulation destinée à faire remuer, au moyen de ficelles, sa tête et ses ailes. Les prix ont sensiblement diminué depuis quatre ans. Un grand duc articulé est passé de 80 à 60 francs. Le grand duc non articulé est passé de 60 à 50 francs. Ces prix que je relève dans le catalogue d'une maison de Paris, ne sont même pas les plus bas, car on peut avoir actuellement de très beaux grands-ducs sans articulations au prix de 47 francs.

Le nombre de ces grands-ducs vendus est considérable. La maison Guérin-Delahalle déjà citée en a vendu une moyenne de 200 par an depuis trois ans. Un armurier de la ville de Vitry-le-François (1) en a vendu 21 de janvier 1906 à

1. Henri Dutreuil, 61, rue de Frignicourt, Vitry-le-François, (Marne).

janvier 1908, ce qui est beaucoup pour la province où la clientèle est en général plus localisée et plus restreinte. Sur ce nombre, 7 étaient articulés.

La demande a été si forte que l'Autriche qui en fournit le plus grand nombre, s'est vue forcée de se livrer à l'élevage des grands-ducs pour satisfaire aux commandes des fournisseurs, et même pendant quelque temps, il a été difficile de se procurer un grand-duc adulte. Ceux que l'on trouvait chez les marchands étaient des jeunes qui n'avaient pas atteint leur taille normale.

A côté du grand-duc, il faut signaler le moyen-duc, destiné surtout à la chasse de l'alouette, mais quelques amateurs l'emploient aussi pour la destruction des oiseaux de proie, car, s'il est moins efficace, il est, à cause de sa petite taille, moins encombrant et moins lourd, partant plus facile à transporter. Non articulé il vaut 10 francs, et 15 francs avec articulation. Il a valu longtemps plus du double.

Pour ce genre de marchandises, la demande aurait dû plutôt faire hausser les prix. Mais d'une part la production a beaucoup augmenté et les fournisseurs ont compris qu'ils avaient avantage à populariser ce mode de chasse pour rattraper sur le nombre des commandes le bénéfice moindre réalisé sur chaque fourniture. De

plus comme ce genre de sport se pratique surtout pendant l'époque où la chasse est fermée, ils ont escompté des commandes supplémentaires de cartouches. C'est en effet ce qui a eu lieu.

Et cela nous amène aux munitions. L'armurier de Vitry-le-François estime que chacun des grands-ducs qu'il a vendus, fait tirer environ 200 cartouches par an (à 21 ou 24 francs le cent suivant le calibre). Ce qui ferait pour une vingtaine de grands ducs 4.000 cartouches. Le chiffre de 200 cartouches est à coup sûr exagéré pour certains chasseurs, mais il est trop faible pour d'autres. M. Passerat dans sa brochure *La chasse au grand-duc*, déclare avoir tué en deux ans plus de 4.000 oiseaux de proie ou de rapine, dont environ 800 corbeaux ce qui représente bien 1.500 à 2.000 cartouches pour un seul tireur en deux ans. Cela suffit pour faire comprendre le bénéfice qui peut en résulter pour les armuriers.

CHAPITRE II

EMPLOI DES OISEAUX TUÉS

§ 1. — *Valeur d'usage et valeur marchande de quelques oiseaux de proie.*

Si les oiseaux de proie n'ont aucune valeur marchande au point de vue comestible, ils ne sont pas dédaignés par les paysans, gardes ou rabatteurs, qui sont généralement très satisfaits de mettre un geai, une pie ou une buse dans leur pot-au-feu. J'ai connu un garde qui mangeait du renard ; à plus forte raison acceptait-il avec plaisir les rapaces, les geais surtout qui, lorsqu'ils sont jeunes, ont assez d'analogie culinaire avec les pigeons domestiques. Dans plusieurs endroits on mange du bouillon de corbeaux, et l'usage alimentaire de certains rapaces peut constituer pour les gardes qui s'adonnent spécialement à leur chasse une économie appréciable. On peut faire plaisir aux pauvres gens de la région en

leur distribuant les « divers » des tableaux de battues et les oiseaux de proie que l'on ne destine pas à être naturalisés. La plupart des propriétaires de chasse n'y manquent pas.

Dans un autre ordre d'idées les oiseaux de proie ont, au point de vue de la naturalisation une réelle valeur.

Voici les prix donnés par les empailleurs de Paris de quelques rapaces lorsqu'ils ne sont pas trop abimés par le plomb ou par le piège : aigles, 10 à 12 francs, vautours, 10 à 12 francs, gypaètes 7 à 8 francs, buses, 2 à 2 fr. 50, faucon pèlerin, 2 à 3 francs, grands-ducs 18 à 20 francs. Le moyen-duc destiné à la chasse des alouettes s'achète pour 0 fr. 75 la pièce.

Ces prix varient aussi suivant la beauté du sujet, les adultes se payant plus cher surtout en hiver et au moment des amours lorsque leur plumage a le plus d'éclat.

§ 2. — *Naturalisation*

C'est le point le plus important et qui mérite une attention particulière.

La naturalisation des rapaces peut-être faite par des spécialistes ou par des amateurs ; dans les deux cas le mouvement commercial est intéressant.

Voici quelques-uns des prix demandés par les spécialistes :

	au repos	en action
Vautour, aigle, gypaète.	35 fr.	45 fr.
Grand duc.	25 »	35 »
Busard, buse, autour.	10 »	12 »
Cresserelle, épervier, émé- rillon, chevêche.	6 »	6 »
Effraie, hibou moyen-duc, hulotte.	7 »	8 »
Geai, pie, corbeau.	6 »	8 »
Héron, butor.	12 »	16 »
Petit goëland.	12 »	15 »
Grand goëland, cormoran.	14 et 16,	16 et 20
Cygne.	15 »	35 »

Ces prix sont ceux demandés aux particuliers. Pour les collectionneurs attitrés, les muséums, les cabinets d'histoire naturelle, ils sont en général diminués de 1 ou 2 francs.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le prix est presque toujours plus élevé pour un oiseau naturalisé en action, c'est-à-dire les ailes déployées. Et pourtant il est beaucoup moins facile de réussir un sujet représenté au repos : l'apparence de la vie et le naturel sont malaisés à obtenir dans ces conditions et il y a très peu de maisons qui aient acquis de la notoriété sous ce

rapport (1). tandis qu'avec un peu de pratique un amateur se tire assez bien d'une pièce aux ailes déployées. Mais comme pour le grand public, le contraire paraît à première vue plus vraisemblable et comme en étant moins scientifiques, les oiseaux en action sont plus décoratifs, les naturalistes rattrappent ainsi le bénéfice moindre qu'ils font sur les pièces au repos pour collectionneurs sérieux. Je ne connais pas de statistique indiquant même par approximation le nombre des rapaces naturalisés annuellement en France. Je sais seulement que beaucoup de commerçants, des armuriers surtout, se chargent de faire naturaliser des oiseaux et les envoient à des maisons spéciales qui centralisent un grand nombre de commandes. Ces spécialistes sont en général très occupés ; ils ont de plus à courir certains risques de détérioration des pièces qui leur sont confiées et contre lesquels il leur faut prendre des précautions sérieuses.

La maison Guérin-Delahalle (2) fait actuellement naturaliser 180 à 200 oiseaux de proie en moyenne par an, et je suis convaincu que le nombre moyen annuel de ces sortes de com-

1. Les fils d'Emile Deyrolle, 46, rue du Bac, Paris. Emile Houard 92, Grande rue, à Nancy.

2. A saint Hubert, 11, rue de Rome, Paris.

mandes a dû augmenter sensiblement depuis l'introduction en France de la chasse à l'aide de du grand-duc. Beaucoup de gens pouvant abattre plus facilement les rapaces se sont mis à les collectionner. D'autres ont voulu conserver certaines pièces comme trophées ou comme objets décoratifs ; de là des commandes plus nombreuses.

Si un particulier veut naturaliser lui-même, il lui faut un matériel que lui fourniront les mêmes maisons qui se chargent de naturaliser les oiseaux.

Les outils les plus employés sont les aiguilles, ciseaux de toutes sortes et de toutes dimensions, couteaux spéciaux, pinces à dissection, pipettes en verre pour vider les œufs, seringues à injections, scalpels et lancettes, dont les prix sont en général peu élevés, mais qui réunis en trousse plus ou moins complètes de taxidermie atteignent des prix variant entre 50 et 500 francs.

D'autres objets sont appropriés à chaque sorte d'oiseau.

Les carcasses en fil de fer destinées à former le squelette de la pièce se cotent ainsi :

	La pièce	Le cent
	—	—
Epervier, crécerelle	0 40	35 fr.
Effraie.	0 50	45 »

Corbeau, pingouin	0 55	50 »
Buse	0 60	55 »
Goéland	0 65	60 »
Grand cormoran	0 70	65 »
Aigle	2 50	
Vautour	3 »	
Condor	3 50	

Les yeux, qu'il importe de choisir exactement semblables comme taille et comme couleur à ceux de la pièce à monter valent :

	Par 100 paires —	Par paire —
Epervier	8 50	0 10
Geai, cormoran	9 »	0 15
Busard Saint-Martin, chevêche	12 50	0 15
Grue cendrée, cigogne . . .	15 »	0 20
Moyen-duc, buse	17 »	0 20
Autour, héron cendré . . .	20 »	0 25
Aigle	30 »	0 35
Vautour	35 »	0 40
Gypaète	45 »	0 50
Harphang des neiges. 140 » et	175 »	3 »
Grand-duc	250 »	3 50

Tous ces yeux sont en verre de couleur avec pupille. Ceux en émail noir uni qui conviennent à quelques oiseaux sont les suivants :

Pie	5 »	0 10
	5 50	0 10
Corneille, corbeau	7 »	0 10
	8 50	0 10
Effraie	11 75	0 15

Les perchoirs en bois brut ou vernis noir vont de 0 fr. 35 à 2 fr. 75 suivant la taille.

Les plateaux destinés surtout aux échassiers valent de 0 fr. 45 à 2 fr.

D'autres fournitures plus ou moins demandées, rochers factices, écussons en bois, cadres et enfin les cuves en glaces pour préparations de pièces d'histoire naturelle qui sont fort chères allant de 4 fr. 25 à 24 fr. forment avec les précédentes un nombre d'articles assez considérable. Ajoutons-y les produits chimiques alun, arsenic, préservatifs liquides et en poudre, pour préparer et conserver les pièces; tout cela forme un mouvement commercial qu'il est impossible de chiffrer, mais qui est important.

§ 3. — *Commerce des plumes*

Quant aux plumes des oiseaux de proie, on les emploie concurremment avec celles de beaucoup d'autres volatiles pour différents usages, principalement pour fabriquer des plumeaux et

des chapeaux de dames. Les ailes noires des corbeaux sont utilisées pour les chapeaux de deuil et aussi pour les chapeaux à bon marché ; car certaines espèces, comme le freux, ont des reflets bleuâtres ou verdâtres qui les font apprécier.

Cette mode de mettre aux chapeaux des plumes ou des ailes, quelquefois l'oiseau tout entier, s'est surtout répandue lors du premier succès de la *Valkyrie* : on s'est mis à figurer sur les coiffures le casque emplumé de Brunehilde.

Tout dernièrement un curé de campagne, qui avait probablement des griefs particuliers contre la pie, écrivait dans le *Bulletin du S. H. C. F.* une note dans laquelle il conseillait aux femmes de se parer avec des plumes blanches et noires de pie, qui, assurait-il, seraient d'un effet fort agréable. Mais n'y avait-il pas un peu d'ironie à conseiller aux dames de se mettre sur la tête la dépouille de l'oiseau le plus bavard ?

La chouette figure souvent tout entière sur les chapeaux. C'est peut-être un souvenir de Pallas, déesse de la sagesse et protectrice d'Athènes.

Dans cet emploi des oiseaux de proie et de leurs plumes, les chiffres globaux sont impossibles à déterminer, d'autant plus qu'à défaut de plumes de rapace ou d'oiseaux rares on se

sert de celles des volailles métamorphosées par des teintures habiles. Il me fallait néanmoins mentionner cet usage, car il y a certainement une quantité considérable de plumes et d'oiseaux employés sur les chapeaux, sur les plus chers comme sur ceux du prix le moins élevé.

CHAPITRE III

LA FAUCONNERIE

Si nous vivions sous le règne de Louis XIII, il y aurait beaucoup plus à dire sur l'importance économique de la fauconnerie. Mais voici qu'aujourd'hui après une longue éclipse, ce sport, noble par excellence, paraît vouloir renaître dans notre pays et si, comme je le crois, la mode s'y attache, il est appelé à vivre de nouveaux jours de gloire. C'est pourquoi je dois lui consacrer quelques pages.

La fauconnerie n'est autre qu'une chasse à courre qui se pratique avec l'aide d'oiseaux de proie dressés. L'oiseau devenu, par l'appropriement et le dressage l'auxiliaire du chasseur, n'est pas guidé comme le chien par l'odorat pour trouver sa proie et la suivre ; il ne peut compter que sur sa vue pour la découvrir et sur sa vitesse pour l'atteindre.

Jadis les règles de la fauconnerie établissaient sept sortes de vol divisés en deux groupes :

1° Le vol pour le héron, le milan, la corneille et la pie, chasses nobles et sans profit. C'était la haute volerie où les faucons et les gerfauts étaient les auxiliaires de l'homme.

2° Le vol pour « les champs » c'est à-dire pour la perdrix, la caille et le faisan, et le vol pour « les rivières » pour les canards sauvages et les autres oiseaux d'eau. C'était la basse volerie où le faucon était remplacé par des oiseaux moins nobles, l'autour et l'épervier, l'émérillon ou le hobereau. On appela cette chasse où se devine aisément le but culinaire « un plaisir de hobereau » appliquant ainsi au gentilhomme pauvre le nom de l'oiseau qu'il employait pour garnir son garde-manger. Au point de vue économique la fauconnerie se rattache intimement et doublement à la question des rapaces ; car on dresse des oiseaux de proie, soit à chasser le gibier, soit à poursuivre d'autres oiseaux de proie et par conséquent à les détruire ou au moins à les effrayer.

« En particulier, si la destruction des cor-
« beaux peut dans certains cas être obtenue
« plus efficacement par le fusil que par le vol,
« il n'en est pas moins vrai qu'aucun moyen
« n'est préférable à un vol de faucon pèlerin
« pour éloigner et faire rentrer au bois les mil-

« liers de corbeaux qui ravagent les champs au moment des semailles (1). »

Nous avons vu à quel point les corbeaux étaient abondants dans l'est et dans les environs de Paris. A l'époque des semailles, des femmes et des enfants passent des journées entières à chasser les corneilles des champs nouvellement ensemencés et le plus souvent en vain, car s'envolant d'un champ, elles vont immédiatement s'abattre dans un autre pour y continuer leur besogne. Il en est tout autrement, lorsqu'un fauconnier jette son oiseau sur ces bandes de pillards, qui subitement pris d'épouvante, se réfugient à tire d'ailes et pour le reste de la journée dans les bois voisins.

Quant à la pie difficile à approcher pour un chasseur armé d'un fusil, elle a bien moins de chance d'échapper au faucon qu'on lui jette. « Il est indéniable, dit M. Belvalette, que dans ces conditions, le fauconnier peut rendre à l'agriculture de très réels services. Cette considération a bien son importance au moment même où la création des tierceliers chargés de la protection des champs est à l'ordre du jour ».

Voilà pour la destruction des oiseaux nuisibles. Les destructeurs nous intéressent autant

1. Rapport de M. Alfred Belvalette au Congrès de la chasse.

que leurs victimes. Ceux en effet qu'on va ainsi apprivoiser et dresser sont principalement l'aigle Bonelli, le faucon pèlerin, le faucon gerfaut (haute volerie), l'autour et l'épervier (basse volerie).

De ces oiseaux essentiellement nuisibles à l'état sauvage, on fait ainsi des auxiliaires précieux.

Il est évident que le mouvement économique né de la fauconnerie est encore très faible et très localisé. Le temps n'est plus où le roi François I^{er} donnait à son fauconnier 4.000 florins de traitement et mettait sous ses ordres cinquante gentilshommes pour s'occuper de trois cents faucons qu'il emmenait partout avec lui, où le baron de la Chastaigneraie, grand fauconnier de Louis XIII, disposait de cent hommes pour soigner cent quarante oiseaux.

Les équipages actuels sont peu nombreux et n'occupent encore qu'un personnel restreint.

Une tentative éphémère avait été faite en 1866. On avait fondé une société de fauconnerie de Champagne sous la présidence de M. Alfred Werlé. Outre ce dernier, on comptait parmi les principaux sociétaires de l'équipage MM. P. A. Pichot, le vicomte de Champeaux-Verneuil, le baron d'Aubilly, le vicomte G. de Grandmaison,

le comte Fernand de Montebello et M. Julio Alfonso d'Aldama.

Des circonstances particulières provoquèrent sa dissolution en 1868 et forcèrent John Barr, son chef de vol, à retourner en Angleterre.

Une autre tentative fut faite le 5 juillet 1887, par le journal *Le Nemrod*, publiant une lettre de M. Constantin P. de Haller, président de la société des chasseurs fauconniers de Saint-Pétersbourg, annonçant pour la mi-septembre un grand concours avec épreuves pour faucons, gerfauts, autours, aigles, éperviers, chiens de toutes espèces, chevaux, équipages, fusils, armurerie et objets de chasse divers. Des prix d'importante valeur furent attribués aux amateurs fauconniers vainqueurs.

Enfin le même M. de Haller essaya de fonder une société internationale de fauconnerie, mais il mourut sans avoir pu mener ce projet à bonne fin. C'est en effet en Angleterre et en Russie que ce sport est le plus développé (1).

1. Sociétés de fauconnerie d'Europe :

Angleterre. — 1° Falconest club d'Alconbury Hill, fondé en 1800 par le colonel T. Thornton avec le comte d'Oxford, le comte d'Eglinton, MM. Colqhoun, Ed. Parson, le duc de Rutland, M. P. Stanley.

2° Haw King club de Didlington fondé en 1814, devenu en 1863 le Old Hawking Club.

Russie. — Société des chasseurs fauconniers de Saint-Péters-

Il n'y a plus, ou plutôt pas encore de société de fauconnerie en France. Il y a quelques équipages isolés dont le nombre augmente peu à peu (2).

Les oiseaux les mieux dressés font partie des équipages anglais et c'est par centaines que les pièces de gibier ou les rapaces figurent chaque année à leur bilan.

Pour être moins coûteux qu'un équipage de chasse à courre, une fauconnerie demande un établissement et un personnel spécial. Le dressage et l'entretien des oiseaux peut fournir une carrière à quelques jeunes gens des campagnes ; et à cette époque où les champs sont dépeuplés par l'attraction exercée par les villes tous les moyens sont bons pour empêcher ces malheureux de venir s'y perdre physiquement et moralement. Enfin précisément parce que la dépense est moindre que pour la chasse à courre, ce sport est à la portée d'un plus grand nombre de bourses, et c'est encore une des raisons qui me font croire à son développement.

bourg fondée et 1884 par M. Constantin P. de Haller, sous le patronage du prince Alexandre d'Oldenbourg.

Pays Bas. — Société de Loo fondée en 1841 par le baron de Tindal sous le patronage du roi des Pays-Bas dissoute en 1853.

2. M. P. Gervais qui opère dans les plaines de la Brie ; M. Barrachin à Saint-Leu-Taverny ; M. Belvalette à Buch.

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION DES OISEAUX DE PROIE ENVISAGÉE AU POINT DE VUE JURIDIQUE

CHAPITRE PREMIER

APERÇU DU RÉGIME ANTÉRIEUR A LA LOI DE 1844

Avant la Révolution, le droit de procéder à la destruction des animaux nuisibles appartenait exclusivement aux seigneurs comme prérogative de la féodalité ; mais on trouve à l'origine le devoir comme corollaire et justification du privilège. Le seigneur était dans son fief l'unique « louvetier » et, disons-le aussi, le « tiercelier » puisque le mot est à la mode. Il protégeait ses vassaux et ses serfs, leurs troupeaux et leurs maisons contre les entreprises des ennemis, aussi bien contre les animaux que contre les hommes.

Le décret des 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789 sanctionné le 21 septembre, puis promulgué le 3 novembre de la même année, mit fin à cet état de choses, en abolissant le droit exclusif de la chasse, et en proclamant, par son article 3, l'autorisation pour tout propriétaire de détruire ou de faire détruire, mais seulement sur ses possessions, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police créées pour assurer la sécurité publique.

La chasse des animaux nuisibles fut ensuite réglementée par le décret du 19 pluviôse an V (7 février 1797) au moyen de battues. Celles-ci, ordonnées par les administrations centrales des départements et de concert avec les agents forestiers de l'arrondissement, sur la demande de ces derniers et sur celle des administrations municipales du canton, étaient exécutées sous la direction et sous la surveillance des agents forestiers.

Le 20 août 1814 intervenait un règlement qui, par son article 7, imposait à tous ceux qui avaient obtenu des permissions de chasse l'obligation de les employer à la destruction des animaux nuisibles. Ils devaient ensuite faire connaître au conservateur le nombre des animaux détruits par eux en lui envoyant la patte droite (curieux précédent en faveur du tiercelier).

La mise en adjudication du droit de chasse dans les forêts de l'Etat fut établie par la loi du 21 avril 1832 et réglementée dans l'ordonnance du 24 juillet suivant. Dans l'article 4, il était dit qu'un cahier des charges, approuvé par le ministre des Finances, réglerait toutes les conditions destinées à assurer la destruction des animaux nuisibles, tant dans l'intérêt de la conservation des forêts que pour préserver de tous dommages les propriétés particulières.

Puis vint la loi de 1844.

CHAPITRE II

LA LOI DE 1844

§ 1^{er}. — *Le principe de l'autorisation.*

L'article 1^{er} de la loi du 3 mai 1844 pose le principe de la réglementation et de l'autorisation pour tout acte de chasse ou de destruction accompli en dehors des conditions normales établies par elle d'époque et de capacité.

« Art. 1^{er}. — Nul ne pourra chasser, sauf les
« exceptions ci-après, si la chasse n'est pas
« ouverte et s'il ne lui a pas été délivré un per-
« mis de chasse par l'autorité compétente ». Tel
est le droit commun pour la chasse du gibier
comme pour celle des animaux nuisibles.

A cette règle existent deux exceptions très importantes, l'une en matière de propriétés closes (art. 2 de la même loi) qui est commune au gibier ordinaire et aux animaux nuisibles, l'autre qui concerne presque exclusivement ces

derniers et qui est une application dérivée du droit de légitime défense.

Je vais les examiner successivement ; puis je consacrerai un paragraphe à l'examen de la chasse au vol au point de vue juridique.

§ 2. — *Du droit de destruction en temps prohibé sur un terrain clos attenant à une habitation*

Voici le texte de l'article 2 de la loi de 1844.
« Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou
« faire chasser en tout temps, sans permis de
« chasse (et à plus forte raison détruire les
« oiseaux de proie sans autorisation aucune)
« dans ses possessions attenant à une habita-
« tion et entourée d'une clôture continue faisant
« obstacle à toute communication avec les héri-
« tages voisins ».

Disons tout de suite pour faire bien comprendre l'esprit de la loi qu'il ne s'agit pas de clôtures présentant un obstacle plus ou moins sérieux au passage du gibier, mais de clôtures révélant manifestement l'intention du propriétaire de soustraire au public le terrain attenant à son habitation. C'est une sorte de prolongement du domicile, au même titre que la maison d'habitation elle-même, et dans lequel,

suivant la loi, on ne peut pénétrer qu'avec l'autorisation du propriétaire.

α) De là une première conséquence touchant le caractère de l'habitation qui est fort bien exposée par un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 10 novembre 1883 :
« La disposition de l'article 2 de la loi du 3 mai
« 1844 étant fondée sur le respect dû au domicile
« n'est applicable qu'au terrain clos dans lequel
« se trouve une construction, sinon actuelle-
« ment habitée, du moins destinée à l'habitation,
« en sorte que l'enclos qui l'environne puisse
« être considéré comme une dépendance d'une
habitation. »

C'est pourquoi un simple pavillon d'agrément ou de chasse, une cabane, ou un bâtiment servant seulement à abriter momentanément les personnes ou les choses, ne sont point une habitation dans le sens de notre article (Sic Berriat, p. 21, Camusat, p. 46, de Neyremand, p. 424, Jullemier, p. 27. Puis cass., 3 mai 1845, 10 novembre 1883, 20 juillet 1883).

D'ailleurs, il n'est pas nécessaire que le propriétaire ou possesseur occupe lui-même l'habitation ; il suffit qu'elle soit habitée par un serviteur, un garde, etc... La loi ne distingue pas, et les travaux préparatoires ne laissent aucun doute à cet égard (observation de M. Luneau,

député et réponse du rapporteur). Du moment qu'il y a une maison habitable, par conséquent un foyer, un domicile en un mot, cela suffit pour que celui-ci soit respecté et que l'immunité proclamée par l'article 2 puisse être réclamée.

b) Il faut que le terrain en question soit entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

Remarquons d'abord que les mots « *attenant à une habitation* » ont été très justement substitués par la Chambre des Pairs sur l'observation de M. Rossi aux mots « *dépendant d'une habitation* ». « *Un terrain, en effet, bien que fort éloigné d'une habitation peut cependant en dépendre ; il importait donc de dissiper toute équivoque ; la rédaction nouvelle du texte indique assez clairement le sens que l'on doit attacher à cette expression...* » Duvergier, coll. des lois 1844, p. 103.

Mais la loi n'a pas défini ce qui constitue au point de vue de la chasse la clôture continue : elle a laissé volontairement aux magistrats le soin de statuer sur ce point selon la diversité des cas et des circonstances de chaque affaire. Ainsi en Bretagne où les champs sont entourés de talus surmontés d'épaisses haies d'ajoncs où se

montrera beaucoup plus difficile qu'en Champagne où un fossé de quatre pieds accompagné d'une haie vive ou de ronces artificielles soutenues par des piquets de 1 mètre 50 environ, constitue habituellement la clôture des parcs.

Un parc (spécialement le parc de Chambord) appartenant à un château et clos de hautes murailles doit être considéré comme entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, bien que les murailles soient percées de plusieurs portes (dans l'espèce six portes dans un mur de 35 kilomètres. Il est indifférent que ces portes dussent en vertu d'un acte administratif rester constamment ouvertes pendant le jour et s'ouvrir pendant la nuit à la réquisition de tout venant si, d'ailleurs, elles sont gardées, la nuit comme le jour par des portiers qui exercent une surveillance permanente à l'entrée et à la sortie.

Il n'importe pas davantage que ce parc soit traversé par des chemins conduisant d'une commune à une autre et sur lesquels le public a le droit de passer en vertu du même acte administratif, si le sol de ces chemins, établis et entretenus par le propriétaire et à ses frais est une propriété privée. Il en serait autrement s'il s'agissait de chemins classés, car alors on ne

pourrait plus parler de l'inviolabilité du domicile.

La clôture continue exigée ne doit pas permettre l'introduction dans l'enclos « par les moyens ordinaires », mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit insurmontable ; spécialement lorsque le chemin privé qui traverse un enclos est fermé par une chaîne à chaque extrémité, cette chaîne constitue un obstacle suffisant pour qu'on puisse considérer la clôture comme continue. « On doit « considérer comme suffisante la clôture qui est « constituée partie par un mur, partie par un « grillage ayant tous deux au moins 1 m. 60, « et, pour le surplus, par de forts piquets de « bois fixés en terre et reliés entre eux par huit « rangées de ronces artificielles rigides tendues « horizontalement espacées l'une de l'autre de « 20 centimètres derrière lesquelles se trouve « une haie vive en bon état et plantée depuis « longtemps ». Affaire du général Chanoine (Paris, 17 juin 1904). Cet arrêt intéresse spécialement la destruction des oiseaux nuisibles puisqu'il s'agissait d'appâts contenant de la strychnine destinés à empoisonner les pies, et répandus dans le parc sans l'autorisation du préfet qui était en réalité inutile.

La présence dans un mur de brèches causées par la vétusté n'enlève pas à la propriété son

caractère clos, l'intention primordiale de clôture demeurant toujours, mais on ne peut considérer comme terrain clos celui dont la porte ou barrière n'existe plus bien que pour le surplus il soit entouré de haies et de murs.

Une île qui ne serait entourée d'aucune clôture effective ne saurait être considérée comme une propriété close dans le sens de l'article 2; on ne saurait y chasser en tout temps et sans permis et par conséquent y détruire les oiseaux nuisibles sans autorisation, quoique le terrain soit attenant à une habitation, sans distinguer si la rivière est navigable ou non (De Neyremand, 425 et suiv., Jullemier, p. 31). Ceci est d'ailleurs très discutable. Il faut songer que les exemples cités n'ont qu'une valeur relative et que les tribunaux doivent apprécier les clôtures suivant les circonstances et surtout suivant les usages des régions.

Remarquons enfin que l'exception créée par la loi n'autorise pas le propriétaire ou possesseur à se servir d'engins prohibés, car la détention seule de ces engins est défendue. Nous y reviendrons plus loin.

§ 3. — *Du droit de légitime défense exercé contre les oiseaux de proie*

Cette question a donné lieu à beaucoup plus de controverses que la précédente. L'article 9 de la loi de 1844 contient entre autres choses la disposition suivante : « Néanmoins les
« préfets des départements, sur l'avis des con-
« seils généraux, prendront des arrêtés pour
« déterminer : 1° ; 2° ; 3° Les
« espèces d'animaux malfaisants et nuisibles
« que le propriétaire possesseur ou fermier
« pourra, en tout temps, détruire sur ses terres
« et les conditions de l'exercice de ce droit,
« sans préjudice du droit appartenant au pro-
« priétaire ou au fermier de repousser ou de
« détruire même avec des armes à feu les
« bêtes fauves qui porteraient dommage à ses
« propriétés ».

Nous étudierons au chapitre suivant la première partie de ce paragraphe qui est une application normale du principe posé par la loi : ce qui nous intéresse à présent, c'est l'atteinte portée à ce principe.

Ce texte est presque la reproduction de celui de la loi du 30 avril 1790 dont l'article 15 était ainsi conçu : « Il est pareillement libre en tout

« temps, aux propriétaires ou possesseurs et
« même au fermier de détruire le gibier dans
« ses récoltes non closes en se servant de filets
« et autres engins, qui ne puissent pas nuire
« aux fruits de la terre, comme aussi de repous-
« ser avec des armes à feu les bêtes fauves qui
« se répandraient dans lesdites récoltes ».

α) Voyons d'abord à quels animaux s'applique le texte.

La difficulté soulevée devant certains tribunaux tenait à ce que, si, dans le premier membre de phrase du paragraphe 3, il est question d'animaux nuisibles en général, ce qui comprend les oiseaux, il semble que le droit de légitime défense reconnu ensuite au propriétaire ou fermier ne puisse s'exercer que contre les « bêtes fauves » proprement dites. Or en langage de vénerie bêtes fauves a une signification extrêmement restreinte et en particulier ne peut s'appliquer en aucune façon aux oiseaux de proie. M. Villequez, n° 57, p. 139, rappelle qu'à ce point de vue on distingue trois sortes de bêtes : 1° les bêtes fauves, cerfs, daims, chevreuils et leurs femelles et faons ; 2° les bêtes noires, c'est-à-dire les sangliers avec leurs laies et leurs marcassins ; 3° les bêtes rousses, loups, renards, blaireaux, fouines, putois ces derniers aussi nommés bêtes puantes.

Donc si l'on adoptait une interprétation étroite du texte, on serait amené à conclure que le droit de légitime défense du propriétaire ou fermier peut s'exercer seulement contre les bêtes à poils proprement nommées bêtes fauves à l'exception des noires et des rousses et à plus forte raison des oiseaux quels qu'ils soient : mais ce serait absolument illogique de permettre la destruction des cerfs et biches et de défendre celle des sangliers au moins aussi nuisibles.

M. M. Baudoin considère que le terme de bêtes fauves, comprend outre les bêtes fauves proprement dites les bêtes noires et les bêtes rousses à l'exclusion des oiseaux. Mais pourquoi cette limitation ? Il est vrai que les bêtes à poils font ordinairement plus de dégâts que les volatiles, mais il y a présomption que le texte s'applique aussi aux oiseaux qui peuvent causer parfois d'aussi grands dommages : la généralité des termes de la loi en ce qui concerne les moyens à employer me paraît exclure par analogie la limitation des espèces.

Cette interprétation spéciale, par suite limitative et assez restreinte, mais dans un autre sens, n'est pas celle qu'il faut donner à ces mots. Ce que veut la loi, c'est permettre la protection de « la propriété », c'est-à-dire des choses mobilières aussi bien qu'immobilières et pour que

l'exercice du droit de légitime défense soit efficace, il faut qu'il ne s'applique pas seulement à quelques animaux isolés et d'une espèce spéciale, mais qu'il s'étende à tout animal qui par sa nature ou ses habitants est susceptible de causer un préjudice et par conséquent aux oiseaux de proie.

M. Crémieux de son côté, après avoir parlé du droit de destruction des animaux malfaisants et nuisibles s'exprimait ainsi à la Chambre des députés : « A côté de ce droit, il y en a « un autre pris dans la loi de 1790 et dans « laquelle nous l'avons copié, droit naturel « d'ailleurs et qui n'est pas contestable ; c'est le « droit pour le propriétaire de détruire tout « animal malfaisant quel qu'il soit, en tout « temps quand il menace ou attaque la pro- « priété ». (*Moniteur*, 1844, p. 329). Aussi M. Berriat (p. 97) a pu dire « que la dénomina- « tion de bêtes fauves doit s'appliquer à tous « les animaux sauvages qui peuvent causer du « dommage aux champs ». Il aurait pu ajouter et aux animaux domestiques, surtout aux volailles, ce qui impliquerait nettement les oiseaux de proie dans l'affaire. Cela est d'autant plus certainement dans l'esprit du législateur que la loi du 4 août 1789 permettait déjà (art. 2) de tuer sur son terrain les pigeons non renfermés

conformément aux règlements et que celle du 6 octobre 1791 (art. 12, titre II) permettait de tuer même les volailles de quelque espèce que ce soit qui causent un dommage. Les articles 7 et 4 de la loi des 4-6 avril 1889 ont reproduit ces dispositions. Il est donc moralement impossible que le législateur qui permet, sous certaines conditions, la destruction d'animaux domestiques devenus nuisibles ait, dans les mêmes conditions, laissé le propriétaire possesseur ou fermier désarmé devant les dégâts des rapaces.

Toutefois il ne faudrait pas non plus dans la crainte de trop étendre le sens des mots « bêtes fauves » donner à notre texte une interprétation trop large, car selon la juste et spirituelle remarque de M. Jullemier, p. 105 « tous les animaux mangent, et en mangeant portent une atteinte plus ou moins grave à la propriété ». Il faut que cette atteinte soit sérieuse et que le dommage causé soit appréciable ; il convient donc de rapprocher de la définition de M. Berriat celle de M. de Neyremand ; d'après cet auteur (p. 28) le mot bêtes fauves « comprend non seulement celles que l'on appelle ainsi dans le langage cynégétique, c'est-à-dire les cerfs, daims, chevreuils, et chamois, mais tous les animaux sauvages (*Feræ bestiae*) quadrupèdes ou volatiles, qui par leur

« nature ou par leur nombre, sont considérable-
« ment nuisibles à la propriété ». La Cour de
cassation semble en effet consacrer cette inter-
prétation et les tribunaux ont suivi cet exemple.
Voici un certain nombre d'arrêts ou jugements
qui feront comprendre la large portée qui est
donnée dans ce cas aux termes de bêtes fau-
ves.

Ont été déclarés sujets à l'exercice du droit
de légitime défense : la fouine et le putois, rej.
23 juillet 1858 (Berton et Picheret); les cerfs,
rej. 14 avril 1848 (Tardivel) et Rouen, 25 février
1875 (Guesnier); les chevreuils, Orléans, 25 juil-
let 1861; Rouen, 10 juin 1865 (Goupy); les
renards, tribunal de Corbeil 3 octobre 1845;
Caen, 26 juin 1878; Paris, 2 mars 1892 (Vivier);
le sangliers, Metz, 28 novembre 1867 (Villemin);
tribunal de Fontainebleau, 13 août 1879 (Pelle-
tier), etc..... Parmi les volatiles, les moineaux,
tribunal de Montbrison, 11 novembre 1872; les
cygnes sauvages, tribunal de Tongres (Belgi-
que), 9 mars 1871; les pigeons ramiers, Cler-
mont, 26 mars 1868 (Roussel)..... enfin des
oiseaux de proie proprement dits : des corbeaux
dévastant un champ ensemencé; Rouen, 7 août
1862 (Lemarchand); des geais, Cassation 3 avril
1878 (Pulleux); des pies (malgré un arrêt
d'Angers, tout à fait exceptionnel d'ailleurs,

motivé sur un fait spécial l'emploi du fusil) infirmant un jugement du tribunal correctionnel du Mans (10 mars 1874 (Dutertre). Mais tout le monde n'est pas de cet avis et M. Manuel Baudoin déjà cité donne aux intéressés des conseils de prudence à ce sujet, basés sur l'initiative de la jurisprudence en matière de chasse en général. Cependant théoriquement la question n'est pas douteuse et, si j'ai insisté sur ce point, c'est pour bien faire ressortir l'esprit de la loi qui pose formellement l'exception aux principes de limitation et d'autorisation par le préfet, en faveur du propriétaire, possesseur ou fermier auxquels elle reconnaît un droit de légitime défense.

Une difficulté pourrait survenir dans l'application du texte. Il peut se faire qu'une ou plusieurs espèces d'oiseaux déclarés utiles par un arrêté préfectoral deviennent nuisibles dans des cas spéciaux. Par exemple une chouette effrayée (utile) s'introduit dans un pigeonnier et y détruit de jeunes pigeons. Le propriétaire du pigeonnier a-t-il le droit de tuer cette chouette ? (Ce fait est très fréquent, si fréquent même que je connais un fermier qui a fait insérer dans son bail une clause lui permettant de détruire au fusil les oiseaux de proie et surtout les chouettes qui attaquent le colombier ; mais il n'y a pas eu à

ma connaissance de procès sur des faits de cette sorte). Je réponds sans hésitation : oui, et dans tous les cas, même si la destruction de la bête a lieu hors du pigeonnier et hors d'un terrain clos attenant à l'habitation. Les cygnes et les moineaux cités plus haut ne sont pas considérés habituellement comme nuisibles. Néanmoins leur destruction a été reconnue légitime dans certains cas. Il en est de même ici. De plus nous verrons que l'on n'a jamais songé à incriminer un propriétaire pour avoir pris des chouettes avec des pièges à poteaux destinés aux autres oiseaux de proie, pourvu qu'il se soit conformé aux conditions prescrites pour l'usage de ces pièges. Il serait donc profondément illogique de condamner celui qui exerce un droit naturel et imprescriptible sous prétexte qu'un arrêté préfectoral a classé tel ou tel oiseau parmi les espèces utiles. Nous avons vu que, à part les oiseaux exclusivement insectivores, tout autre oiseau peut devenir nuisible à un moment donné, et tout en respectant les arrêtés préfectoraux et les conventions internationales, n'allons pas jusqu'à prétendre qu'il faut laisser les chouettes dévorer les pigeonneaux sous prétexte qu'elles font de souris et de mulots leur nourriture habituelle. Le mieux est souvent l'ennemi du bien.

b) Conditions de la destruction

Nous verrons que quand il s'agit de la destruction d'animaux malfaisants classés par arrêté préfectoral, le droit du propriétaire possesseur ou fermier est restreint et limité ; il doit, quant aux espèces à détruire et aux moyens à employer, se conformer strictement aux prescriptions de l'arrêté sur ce point ; quand il s'agit au contraire de repousser ou de détruire les animaux sauvages qui portent atteinte à la propriété, le droit est bien plus large, il est libre et indépendant de toute réglementation comme le droit de légitime défense lui-même. J'ai indiqué sa généralité quant aux animaux auxquels il peut s'appliquer ; il n'est pas moins compréhensif quant aux moyens et au temps. Le droit de destruction peut ainsi être exercé par le propriétaire, possesseur, fermier ou colon partiaire (métayer) ou par son délégué, sans permis et en toute saison, mais le propriétaire, le fermier ou leur délégué, sont tenus, sous peine de responsabilité civile ou pénale, de prendre les précautions nécessaires pour limiter aux seuls animaux nuisibles les actes de chasse. Et à cet égard il n'y a pas à rechercher si, en louant le droit de chasse sur ses terres, le propriétaire a

retenu pour lui-même ou si, au contraire, il a transmis à son locataire le droit exclusif de détruire les animaux nuisibles (Poitiers, 14 mai 1897, D. P. 97. 2. 469). Pour la question de savoir si ce droit pourrait être exercé cumulativement par le propriétaire et son fermier, M. Villequez n° 64, se prononce pour l'affirmative ; l'argument grammatical tiré du mot *ou* le touche peu, ce mot étant employé aussi dans un sens conjonctif un peu plus haut dans le même paragraphe. De plus, cet auteur remarque que le fermier, sauf le seul cas où il aurait loué pour lui-même la chasse sur les terres qu'il exploite, n'ayant aucun intérêt à se plaindre de la conduite du propriétaire n'aurait par suite aucune action sur lui.

Le propriétaire, possesseur ou fermier, peut toujours se faire assister par des auxiliaires, si bon lui semble (Rennes, 18 juillet 1887, D. P. 88. 2. 32, Poitiers, 29 octobre 1886, D. P. 87. 2. 130), même non munis d'un permis de chasse (Chambre criminelle de la Cour de cassation, 27 octobre 1892, D. P. 93. 1. 188).

M. Manuel Baudouin, déjà cité, déclare que le droit de repousser et détruire les bêtes fauves ne peut être accordé au locataire de la chasse, car il ne saurait invoquer le droit de légitime défense pour protéger des récoltes sur lesquel-

les il n'a aucun droit. Il n'envisage que le tort que les bêtes fauves peuvent causer au gibier, et M. Baudouin prétend que ce dommage n'est pas causé à « sa propriété » puisque, dit-il, le gibier, dans son état naturel est *res nullius*, c'est-à-dire n'appartient à personne. Cette théorie du gibier *res nullius* est très discutable et si on ne l'admet pas, il n'y a pas de raison pour refuser l'exercice du droit de légitime défense au locataire substitué au propriétaire dans la jouissance du droit de chasse.

Le droit de légitime défense peut être exercé aussi bien la nuit que le jour (Cass., 29 déc. 1883). Toutefois l'exercice de ce droit pendant la nuit n'est pas toujours sans péril ainsi que l'indique un arrêt de Rouen (18 février 1864, Roussel) dans lequel on a condamné comme braconnier celui qui s'y livrait. Il ne sera peut-être pas, en effet, toujours facile de discerner l'honnête paysan qui ne songe qu'à préserver ses récoltes ou ses volailles, du rusé braconnier qui cherche à l'abri de cette disposition un moyen commode et peu coûteux de se livrer en cachette à la chasse. Néanmoins on ne peut interdire l'exercice du droit de légitime défense pendant la nuit sous prétexte que la distinction serait difficile à faire d'avec le braconnage.

c) Moyens à employer

Nous arrivons ici à une difficulté assez grave qui a divisé les auteurs qui ont écrit sur la matière. Disons tout de suite que l'emploi du fusil ne saurait donner lieu à aucune contestation sérieuse, puisqu'il est mentionné dans le texte de la loi « même avec des armes à feu ».

Mais peut-on se servir de tout procédé et employer les engins prohibés par exemple les filets pour les oiseaux ? Dans un premier système (M. Villequez) on soutient la négative. « Sans doute, dit-on, le texte en reconnaissant « au propriétaire le droit de repousser les bêtes « fauves « même avec des armes à feu » semble « autoriser l'emploi de tous procédés ; mais « comment admettre que la loi permet dans l'article 9, § 1, alinéa 3, cet emploi d'engins qu'elle « prohibe implicitement dès le début de cet article, qui, après avoir autorisé la chasse, soit à « tir, soit à cor et à cris, porte que tous les « autres moyens de chasse à l'exception des « furets et des bourses destinées à prendre des « lapins sont formellement interdits ».

Comment en effet admettre l'usage de ces engins, dont elle punit avec une certaine rigueur jusqu'à la simple détention (art. 12-3°). Le mot

« même » s'explique d'ailleurs par la comparaison des deux parties de cet alinéa 3° ; il indique seulement que, quand il s'agira de bêtes fauves (*nous savons* quel sens général il faut attribuer à ce terme), à la différence de ce qui se passe pour les animaux classés comme malfaisants par le préfet, l'emploi des armes à feu sera toujours licite, que le préfet ait ou non autorisé cet emploi pour les animaux désignés dans son arrêté. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, sous l'ancienne législation la jurisprudence avait exigé un port d'armes (Cass., 26 avril 1839) de la part du propriétaire ou fermier qui repoussait les bêtes fauves à l'aide d'un fusil ; il n'était donc pas inutile d'indiquer et de préciser dans le texte de loi de 1844 le droit de se servir d'armes à feu. On ajoute encore que la comparaison de l'article 9 de la loi de 1844 avec l'ancien article 15 de la loi du 30 avril 1790 confirme cette interprétation (art. déjà cité, v. plus haut). Cet article permettait l'usage des filets ou autres engins. Or le texte nouveau ne les mentionne plus. C'est qu'en effet l'emploi de filets était en harmonie avec le principe de la loi de 1790 tandis qu'une semblable disposition ne pouvait logiquement être introduite dans la loi nouvelle. Enfin il faut remarquer qu'autoriser d'une manière générale l'usage d'engins prohibés

même pour la destruction des animaux nuisibles, serait marcher rapidement à la disparition du gibier que la loi de 1844 a précisément pour but d'arrêter, car il faut prévoir les abus. Aussi M. Villequez pense-t-il qu'on doit proscrire même dans ce cas l'emploi d'engins prohibés. Dans un autre système dû à M. de Neyremand, on invoque à l'appui de l'opinion opposée les travaux préparatoires, le texte de l'article 9 lui-même, l'utilité de la destruction des animaux dont il s'agit et enfin la jurisprudence. On rappelle aussi que la partie de l'article 9 relatif à la destruction des bêtes fauves a été introduit sur un amendement de la commission à la Chambre des députés, etc. Mais l'argument le plus important quoique bien faible repose sur la distinction de l'usage des engins prohibés destinés au gibier et dans ce cas punissable ou aux animaux nuisibles et alors excusable. Comme on objectait que la simple détention est punissable, les défenseurs de l'affirmative répondaient que la question de la détention était très délicate et que dans certains cas elle n'était pas punie.

Aucun de ces arguments ne peut être mis en balance avec ceux de M. Villequez. J'étudierai ce point plus à fond au chapitre des pièges et nous verrons alors que le système de M. de Neyremand ne saurait être adopté. Il faut considérer

dès maintenant que l'emploi d'engins prohibés n'est pas licite même contre les animaux nuisibles et oiseaux de proie, et cela tout simplement parce que la seule détention de ces engins est interdite.

d) Cas dans lesquels la destruction est permise

En consacrant pour le propriétaire le droit de repousser et de détruire les bêtes fauves qui, porteraient dommage, à ces propriétés, le texte indique très bien que l'existence d'un dommage sérieux, appréciable, est nécessaire pour que sa disposition soit applicable. Il faut pouvoir fournir la preuve d'un dommage réel. (Montbrison, 11 nov. 1872). Mais la destruction ne peut-elle avoir lieu qu'au cas de dommage actuel ? Plusieurs décisions se sont prononcées dans le sens de l'affirmative : « la disposition de l'article 9 § 3 *in fine* ne peut être invoquée que si « le propriétaire ou le fermier prouve qu'au « moment même où il cherchait à capturer la « bête, il avait eu à repousser une agression faite « contre sa propriété. » (Paris, 2 mars 1892). « Par conséquent la recherche entreprise un certain nombre d'heures après l'incursion dont « cette bête a été l'auteur, ne saurait constituer « l'usage du droit de légitime défense. De même

« la présence prolongée des bêtes fauves dans le
« voisinage d'une propriété ne peut être consi-
« dérée comme un dommage actuel ou imminent
« justifiant l'emploi des moyens autorisés par
« l'article 9 § 3 *in fine* (même arrêt). » Dans le
même sens : Tribunal de Clermont, (26 mars
1868, Roussel), Agen 21 juillet 1852 (Bachère),
Cass., 2 déc. 1880, (Chrétien).

Mais cette interprétation est trop restrictive et
d'autres arrêts ou jugements en ont décidé ainsi.
On peut donc dire qu'en cas de dégâts antérieurs,
il suffit qu'un nouveau dommage soit imminent.
M. Crémieux lui-même, faisant connaître l'esprit
du paragraphe dont l'addition était proposée par
la commission, reconnaissait à la chambre des
députés le droit pour le propriétaire, etc. de se
défendre, alors que l'animal sauvage « menace
ou attaque sa propriété. » (*Moniteur* 1844, p. 329).
Enfin interpréter autrement la loi, ne serait-ce
pas rendre sa disposition le plus souvent inap-
plicable, et le droit qu'elle consacre vraiment
illusoire ou tout au moins insuffisant ? Dans
l'opinion contraire, le mal que l'on veut éviter
est déjà accompli en tout ou en partie, quand on
permet au propriétaire ou fermier de détruire ou
repousser l'animal qui le cause ; ne vaut-il pas
mieux le prévenir entièrement que de le laisser
se produire à demi ? Dall. (Rep. gén. v^o Chasse

n° 198). Rép. gén. dr. fr. eo v° n° 1192. Girau-
deau et Lelièvre, de Neyremand, Jullemier, etc.
Enfin un arrêt de Rennes 18 juillet 1887 dit for-
mellement qu'il n'est pas nécessaire que le
dommage s'accomplisse au moment même où
la destruction est opérée, il suffit qu'il soit assez
imminent pour expliquer les moyens préserva-
tifs employés

On décide généralement que le propriétaire
peut très bien, en présence de dégâts commis
s'embusquer pour attendre l'animal qui le cause.
(Sic. Villequez, de Neyremand). Un arrêt de
Metz du 28 nov. 1867 a même jugé que le pro-
priétaire pouvait se placer sur un terrain voisin
de son champ, mais la cour d'Orléans a décidé
le contraire avec plus de raison à mon avis.

Bien plus les auteurs sont d'accord pour recon-
naître au propriétaire le droit de poursuivre chez
ses voisins l'animal qui, repoussé par lui au
moment où il ravageait sa propriété, a cherché
son salut dans la fuite.

Il paraît donc certain que celui qui a tiré sur
un oiseau de proie, peut aller chercher et enle-
ver cet animal sur le terrain d'autrui où il est
tombé. Plusieurs pensent même que le consen-
tement de ces voisins n'est pas nécessaire, puis-
qu'il s'agit d'une poursuite qui doit en définitive
leur profiter aussi. Duvergier 1844, p. 130. Gireau-

deau et Lelièvre, n° 587. Je le pense également, mais pour une autre raison, c'est qu'en ce qui concerne le gibier ordinaire, il a été jugé qu'un chasseur peut non seulement aller ramasser une pièce sur le terrain d'autrui, mais même y achever l'animal blessé à coups de fusil.

Il est vrai que celui qui a tué des pigeons domestiques au moment où ces oiseaux pillaient son champ ensemencé, ne doit pas les ramasser. Mais il s'agit là d'oiseaux faisant l'objet d'une propriété privée, et on applique le principe que nul ne peut trouver une source de profits dans le délit commis par un autre, ce qui n'est pas le cas pour des oiseaux de proie.

J'ai déjà dit plus haut que je ne suis pas partisan de la théorie qui déclare le gibier *res nullius*. Je crois au contraire que le gibier est la propriété de celui sur le terrain duquel il se trouve ; mais sans assimiler complètement au gibier les oiseaux de proie dont les mœurs sont très différentes, il me paraît néanmoins certain que celui qui a blessé un oiseau de proie sur son terrain a, depuis le moment où il l'a tiré et de ce fait même, un droit à la propriété de cet oiseau, et, en allant le relever sur le terrain d'autrui où il est allé mourir, il ne fait qu'achever l'exercice légitime de son droit. Comme conséquence on est d'accord pour reconnaître que le propriétaire,

possesseur ou fermier peut très bien rapporter la bête chez lui si sa chair est mangeable (j'ajouterai ou s'il désire la faire dépouiller ou empailer), à la différence des pigeons domestiques qu'il doit laisser sur place, bien que la destruction ait eu lieu pendant la période de clôture de la chasse, c'est-à-dire dans un temps où le transport du gibier est prohibé. Ce point semble d'ailleurs avoir été reconnu lors de la discussion par M. Crémieux ; un député lui demandait ce qu'on ferait de l'animal tué et s'il était permis de le vendre, il répondit : « Non, vous serez obligé de le manger ; vous l'avez ainsi voulu ». C'est bien dire que le propriétaire a le droit d'apporter cette pièce au logis.

Mais si l'animal détruit ne peut être considéré comme gibier, son transport et sa vente sont toujours parfaitement licites, car l'article 4 de la loi de 1844 qui défend le transport et la vente du gibier est inapplicable aux bêtes fauves et aux oiseaux de proie (Riom, 18 mai 1858), Cass. rej., 23 juillet 1858, de Neyremand, Jullemier, Viel, etc. Cela est important attendu que certains rapaces ont comme nous l'avons vu une valeur marchande appréciable.

Pour conclure sur cette question, il faut toujours se rappeler qu'ici il s'agit non d'une chasse, ni d'un plaisir, mais seulement de l'exer-

cice du droit de légitime défense ; comme tel ce droit permet de repousser l'animal qui cause préjudice à la propriété, mais non de l'attaquer, et par conséquent encore moins de l'attirer pour le tuer.

Cette idée de la défense qui domine toute la partie du paragraphe relative aux bêtes fauves ne doit jamais être oubliée.

Il convient surtout de la rappeler soigneusement dans certains cas où l'exercice du droit du propriétaire ou fermier peut nuire gravement à un tiers ; tel est celui où le droit de chasse a été affermé. Si la culture des terres a été louée à un fermier celui-ci devra prouver l'existence d'un préjudice grave et sérieux. Et quand ce sera le propriétaire lui-même qui prétendra exercer le droit de destruction, les tribunaux devront se montrer plus difficiles encore sur l'admission de la preuve du dommage, car, comme bailleur, il doit assurer au locataire de la chasse une jouissance paisible et de plus il tire profit de cette location ; il serait donc souverainement injuste qu'il pût en abusant de son droit rendre illusoire le droit de chasse qu'il a loué à un tiers.

§ 3. — *Examen de la chasse au vol au point de vue juridique*

De ce qu'il n'a pas été fait une mention spéciale de la fauconnerie dans le texte de la loi de 1844, quelques esprits pointilleux ont conclu que la chasse au vol était un mode de chasse prohibé chez nous. C'est à ce préjugé, peut être autant qu'au changement de mœurs sociales provoqué par la Révolution et aux modifications de la configuration du sol produite par les nouveaux procédés de culture, qu'il faut attribuer la désuétude dans laquelle ce « déduit » est tombé en France.

Dans une brochure intitulée : « Légalité de la chasse au vol » publiée à Niort et reproduite dans la *Revue Britannique* (septembre 1899), M. Gaston de Saint-Marc a établi que la chasse au vol n'était qu'une forme de la chasse à courre, et que, de ce fait, depuis plus de cinquante ans qu'on a essayé en France de remettre la fauconnerie en honneur, aucun empêchement légal n'avait été opposé à l'exercice de ce sport.

L'exercice de la fauconnerie est en effet dans l'esprit de la loi de 1844, s'il n'est pas dans son texte, comme le sont d'ailleurs également tant d'autres chasses de détail.

« La vénerie et la fauconnerie, dit ce même
« auteur dans son rapport au Congrès de la
« chasse, quoique étant deux arts distincts par
« leurs moyens d'action, tendent au même but.
« Dans la vénerie, on force le loup, le sanglier,
« le cerf, le chevreuil, le renard, le lièvre, à
« l'aide de chiens et de chevaux. En fauconnerie
« on force le milan, la buse, le héron, l'oie sau-
« vage, la pie, le corbeau et autres volatiles...
« quelquefois des quadrupèdes (lièvre ou lapin)
« à l'aide d'oiseaux et de chiens. Les prescrip-
« tions légales à l'époque où la fauconnerie était
« encore en honneur, ne distinguaient pas la
« fauconnerie de la vénerie ; l'une et l'autre
« étaient régies par les mêmes dispositions
« légales. La chasse au vol n'étant autre chose
« qu'une chasse à courre, à cor et à cris, les
« fauconniers modernes doivent naturellement
« bénéficier de tous les avantages qui résultent
« des termes de la loi à l'égard de ce sport
« ainsi que des arrêtés d'ouverture et de ferme-
« ture de la chasse. »

On ne saurait objecter contre elle les dispositions des arrêtés préfectoraux ; en effet « les
« animaux désignés, disent en général les arrê-
« tés, pourront être détruits à toute époque de
« l'année à l'aide de pièges et par tous autres

« moyens », à l'exception du lacet et du fusil, etc. (Deux-Sèvres, Marne, Aube, etc...)

De ces documents, il résulte, sans aucun doute que la chasse au vol est licite pour la destruction des animaux nuisibles désignés dans les arrêtés.

Un exemple : « Par arrêté du 27 janvier 1877, « l'alouette-lulu dans les Deux-Sèvres a été « déclarée animal nuisible ». (Je fais toute réserve sur l'opportunité de cet arrêté que je n'ai pas à juger ici). « L'arrêté du 28 décembre 1898, « maintenant les dispositions de celui de 1877 « relatives à la chasse de l'alouette-lulu autorise « sa destruction sans permis de chasse, en tout « temps, même en temps de neige, à l'aide de la « trappe et du lacet à un seul crin à l'exception « du fusil ». Par voie de conséquence, « l'alouette, « animal nuisible, peut être chassé par le détenteur d'un permis au moyen d'un fusil et par tous les procédés y compris l'emploi du faucon.

« En principe et avec le permis, l'exercice de « la chasse au faucon est licite pour tout gibier. « Mais ne pourrait-on user de l'oiseau de vol « que pour la poursuite des oiseaux désignés « comme nuisibles, que la marge, pour le plaisir « du fauconnier et de l'autoursier serait déjà fort « belle (1) ».

1. Gaston de Saint-Marc. *Rapport au Congrès de la chasse.*

Quant aux autres cas qui peuvent se présenter au sujet de ce sport, je crois qu'il y aurait lieu, le cas échéant, d'appliquer les mêmes règles que pour la chasse à courre ou pour la chasse aux chiens courants au fusil ; en particulier le fauconnier ne serait pas punissable si l'oiseau de vol emporté par son instinct était allé saisir une proie hors des limites permises, pourvu d'ailleurs que le chasseur ait fait son possible pour l'en empêcher.

Il n'y a d'ailleurs encore aucune jurisprudence sur la fauconnerie.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES CONCERNANT LA DESTRUCTION DES OISEAUX DE PROIE

Tout ce qui concerne la réglementation de la destruction des animaux nuisibles est d'une façon à peu près absolue aux mains du préfet pour chaque département qui, par conséquent, peut se trouver soumis à un régime différent de ses voisins, tant pour la nomenclature des espèces que pour les conditions de la destruction. Mais comme les mêmes dispositions se retrouvent dans la plupart des arrêtés préfectoraux, il est très facile de se faire une idée générale de cette réglementation en étudiant les points principaux sur lesquels elle porte. C'est ce que je vais faire ici.

§ 1^{er}. — *Observations générales*

Les arrêtés préfectoraux prévoient tous, deux espèces de droits : l'un concernant la destruc-

tion des animaux malfaisants « par le propriétaire, possesseur ou fermier » destruction qui peut être faite dans les conditions fixées par l'arrêté, l'autre concernant cette même destruction par les détenteurs du droit de chasse et leurs gardes. Mais il faut remarquer que ces deux droits diffèrent entre eux d'une façon essentielle : pour les propriétaires, possesseurs ou fermiers, c'est le droit de légitime défense ; pour les détenteurs du droit de chasse, c'est le droit de chasse lui-même exercé contre les rapaces.

Les conséquences sont : 1° qu'un permis de chasse est nécessaire pour que le détenteur du droit de chasse puisse se livrer à cette destruction ; 2° que les conditions de destruction fixées par le préfet pour le propriétaire, possesseur ou fermier ne peuvent s'étendre au détenteur du droit de chasse et inversement.

Si le propriétaire et le fermier exercent communément ou séparément le droit de destruction, ils n'ont qu'à se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral, c'est le cas le plus simple.

Si le propriétaire, possesseur ou fermier ont délégué à un tiers l'exercice du droit de destruction, ce tiers n'aura pas plus besoin de permis que le propriétaire lui-même. Mais la délégation doit être expresse et écrite.

Si le propriétaire s'est réservé la chasse sur ses domaines, il jouit d'un double droit :

Comme propriétaire, il a le droit de légitime défense qui n'est pas réglementé.

Comme détenteur du droit de chasse, il doit se munir d'un permis et se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral ; et il peut invoquer l'un ou l'autre suivant les conditions de la destruction opérée par lui.

Nous étudierons successivement ces deux catégories de personnes et les moyens qui leur sont permis.

La nomenclature des oiseaux nuisibles comprend ordinairement les espèces suivantes : le gypaète barbu, les aigles, les pyguargues, le balbuzard fluvial, les milans de toutes sortes, les faucons de toute espèce à l'exception des faucons kobez, cresserelle et cresserine, l'autour, les éperviers, les busards, le grand-duc, les corbeaux et corneilles, la pie, le geai, le butor, et parfois aussi les buses, le circaète jean le blanc, la pie-grièche, les grèbes.

Dans les départements maritimes on y voit figurer aussi le cormoran, le fou de bassan, le goéland, le harle, le pétrel et le plongeon ; enfin, mais plus rarement, les rapaces nocturnes.

Remarquons en passant que beaucoup des

dispositions réglementaires concernent à la fois les quadrupèdes et les rapaces. C'est pourquoi j'ai conservé le terme d'animaux nuisibles, toutes les fois que les règles ne sont pas spéciales aux oiseaux de proie, afin de montrer leur généralité. Bien entendu j'ai laissé de côté, comme étranger à mon sujet, tout ce qui concerne exclusivement les quadrupèdes.

Quant aux battues administratives, la majorité des membres de la commission du Congrès de la chasse a été d'avis qu'elles ne pourront pas s'appliquer aux oiseaux de proie. Mais la question est discutée.

§ 2. — *Arrêtés préfectoraux concernant la destruction des rapaces en dehors des cas de terrain clos et de légitime défense.*

Destruction par les propriétaires, possesseurs ou fermiers. — Le propriétaire, possesseur ou fermier peut sous certaines conditions détruire en tout temps sur ses terres les animaux mal-faisants ou nuisibles par l'enlèvement et la destruction des portées, nids et couvées et à l'aide de pièges autres que les suivants : batteries d'armes à feu, fosses à loups, collets, lacets et trappes.

*a) Personnes qualifiées pour exercer le droit
de destruction*

Aucune difficulté n'est possible sur le terme de « propriétaire ». Mais il n'en est pas de même pour le mot « possesseur ». Dans les travaux préparatoires, nous voyons qu'à la Chambre des Pairs, sur l'interpellation de M. de Boissy, M. Franc-Carré déclara que le garde est le représentant direct du propriétaire ; puis un membre de la Commission ajouta que les termes employés comprenaient les usufruitiers, les emphytéotes, « tous ceux qui en un mot repré-
« sentent le propriétaire à un titre quelconque,
« soit par délégation, soit par la force de la loi :
« tous ceux qui auraient ses droits, auront le
« droit de jouir du même avantage dont il aurait
« joui lui-même ». Quant à l'usager, on ne lui accorde le droit de destruction qu'au cas où il jouit de tous les fruits du fond

Je pense, avec M. Baudoin qui a étudié la question, qu'il convient d'ajouter aux propriétaires « leurs ayants droits », car la loi et la jurisprudence reconnaissent à ces personnes le droit de détruire ou de faire détruire. L'autorisation peut être tacite et il en est ainsi pour certains individus notamment pour les membres

de la famille, le garde et les domestiques. Mais nous avons vu plus haut que la délégation de ce droit « à un tiers » doit être expresse et écrite.

Enfin on s'est demandé si la clause par laquelle un propriétaire ou possesseur enlevait à son fermier le droit de détruire les animaux nuisibles, était valable? Cette question doit être résolue par une distinction valable quant aux animaux que leur multiplication seule rend nuisibles et qui sont un véritable gibier (lapins), cette clause est nulle en vertu de l'article 6 du Code civil quant aux animaux malfaisants qui ne peuvent être considérés comme gibier, dont la destruction intéresse l'ordre public et est prescrite dans un but d'utilité générale (oiseaux de proie).

b) Moyens à employer

Ici les arrêtés diffèrent parfois sur des points de détail.

Voici les moyens les plus souvent autorisés :

1° Enlèvement et destruction des portées, nids et couvées. Aucune limite de temps n'est fixée et on peut en conclure que le mode de destruction est permis en tous temps pour les personnes indiquées plus haut.

2° Destruction à l'aide de pièges autres que batteries d'armes à feu, fosses à loups, collets lacets ou trappes. Toutes les autres sortes de pièges semblent permises : pièges à ressort, à palette; à poteau (sauf les restrictions ci-après).

Les pièges employés contre les oiseaux nuisibles doivent être placés au moins à 2 ou 3 mètres du sol ; ils seront tendus le matin et détendus le soir (pour éviter de prendre des oiseaux nocturnes) ; mais contrairement à ce qui a lieu pour les pièges destinés aux quadrupèdes, il n'est pas nécessaire de faire une déclaration préalable à la mairie (1).

3° L'emploi du poison pour la destruction des animaux nuisibles n'est permis que sur une autorisation spéciale du Préfet fixant les jours où pourra être fait usage du poison et réglant les précautions à prendre.

4° *Le fusil*. — Sur ce sujet presque tous les arrêtés contiennent la même disposition reproduite mot pour mot. Les nids des oiseaux nuisibles

1. Les arrêtés ne disent pas si, pour tendre « à terre » des pièges destinés aux rapaces et présentant par conséquent les mêmes dangers que ceux destinés aux quadrupèdes, il faut faire une déclaration à la mairie.

Je crois que cette déclaration est nécessaire, mais je crois aussi qu'on ne saurait interdire les pièges tendus en jardinet sous prétexte que les arrêtés disent que les pièges pour les rapaces doivent être placés à 2 ou 3 mètres du sol.

pourront être détruits au fusil. Le propriétaire, possesseur ou fermier qui voudra procéder à cette destruction, sera tenu de faire une déclaration préalable à la mairie de la commune. Cette déclaration sera produite en double exemplaire sur papier libre; elle indiquera la nature et la situation des propriétés sur lesquelles doit avoir lieu la destruction. Elle sera visée et datée par le maire qui transmettra l'un des exemplaires au préfet ou au sous-préfet, suivant l'arrondissement, et remettra l'autre au déclarant qui devra la présenter à toute réquisition. Si les motifs invoqués ne lui paraissent pas fondés, ou s'il redoute des abus de la part du pétitionnaire, le maire refusera de viser la déclaration, sauf recours au préfet et au sous-préfet.

L'autorisation de procéder à cette destruction sera délivrée par le préfet sur la demande du maire, aux personnes désignées par celui-ci, en ce qui concerne les arbres en bordure des chemins publics et des canaux et les propriétés communales autres que les bois; sur la proposition du conservateur des eaux et forêts, aux adjudicataires de la chasse, à leurs gardes et aux agents et préposés des eaux et forêts, en ce qui concerne les forêts soumises au régime forestier.

Les destructions dans les bois ne pourront

être pratiquées que deux jours par semaine et en vertu d'une autorisation du préfet que nous allons étudier un peu plus loin.

*Destruction par les détenteurs du droit
de chasse*

J'ai déjà fait remarquer qu'il ne s'agit plus ici du droit de destruction proprement dit, mais de la prolongation du droit de chasse au profit des détenteurs de ce droit après la fermeture et à l'égard des animaux nuisibles. La distinction est très importante et, comme nous l'avons vu, sa principale conséquence est la nécessité d'un permis de chasse pour exercer cette faculté.

a) Personnes qualifiées pour exercer ce droit

Par détenteurs du droit de chasse, il faut entendre toutes les personnes qui ont, à un titre quelconque la jouissance ou l'exercice du droit de chasse.

1° Le propriétaire qui n'a pas loué la chasse sur ses terres. Celui-ci a la plénitude des droits, droit de destruction indiqué précédemment, et droit de chasse prolongé après la fermeture dans les conditions fixées par le préfet.

2° Le locataire de la chasse sur les terres

prises à bail. Il ne pourra employer que les moyens spéciaux permis aux simples détenteurs du droit de chasse par l'arrêté préfectoral. Il faudrait donc lui refuser le droit de dénicher les rapaces ou de détruire leurs nids au fusil (à moins qu'il n'agisse comme délégué du propriétaire). Mais cette conséquence me semble bizarre et je ne sais pas, si le cas échéant, elle serait admise par les tribunaux.

3° On trouve souvent dans les arrêtés préfectoraux la disposition suivante : « Les cofermiers, lorsqu'il en existe, n'ont pas de droits distincts de ceux du fermier ». M. Manuel Baudoin fait remarquer que cette disposition doit avoir pour but de montrer que le fermier ne peut être compris dans les détenteurs du droit de chasse.

Donc le fermier et le cofermier n'ont pas en principe la jouissance ou l'exercice du droit de chasse et la jurisprudence a toujours admis que le fermier ne peut exercer ce droit que si le bail contient une clause expresse l'autorisant à chasser.

Le fermier n'a donc que le droit de destruction proprement dit et il devra se borner aux moyens restreints indiqués plus haut concernant les propriétaires possesseurs ou fermiers.

Il faut ajouter à la liste des détenteurs du

droit de chasse, leurs gardes. D'ailleurs la plupart des arrêtés le disent formellement. Mais on ne peut comprendre leurs ayants droit comme cela a lieu pour le propriétaire. Il ne faut pas oublier qu'ici tout détenteur du droit de chasse doit être muni d'un permis. Cela résulte d'une autre disposition qui autorise les détenteurs du droit de chasse à faire dans les bois et forêts un certain nombre de battues par semaine « en « s'adjoignant quelques chasseurs munis de « permis de chasse. »

b) Moyens à employer

Les détenteurs du droit de chasse et leurs gardes ont le droit de se servir des pièges dans les mêmes conditions que les propriétaires possesseurs ou fermiers (pièges placés à 2 ou 3 mètres du sol et détendus pendant la nuit, etc.).

De plus les détenteurs de la chasse dans les bois et forêts pourront être autorisés à procéder, depuis la clôture de la chasse au 31 mars, à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles au moyen du fusil et à l'aide de chiens et de rabatteurs. Il ne pourra, excepté en temps de neige, être fait plus de deux chasses ou battues par semaine dans une même forêt ou sur un même lot de chasse.

Des autorisations, renouvelables chaque année, et qui pourront être retirées, seront accordées par le préfet au vu d'une demande du détenteur du droit de chasse, indiquant les jours de la semaine choisis pour procéder aux destructions, le nombre des chasseurs pourvus d'un permis qu'il compte s'adjoindre (ce nombre ne pouvant excéder celui fixé par le bail ou le cahier des charges de la location), les moyens dont il désire se servir et les propriétés sur lesquelles il se propose de les employer. A toute demande sera joint un certificat du maire de la situation du bois, attestant la parfaite honorabilité du pétitionnaire, la surabondance des animaux nuisibles, et établissant que le pétitionnaire possède les moyens suffisants pour rendre efficace le mode de destruction proposé.

Dans tous les cas où il s'agit de destructions dans les forêts soumises au régime forestier, le conservateur des eaux et forêts sera appelé à donner son avis sur la demande.

Le brigadier de gendarmerie ou le garde local des eaux et forêts devra être informé par écrit, la veille de chaque chasse ou battue du lieu du rendez-vous (1).

1. Ces dispositions, bien que générales en principe, s'appliquent surtout au quadrupèdes (lapins ou bêtes puantes) et très rarement aux oiseaux de proie pour la destruction desquels on n'emploie habituellement ni rabatteurs, ni chiens

En temps de neige, depuis l'ouverture jusqu'au 31 mars les détenteurs du droit de chasse n'ont pas besoin de demander d'autorisation pour la destruction des rapaces et autres bêtes nuisibles. Cette disposition qui peut paraître bizarre au premier abord, est justifiée, à mon avis, par ce fait que la neige dure souvent fort peu de temps et qu'il ne faut pas retarder par une demande d'autorisation une destruction bien plus difficile à opérer quand il n'y a pas de neige.

Mais en temps de neige la destruction ne peut avoir lieu que de jour, au moyen du fusil et avec chiens et rabatteurs, et dans ce cas il n'y a pas lieu de distinguer entre les bois, les prés et les autres terres.

Pour le transport et la vente des oiseaux de proie tués, il n'est en général besoin d'aucune formalité (Il n'en n'est pas de même pour les cerfs, biches ou daims).

*
* *

Voici pour compléter la question un certain nombre de dispositions différentes relevées dans les arrêtés des départements suivants :

Aisne

1° L'emploi du fusil ne peut être autorisé que jusqu'au 15 avril (art. 11).

2° L'emploi du grand-duc n'est soumis à aucune autorisation, mais il ne peut être employé que jusqu'au 15 avril puisqu'il nécessite l'usage du fusil (art. 11).

Allier

Le métayer est compris dans l'énumération des personnes pouvant détruire les rapaces. Il faut une demande adressée au préfet et indiquer le dommage causé (art. 11).

Alpes-Maritimes

Ajouter à la liste des oiseaux nuisibles « le héron » (art. 10)

Aube

Aucune autorisation ne paraît nécessaire pour la destruction au fusil par les détenteurs du droit de chasse dans les bois et forêts jusqu'au 31 mars (art. 17).

Bouches-du-Rhône

Une autorisation du préfet est nécessaire pendant la clôture de la chasse pour permettre au propriétaire, possesseur ou fermier de détruire

les rapaces sur ses terres. La demande doit être formulée sur timbre de 0 fr. 60 (art. 11).

Belfort

Ajouter : la buse, la pie grièche (art. 10).

Calvados-Charente

Ajouter : le héron (art. 10).

Côte-d'Or

Arrêté peu clair, très large d'apparence, assez étroit en somme puisqu'il exige ensuite pour les propriétaires, possesseurs ou fermiers une déclaration à la mairie faite 48 heures à l'avance ou même une autorisation.

De même pour l'emploi des pièges. L'article 11 semble autoriser tous les moyens. L'article 12 réglemente cet emploi conformément aux dispositions générales.

Les détenteurs du droit de chasse peuvent s'adjoindre leurs gardes, piqueurs et les piégeurs à leur service (art. 16).

Doubs

L'usage du filet (à mailles de 0 m. 08 de nœud en nœud) est autorisé exceptionnellement à

partir du 1^{er} septembre jusqu'au 1^{er} décembre inclus pour la destruction du corbeau. Les intéressés devront prévenir vingt-quatre heures à l'avance, le maire, le brigadier de gendarmerie et le garde forestier de l'endroit, du jour et de l'heure où ils auront l'intention de faire usage du filet (art. 11).

Eure

Ajouter : pie-grièche, buse (art. 10).

Eure-et-Loir

Destruction des corbeaux à l'époque des semailles et des couvées avec autorisation (art. 14).
Autorisation préfectorale également pour l'emploi du grand-duc (art. 16, § 2).

Gers

La permission de détruire au fusil dans les mêmes conditions que le propriétaire s'étend au locataire du droit de chasse (art. 11).

Indre-et-Loire

L'usage du fusil est autorisé en tout temps dans les conditions habituelles pour la destruction des rapaces, sauf pour les corbeaux, geais,

pies, corneilles qui ne pourront être détruits par ce procédé qu'au moment où ils peuvent nuire aux récoltes (art. 11).

Isère

L'emploi du fusil est interdit en tout temps pour la destruction des animaux nuisibles, sauf une autorisation annuelle délivrée par les préfets après avis du maire (art. 12).

Landes

Une autorisation du 31 mars jusqu'à l'ouverture de la chasse est nécessaire pour la destruction des rapaces par le fusil, les pièges et l'enlèvement des nids. Avant le 31 mars la liberté paraît complète (mais l'arrêté n'est pas clair) (art. 11).

Loir-et-Cher

Pendant le temps des semailles, le corbeau et la pie pourront être détruits au fusil, par le propriétaire, possesseur ou fermier, à la condition de ne tirer que de jour, dans les champs mêmes dont la récolte doit être protégée et d'avoir fait au préalable la déclaration habituelle à la mairie de la commune (art. 11).

Loiret

Même disposition qu'en Loir-et-Cher pour la destruction des corbeaux (art. 12). Pour la destruction : 1° des écureuils au fusil ; 2° des oiseaux de proie au fusil et à l'aide du grand-duc, des autorisations préfectorales pourront être données toute l'année sous les conditions ordinaires (art. 17).

Maine-et-Loire

Il faut justifier de dommages causés à l'agriculture par les oiseaux nuisibles pour pouvoir les détruire au fusil. Les permissionnaires, le propriétaire et leurs ayants-droit devront être munis de permis et nominativement désignés dans l'autorisation préfectorale (art. 14).

Pour la destruction des corbeaux, choucas, pies, les ayants-droit devront aussi être nominativement désignés. Ces autorisations seront exclusivement temporaires (art. 16).

Mayenne

Le corbeau et la pie pourront être détruits au fusil par les propriétaires, possesseurs ou fermiers sur leurs terres, après la clôture de la

chasse, sur autorisation spéciale du préfet (art. 14).

Meurthe-et Moselle

L'autour, l'épervier, le faucon, les milans, les busards, pies, pies-grièches, pourront être détruits au fusil, même en temps de fermeture, par les détenteurs du droit de chasse, chacun sur son terrain en vertu d'autorisations individuelles données par le préfet sur demandes spéciales des intéressés. Avant d'user des autorisations, les permissionnaires devront les faire viser par l'agent forestier local, s'il s'agit de bois soumis au régime forestier, ou par le maire de la commune pour les autres propriétés, et ils ne pourront sous aucun prétexte, à peine d'être poursuivis comme délinquants, procéder aux destructions qu'en la présence effective du garde-forestier, dans le premier cas, du garde-champêtre dans le second, et s'ils ne sont munis de permis de chasse (art. 15).

Nièvre

L'emploi du grand-duc est autorisé (art. 11).

Oise

Les ayants droit choisis par les propriétaires, possesseurs ou fermiers pour coopérer à la des-

truction des animaux malfaisants ou nuisibles, devront être munis d'un pouvoir écrit, visé et daté par le maire, et être agréés par le sous-préfet ou par le préfet dans les communes de l'arrondissement du chef-lieu. Ce pouvoir devra être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité. Il ne sera valable que pendant un an, à compter du jour de sa date (art. 11).

Orne

Ajouter la pie-grièche, le bihoreau, les hérons cendrés et pourprés, le pélican, le goéland, le pétrel, le cormoran, le fou de bassan, le harle, le plongeon (art. 10).

Les corbeaux et corneilles pourront être détruits dans les conditions ordinaires au moment des semailles (art. 11).

Pas de-Calais

A défaut de garde assermenté, les propriétaires, possesseurs ou fermiers pourront, après entente avec la municipalité, charger le garde-champêtre ou le garde-messier de détruire au fusil les corbeaux, sur les terres dont ils sont possesseurs ou locataires. Une demande sera adressée à cet effet par le maire au préfet qui délivrera l'autorisation nécessaire et même, s'il

y a lieu, pour tout le territoire de la commune sous réserve du droit des tiers (art. 11).

Rhône

L'usage du fusil pour la destruction des animaux et oiseaux nuisibles ou malfaisants est interdit en tout temps.

L'emploi de cette arme n'est permis qu'en vertu d'une autorisation, valable pour un an, délivrée par le préfet ou sous-préfet après avis du maire.

La destruction au moyen du fusil ne peut avoir lieu que le jour et sans chien (art. 12).

Sarthe

Les corbeaux, corneilles, pies, geais (pigeons ramiers) ne devront être détruits au fusil et sous les conditions ordinaires, qu'au moment où ils peuvent nuire aux récoltes (art. 14).

Seine-et-Oise

Ajouter la buse, la pie-grièche, le héron cendré, le pélican, le cormoran, le harle, le plongeon (art. 10).

Yonne

L'emploi du grand-duc pour la destruction des rapaces est autorisé en temps de fermeture

à condition que les armes ne soient et ne restent chargées que dans la hutte seulement (art. 17).

Le préfet de l'Aube vient paraît-il d'adopter la même mesure.

§ 3. — *Attributions spéciales des maires*

Mentionnons, pour ne rien omettre, les attributions spéciales des maires des communes pour la destruction des bêtes nuisibles, en remarquant toutefois comme nous l'avons fait plus haut, que le législateur a pensé surtout aux quadrupèdes, loups, renards, sangliers plutôt qu'aux oiseaux de proie auxquels il y a lieu de penser que ces dispositions sont également applicables.

Le maire est chargé, sous le contrôle du conseil municipal et la surveillance de l'administration supérieure, de prendre, de concert avec les propriétaires et les détenteurs du droit de chasse dans les buissons, bois et forêts, toutes les mesures nécessaires à la destruction des animaux nuisibles désignés dans l'arrêté du préfet, pris en vertu de l'article 9 de la loi du 3 mai 1844.

Les arrêtés pris par le maire sont immédiatement adressés au sous-préfet ou dans l'arrondissement du chef-lieu du département, au pré-

fet. Celui-ci peut les annuler ou en suspendre l'exécution. Ceux de ces arrêtés qui portent règlement permanent, ne sont exécutoires qu'un mois après la remise de l'ampliation constatée par les récépissés délivrés par le sous-préfet ou le préfet. Néanmoins en cas d'urgence, le préfet peut autoriser l'exécution immédiate.

Les arrêtés du maire ne sont obligatoires qu'après avoir été portés à la connaissance des intéressés, par voie de publications et d'affiches, toutes les fois qu'ils contiennent des dispositions générales et, dans les autres cas, par voie de notification individuelle. La publication est constatée par une déclaration certifiée par le maire.

La notification est établie par le récépissé de la partie intéressée, ou à son défaut par l'original de la notification conservé dans les archives de la mairie. Les arrêtés, actes de publication et de notification sont inscrits à leur date sur le registre de la mairie.

Ces dispositions sont contenues dans la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale.

CHAPITRE IV

AUTORISATIONS PERSONNELLES

§ 1. — *Destruction des oiseaux de proie au moyen du grand-duc*

Ce genre de chasse est basé sur l'aversion profonde que presque tous les oiseaux diurnes ont pour les rapaces nocturnes. On installe sur un perchoir un de ces oiseaux, le plus souvent un grand-duc vivant ou naturalisé, à 25 ou 30 mètres d'une hutte en branchages ou en terre : presque tous les rapaces « donnent au grand-duc » et viennent se faire tirer comme des alouettes au miroir (1).

On peut se livrer à ce sport librement pendant que la chasse est ouverte. En temps prohibé, il faut se munir préalablement d'une autorisation

1. Pour les détails techniques voir : Emile Passerat, *La chasse au grand-duc*, 1 vol., 3^e édit., 1906, Librairie spéciale Guérin Delahalle et C^{ie}, 11 rue de Rome, Paris.

spéciale. On adresse à cet effet sur papier timbré à 0,60 centimes une demande au sous-préfet de son arrondissement en ayant bien soin d'y ajouter une somme de 1 fr. 70 pour le timbre qui figurera sur la feuille d'autorisation, et en indiquant les communes sur lesquelles aura lieu la chasse, ainsi que la nécessité d'y détruire les oiseaux rapaces.

La demande transmise par la mairie avec avis favorable suit alors la filière réglementaire. De la sous-préfecture elle est renvoyée à la gendarmerie qui fait une enquête pour savoir si le demandeur n'est pas un braconnier notoire et si l'on peut sans crainte lui accorder ce qu'il désire. Lorsque l'affaire est revenue à la sous-préfecture avec un second avis favorable, le sous-préfet envoie quelques jours après l'autorisation au pétitionnaire.

La sous-préfecture de Nogent-sur-Seine (Aube) la première qui ait à ma connaissance délivré des autorisations pour chasser au grand-duc, a créé des formules spéciales imprimées (Voir aux documents et pièces justificatives).

Dans la Marne la permission est donnée par le préfet. Pourquoi ? Peut-être parce que par une application scrupuleuse de l'article 9 de la loi de 1844 le préfet de la Marne, a voulu se réserver toute autorisation à donner concernant la des-

truction des animaux nuisibles. De plus on a employé les formules imprimées qui servent aux autorisations pour simple destruction au fusil ; or l'employé chargé de remplir la feuille a rayé consciencieusement les mots « à l'aide du fusil », et les a remplacés par « à l'aide du grand-duc », alors que les deux mentions sont aussi nécessaires l'une que l'autre. J'indique cette bévue, parce qu'elle a été commise sur toutes les permissions délivrées pour cette chasse dans le département de la Marne, en 1906. Ce n'est qu'une erreur matérielle sans doute, mais outre qu'elle prête au ridicule, il y a des gendarmes trop à cheval sur la discipline et qui, ne voyant que le texte, pourraient bien dresser procès-verbal au chasseur coupable d'avoir tiré un coup de fusil sur un oiseau de proie au grand-duc : il faudrait ensuite faire remettre la chose au point, d'où une source d'ennuis pour la victime de cet excès de zèle.

§ 2. — *Destruction au moyen du fusil*

Avant l'introduction en France de la chasse à l'aide du grand-duc, elle était pratiquée couramment, soit simplement avec le fusil, soit en plus avec des appeaux destinés à attirer les rapaces en imitant leurs cris. Aujourd'hui encore elle

reste surtout l'apanage des gardes qui, une fois autorisés par les préfets n'ont même pas besoin d'être munis de permis de chasse pour pouvoir la pratiquer. Elle est appelée à conserver un certain rôle, car le garde ne devant jamais se séparer de son fusil pendant ses tournées, trouve ainsi l'occasion de surprendre et d'abattre un certain nombre d'oiseau de proie. Elle est fort utile pour affûter dans le voisinage des nids et permet la destruction du mâle et de la femelle, au lieu qu'au grand-duc il arrive souvent que l'un des deux oiseaux vient se faire tirer, tandis que l'autre reste sur le nid ou se tient à distance et échappe au plomb.

Elle est soumise aux mêmes formalités de demande et d'enquête que la chasse au grand-duc.

Mais justement en ce qui concerne les particuliers, je crois que l'administration fera bien de se montrer beaucoup plus difficile pour accorder des autorisations de ce genre. Aujourd'hui en effet qu'avec le grand-duc on dispose d'un moyen agréable et efficace pour tirer les rapaces, une demande de destruction simple au fusil flaire le braconnage qui cherche à se couvrir du cachet de l'autorité. En effet aucun oiseau gibier sauf peut-être la grive ne donne au grand-duc et le chasseur est obligé de se tenir caché

sans faire de bruit, s'il veut tirer les oiseaux de proie très méfiants. Au contraire, rien n'est plus facile que de braconner, si l'on peut en tout temps se promener par bois et plaine avec un fusil en main.

On devra examiner avec beaucoup de soin si le demandeur est honorable, et se montrer très difficile, s'il s'agit du petit propriétaire paysan. Celui-là en effet qui est fort intéressant au point de vue agricole, l'est beaucoup moins quand il s'agit de la conservation du gibier. Comme il ne fait pas de frais d'élevage, ni de garde, il est très disposé à fusiller en tout temps lièvres et perdreaux qu'il craint le plus souvent de voir tomber sous le plomb du voisin aussi peu scrupuleux que lui. Chacun tire à soi et applique à qui mieux mieux le proverbe de la Fontaine :

« Un « tiens » vaut mieux que deux tu l'auras. »

De sorte que si on lui permet de sortir avec son fusil en temps prohibé et qu'un beau levraut déboule entre ses jambes, la tentation sera trop forte pour qu'on puisse espérer qu'il y résiste.

Le fusil, qui est moyen de braconnage dangereux à cause du bruit qu'il fait, deviendrait terrible s'il était autorisé trop largement ; en étudiant les vœux du Congrès de la chasse, nous verrons que M. de Felcourt, grand propriétaire

de l'Est, s'est opposé avec beaucoup de raison à l'extension imprudente de ce moyen de destruction qui doit être réservé aux personnes absolument sûres et aux gardes assermentés.

§ 3. — *Destruction ne comportant pas l'emploi du fusil. Pièges et poison*

Nous avons vu au chapitre précédent que les arrêtés réglementaires des préfets étaient très sévères en ce qui concerne l'emploi des pièges et du poison, (obligation de placer les pièges pour les oiseaux de proie à une certaine distance du sol, de les détendre pendant la nuit, de prévenir l'autorité des jours et lieu où le poison serait employé, etc.). En est-il de même pour les autorisations personnelles et permanentes accordées aux particuliers ? Pas tout-à-fait si on considère l'emploi extrêmement général que font les grands propriétaires des pièges et du poison. Les autorisations relatives à ces moyens de destruction sont d'ailleurs variables suivant les départements. Néanmoins le principe de l'autorisation est encore formellement conservé par notre législation et les permissions individuelles reproduisent ordinairement les conditions exigées par les arrêtés préfectoraux ; c'est-à-dire la défense d'employer les engins classés comme

prohibés, batteries d'armes à feu, collets, filets, lacets, raquettes, trébuchets et en général tous les engins susceptibles de détruire des animaux en masse ; précautions exigées pour l'emploi des pièges qui ne peuvent être tendus qu'à une certaine distance des chemins publics et détendus pendant la nuit, inscriptions mentionnant leur présence, etc. Remarquons que les pièges à poteaux placés habituellement à deux mètres du sol au moins, ne présentent pas de dangers pour les hommes, mais l'obligation de les détendre le soir a été adoptée, afin de protéger les oiseaux de nuit. De plus il faut songer que l'on emploie aussi contre les rapaces des pièges tendus à terre en jardinet qui présentent les mêmes dangers que ceux destinés à prendre les quadrupèdes.

Pour le poison la réglementation est de même nature et plus sévère encore, bien qu'elle ne dépende que du maire, s'il s'agit d'une autorisation temporaire.

En effet la loi charge les maires de prendre toutes les mesures nécessaires pour autoriser sans excès de pouvoir l'emploi de moyens différents de ceux qui ont été déterminés par l'arrêté préfectoral. Lorsqu'on voudra employer des appâts empoisonnés, il faudra demander au maire l'autorisation de se faire délivrer du poi-

son, (engénéral de la strychnine) par un pharmacien nommément désigné qui ne pourra en délivrer que la quantité fixée par l'autorisation du maire. Comme celui qui emploie du poison même avec l'autorisation, le fait sous sa responsabilité, il fera bien pour éviter toute réclamation de faire afficher ou annoncer à son de caisse dans les villages voisins l'endroit où seront placés les appâts. L'emploi du poison beaucoup plus dangereux que celui des pièges, a toujours été réglementé très sévèrement et parfois même prohibé complètement. J'ai vu dans les archives des mairies d'anciennes circulaires interdisant même toute préparation à base d'arsenic. (Marne, 29 octobre 1846, 8 juillet 1850 d'après des ordonnances et décrets du gouvernement).

Remarquons en passant que le poison est le procédé de destruction de beaucoup le plus efficace.

Dans une chasse très bien tenue des environs de Reims on détruit annuellement environ 1200 animaux nuisibles, quadrupèdes et rapaces. Sur ce nombre 300 à 400 seulement se prennent aux pièges. Le reste est victime du poison.

CHAPITRE V

LES PRIMES A LA DESTRUCTION

Il y a deux sortes de primes : celles données par les propriétaires ou locataires de chasse à leurs gardes ou préposés, et les primes officielles données par les départements et les communes au moyen d'un crédit affecté à cet usage.

Les primes instituées par les propriétaires sont essentiellement variables : chacun en fixe arbitrairement le montant, ainsi que les espèces vouées à la destruction suivant ses opinions et suivant les circonstances. Tel donne vingt-cinq centimes pour un geai, alors qu'un autre donnera seulement dix centimes. Celui-ci respecte les hiboux, celui-là les détruit.

Voici quelques exemples pris dans des domaines importants, particulièrement dans les environs de Paris.

	Buses	Autour	Epervier	Hobereau	Cresserelle	Faucon	Pies et pies-grièches	Corbeaux, Corneilles	Geais	Hiboux
D'après de Lage de la Rue, de Cherville	fr. 0,30	fr. 4	fr. 4	fr. 4	fr. 4	fr. 2	fr. 0,15	fr. 0,15	fr. 0,45	fr. »
D'après Houdetot adultes .	2	4,50	4,50	4,50	4,50	2	0,25	0,25	0,15	»
D'après Bellecroix jeunes .	4	4	4	4	4	2	0,25	0,25	0,15	»
D'après Bellecroix	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,20	0,10	»
D'après du Pontavice	0,50	4	4	4	4	4	0,25	0,25	0,25	»
Chassé présidentielle (Rambouillet, Marly)	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,25	»
Syndicat des chasseurs de la forêt de Rambouillet.	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	»	0,25	0,25	0,25	»
Diverses chasses en forêt de Rambouillet	0,45	4	4	4	4	»	0,50	0,50	0,25	0,30
Vanault-les-Dames (Marne)	4	4	4	0,75	0,75	4	»	»	»	»
Société des chasseurs de la forêt de Russy (Loir-et-Cher)	4	4	4	4	4	4	»	»	»	0,50

(Adjudication de 1899-1908)

Quand les gardes sont actifs et adroits, ils peuvent augmenter ainsi très sensiblement leur traitement. Par exemple à Vanault-les-Dames (Marne) les deux gardes ont détruit, en 1905-1906, 179 rapaces payés 1 franc et 29 payés 75 centimes. En faisant le compte on obtient 200 fr. 75 (sans parler des bêtes puantes).

Suivant l'avis de M. de la Rue, les propriétaires préfèrent en général donner à leurs gardes des appointements relativement faibles avec des primes généreuses, afin de stimuler leur zèle pour la destruction des animaux nuisibles.

Les primes officielles sont d'une autre sorte. Elles ne sont pas générales. Le département et la commune y collaborent et elles n'existent qu'autant que l'un et l'autre ont voté des fonds pour cela.

Voici un arrêté du préfet de l'Aube du 22 décembre 1887 qui est fondamental en la matière : j'en reproduis les principaux articles concernant les oiseaux de proie :

Article premier. — Les primes seront mandatées par les maires et acquittées par les receveurs municipaux.

Art. 2. — Les primes sont fixées de la manière suivante :

Animaux à poils.

Oiseaux :	{	Aigle, 5 francs.	
		Oiseau de proie . . .	0,50
		Pie.	0,10

Art. 3. — Les animaux détruits seront présentés non mutilés et couverts (de leur peau ou) de leurs plumes dans un délai de deux jours au plus, au maire qui établira séance tenante devant un témoin un certificat constatant la date, le lieu et les circonstances de la destruction et attestant que la tête (l'oreille gauche), l'aile gauche ou la patte gauche (de devant) ont été coupées immédiatement.

Art. 4. — Le certificat mentionné à l'article précédent portera la signature du déclarant, du témoin et du maire. Il sera établi sur papier timbré, lorsque les primes à payer s'élèveront au total à une somme supérieure à 10 francs.

Art. 5. — Le mandat délivré dans la huitaine et accompagné du certificat devra, sous peine de déchéance, être présenté au receveur municipal avant la date correspondante du mois suivant :

Art. 6. — Du 20 février au 1^{er} mars de chaque année, les receveurs municipaux feront parvenir à la préfecture et en double expédition un état des primes qu'ils auront payées sur l'exercice précédent. Cet état distinct pour chaque commune indiquera le nom des parties prenan-

tes, l'espèce et le nombre des animaux détruits, la date du certificat, le montant de la prime versée individuellement et le total des primes. Il sera revêtu du visa du Maire et sera destiné au remboursement à la commune des $\frac{2}{3}$ de la dépense qui incombent au budget départemental.

Art. 7. — Il ne sera délivré aucune prime pour la destruction d'animaux nuisibles dans les communes où les conseils municipaux auront refusé de voter un crédit à cet effet... »

Avant cet arrêté, il fallait, sous peine de déchéance, faire parvenir le certificat dans les quinze jours à la préfecture pour l'arrondissement du chef-lieu, à la sous-préfecture pour les autres arrondissements.

La procédure a été simplifiée en chargeant le receveur municipal d'envoyer en bloc les certificats délivrés dans l'année.

Un arrêté du 9 avril 1902 a ajouté le corbeau à la liste de proscription avec une prime de 10 centimes.

Un autre du 4 novembre 1905 a porté de 10 à 20 centimes la prime pour la destruction des pies adultes.

Ces deux arrêtés ont dû être inspirés par la salubre campagne menée contre les corvidés par le S. H. C. F.

Les sommes allouées sont très variables suivant les communes : St-Thibault (arrondissement de Troyes) vote 80 francs, Arrembécourt (arrondissement d'Arcis-sur-Aube) vote 30 fr., dont 20 francs à la charge du département et 10 francs à la charge de la commune. La somme votée ne peut jamais être dépassée. Certaines communes ont des formules imprimées qu'il suffit de remplir (voir aux documents et pièces justificatives).

Ajoutons enfin que le Conseil de préfecture est compétent pour connaître de la demande d'un particulier tendant à obtenir le paiement d'une prime sur le crédit ouvert par le Conseil général au budget départemental pour la destruction des animaux nuisibles... sauf à renvoyer le requérant devant le Préfet, si l'état de l'instruction ne permet pas de procéder à la liquidation de la somme à laquelle il peut avoir droit (Conseil d'Etat, 6 février 1903).

Je trouve que cette question des primes officielles est, au moins pratiquement, en opposition avec la réglementation dont les principes ont été posés par la loi de 1844.

Nous avons vu dans les chapitres précédents le principe de l'autorisation établi pour toute destruction sauf deux cas exceptionnels, légitime défense et terrain clos attenant à une

habitation. En dehors de ces deux cas, pour tout acte de chasse, même commandé, comme les battues administratives, il faut être muni d'un permis de chasse. Il faudrait donc supposer que les primes ne s'appliquent qu'aux circonstances exceptionnelles indiquées, ou qu'elles ne pourront être touchées que par des personnes ayant obtenu l'autorisation de se livrer à la destruction des rapaces.

Eh bien, il n'en est rien. D'abord cela n'est pas dit dans l'arrêté et l'article qui prescrit la relation des circonstances, n'est pas appliqué. On se borne à mentionner que l'animal a été détruit sur le territoire de la commune, ce qui n'est même pas toujours exact. On ne demande pas la production du permis de chasse ou de l'autorisation. Il est vrai que dans le cas auquel je fais allusion, l'honorabilité du demandeur était certaine, mais encore une fois on n'a aucune preuve matérielle et il en est toujours ainsi. C'est pourquoi il me paraît bizarre de récompenser un acte qui peut être illégal, et si le terme n'était pas trop gros, puisqu'il s'agit d'animaux nuisibles, on pourrait qualifier de « braconnage subventionné » le fait de toucher la prime dans ces conditions.

C'est encore une petite inconséquence de notre administration.

Un membre du Congrès de la chasse a demandé l'émission d'un vœu pour obliger les préfets à distribuer des primes. Le président lui a répondu que cela était impossible, attendu que c'étaient les Conseils généraux qui votaient les fonds

CHAPITRE VI

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Plusieurs pays d'Europe possèdent une législation développée sur la chasse. Parmi les documents très abondants que j'ai consultés, j'ai relevé, concernant les animaux nuisibles et les rapaces, un certain nombre de dispositions. Nous ne sommes donc pas les seuls à attacher de l'importance à cette question.

Hongrie

L'emploi de pièges, lacets ou filets, interdit en tout temps pour prendre ou tuer le gibier à poil et à plumes, est autorisé contre les animaux nuisibles et les rapaces (Loi XX de 1883, art. 15).

Le propriétaire, alors même qu'il a cédé à un tiers la chasse sur son fonds, conserve le droit d'y détruire les animaux féroces ou nuisibles.

Mais si la chasse est affermée et s'il veut se

faire aider par des chasseurs ou des chiens, il lui faut solliciter l'autorisation du locataire (Loi XX de 1883, art. 13) (1).

Grand-Duché de Bade

Le grand-duché de Bade, dont la législation est absolument protectrice du gibier, comme d'ailleurs toutes les législations germaniques, a établi une distinction entre les animaux nuisibles gibier et les animaux nuisibles non reconnus comme gibier. La destruction de ces derniers, qui comprennent les oiseaux de proie, pourra être opérée sans formalité, mais l'emploi des armes à feu devra faire l'objet d'une autorisation spéciale.

Alsace-Lorraine

La distinction est la même en Alsace-Lorraine ; on peut, dans les cas d'urgence, obtenir du directeur du district l'autorisation d'opérer la destruction à l'aide du fusil ou des autres moyens défendus (pièges, lacets, rets, etc.), mais en ayant soin d'indiquer le plus clairement possible l'endroit où chacun de ces engins dangereux est placé.

1. Ce point est d'ailleurs quelque peu obscur. Je crois néanmoins en avoir dégagé le sens exact.

Le Kreis director peut autoriser la destruction des oiseaux nuisibles en donnant des permissions pour l'enlèvement de leurs nids avec leurs œufs ou les jeunes. Des formalités sévères sont nécessaires pour obtenir ces permissions, et on exige les mêmes conditions que pour la délivrance d'un permis de chasse.

La formule de l'autorisation devra contenir, d'après la demande, la nature exacte de l'exception faite, avec l'espèce d'animal à détruire, le moyen à employer et l'endroit où elle devra s'exercer pendant une période fixe. De même, on devra spécifier si l'usage des armes à feu la nuit est permis. (Ceci d'ailleurs doit viser surtout les sangliers et les loups).

Belgique

Exceptions à l'obligation du permis de port d'armes de chasse.

A. — Le propriétaire et ses ayants droit peuvent chasser en tous temps, sans permis, dans les enclos attenant à l'habitation. Le but de cette latitude est, comme chez nous, la sauvegarde du domicile (l'enclos doit dépendre de l'habitation, fut-elle un pavillon de campagne « momentanément » habité), mais il doit être entouré de façon permanente et sans solution de continuité,

de manière à empêcher le passage du gibier non volatile : un mur, des palissades, un grillage fixe, de larges courants d'eau ; — les simples fils de fer et haies vives sont insuffisants (art. 6, § 2, lois de 1882). Ceci constitue une différence sérieuse avec notre législation qui considère plutôt l'intention du propriétaire de se clore que l'état matériel de la clôture vis-à-vis du gibier.

B. — Pour la destruction des fauves (art. 6, loi de 1882), comprenant évidemment celle des petits quadrupèdes de rapine et le tir de certains oiseaux malfaisants : rapaces diurnes, grand-duc, pie, oiseaux exotiques, il n'est pas nécessaire d'être muni d'un permis.

Le corbeau, sous son nom générique, était aussi rangé jadis dans cette énumération, mais l'arrêté du 24 août 1906 établit une distinction. Il laisse encore dans cette catégorie de volatiles malfaisants le grand corbeau, la corneille mantelée, la corneille noire, mais en exclut le corbeau freux et le choucas.

L'emploi du grand-duc n'est permis que pour le tir des oiseaux malfaisants, jamais pour tuer les autres oiseaux, même quand la chasse est ouverte. Il rentre en effet dans la catégorie des engins qui facilitent la capture, prohibés au même titre que ceux destinés à l'opérer par eux-mêmes.

Italie

Les mesures relatives à la clôture de la chasse ne concernent pas les animaux malfaisants ou nuisibles. Les règles ne sont pas partout absolument les mêmes ; car elles datent du temps où l'Italie était divisée en plusieurs Etats :

C'est ainsi :

1° Qu'en Piémont ou en Sardaigne, on peut tuer en tout temps les animaux malfaisants ou nuisibles ; leur destruction est encouragée par des primes (patente du 29 décembre 1836, art. 16) ;

2° Qu'il en est de même en Toscane à l'égard des loups, renards, etc , des faucons, hiboux, corbeaux, geais, pies, corneilles, avec cette restriction toutefois que l'emploi des fusils, lacets, traquenards et trappes est prohibée (loi du 3 juillet 1856, art. 2) ;

3° Dans les anciens états de l'Eglise à l'égard des oiseaux et animaux nuisibles (notification du 14 août 1859, art. 3).

Et également dans les provinces lombarde et vénitienne, dans l'ancien duché de Modène et dans l'ancien royaume des Deux-Siciles.

Suisse

I. — Législation fédérale

La loi fédérale sur la chasse et la protection des oiseaux, du 17 septembre 1875, se borne à poser un certain nombre de principes et de règles générales et remet aux cantons le soin d'en faire l'application.

Voici, parmi les principes, ceux qui nous intéressent :

1° Les autorités cantonales ont la faculté d'ordonner ou de permettre, même en temps prohibé, la destruction des animaux malfaisants ou carnassiers. Un délai doit être imparti pour cette destruction et l'opération ne peut être confiée qu'à des chasseurs sûrs.

Les autorités cantonales peuvent prendre les mêmes mesures pour les districts francs, c'est-à-dire pour les endroits où, en vue d'assurer le repeuplement, la chasse est interdite en tout temps.

Dans les arrondissements affermés, le locataire de la chasse a le droit de chasser les animaux nuisibles, même après la clôture, pourvu qu'il le fasse sans le secours de chiens.

2° L'emploi du poison et des projectiles explosifs en tout lieu, et l'emploi d'armes à répétition

dans les hautes régions est interdit (art. 6, loi du 17 septembre 1875);

3° Il est absolument défendu, dans toute la Suisse, de tuer ou de capturer les oiseaux insectivores. Sont considérés comme tels, le choucas, le freux, la buse, la crécerelle ainsi que toutes les espèces d'oiseaux de proie nocturnes (à l'exception du grand-duc), la cigogne et le cygne. L'enlèvement et la vente sur les marchés des œufs et des petits de ces oiseaux sont pareillement prohibés (art. 17). Toutefois ces défenses peuvent être levées par les gouvernements cantonnaux en faveur de personnes déterminées agissant dans un but scientifique (art. 20).

II. — Législations spéciales des cantons

Vaud

Le Conseil d'Etat peut autoriser, dans des cas spéciaux et sous certaines conditions de temps, de lieux et de procédés, la destruction des animaux nuisibles. Chaque propriétaire peut, en outre, en tout temps et sans permis, détruire les animaux nuisibles et dangereux sur le fond attenant à son habitation, dans un rayon de 200 mètres. La liste de ces animaux est dressée par le Conseil d'Etat (art. 10 de la loi du 1^{er} juin

1876). Les amendes pour infractions à ces dispositions vont de 10 à 50 francs et sont portées au double en cas de récidive.

Appenzell (Rhodes extérieures)

Le canton accorde des primes pour la destruction des rapaces, 3 francs pour un autour, 2 francs pour un épervier et un héron, 0 fr. 40 pour une pie, 0 fr. 10 pour un corbeau ou une corneille. Ces primes sont délivrées aux chasseurs réguliers, seulement lorsque la chasse est ouverte.

Genève

Le règlement de la chasse de ce canton est de 1887.

La chasse avec armes à feu est défendue, même au propriétaire du fonds dans toute localité qui n'est pas séparée de l'habitation d'autrui par une distance de 300 mètres au mois.

Quiconque chasse sur la grève du Léman ou en bateau est tenu également d'observer cette distance.

Cette prohibition est applicable aux terrains avoisinant les voies ferrées (art. 7.).

Malgré cette disposition le propriétaire peut détruire avec armes à feu ou autrement, les ani-

maux nuisibles quelque soit le lieu de son fonds où ils se trouvent (art. 8).

L'article 17 reproduit les dispositions de la loi fédérale concernant la protection des oiseaux insectivores.

Le fait d'avoir tué occasionnellement et sans permis sur son propre fonds un animal dangereux ou nuisible n'est pas considéré comme contravention de chasse.

Glaris

Primes délivrées aux chasseurs réguliers en temps de chasse : vautour, aigle, laemmergier, 10 francs ; grand-duc, faucon, 3 francs ; pie, 1 fr. 10 ; corneille, 0 fr. 50. Les primes tendent à être multipliées par le Landsgemeinde.

Grisons

Primes : Laemmergier, 15 francs ; aigle, grand-duc, 10 francs ; autour, épervier, 3 francs ; pie, 0 fr. 50.

Lucerne

Le conseil de régence peut délivrer des primes pour la destruction des animaux nuisibles pendant la saison de la chasse aux chasseurs

munis de permis de chasse moyennant une assignation sur la caisse provenant des amendes ou des droits de permis. Le tarif est le suivant :

Autour, grand-duc, milan, grand faucon, 3 francs ; épervier, émerillon, 2 francs ; héron, 1 franc ; pie, geai, corneille, 0 fr. 20.

Les propriétaires ou fermiers et leurs fils habitant avec eux peuvent en tout temps et sans permis tuer le gibier compris sous la dénomination de gibier de proie dans la limite des terrains attenants à leur habitation.

Unterwalden-le-Bas (Nidivelden)

Primes en temps de chasse : Laemmergier ou aigle, 10 francs. Ces oiseaux peuvent d'ailleurs être chassés en tout temps et sans permis, dès qu'on trouve leur trace.

Saint-Gall

Primes : autour, 5 francs ; épervier, héron, 3 francs ; pie, 0 fr. 40 (ordonnance du 11 juillet 1884). Les animaux en question sont produits devant le Bésirksammann qui délivre la prime et coupe une patte après vérification (art. 21).

La fixation des primes pour la destruction des oiseaux nuisibles pendant la période de couvai-

son sera réservée au conseils communaux (gemeinderath) conformément à l'ordonnance spéciale du conseil du gouvernement cantonal.

Pour la chasse d'autres animaux nuisibles, pendant que la chasse est fermée, le département compétent peut accorder une autorisation exceptionnelle ; pendant la période de la chasse, les autorisations spéciales ne sont pas accordées (art 22).

Schuwyz

Ordonnance du 14 janvier 1887

La loi interdit (art. 7) l'emploi des armes à répétition pour la destruction des bêtes fauves, mais elle ne dit pas si ce terme comprend les oiseaux de proie.

Primes accordées : aigle, 10 francs ; autour, épervier, grand-duc, héron, 2 francs ; geai et pie, 0 fr. 50 ; corbeau, corneille, 0 fr. 30.

Thurgonie

Primes : autour, 3 francs ; épervier, héron, 2 francs ; pie, geai, corneille, 0 fr. 30.

Uri

Primes : aigle, laemmergier, 5 francs ; autour, épervier, 1 franc ; grand-duc, 3 francs ; pies, 0 fr. 30.

Zurich

Loi du 26 novembre 1882

La chasse des oiseaux malfaisants, autours, éperviers, pies, geais est permise en tout temps aux propriétaires ou fermiers, dans l'entourage immédiat de leurs habitations ou bâtiments de fermes, afin d'empêcher les dommages, à moins que cette chasse ne compromette l'ordre et la sécurité de la société. La direction de la police peut, sur leur demande, autoriser les personnes qui s'occupent de pisciculture à tuer les animaux qui nuisent à la pêche (§ 2).

Sont placés sous la protection publique, parmi les oiseaux de proie, la buse et la crécerelle ainsi que toutes les espèces d'oiseaux de proie nocturnes à l'exception du grand-duc, parmi les oiseaux de marais et les palmipèdes la cigogne et le cygne (ces dispositions sont empruntées à la loi fédérale du 17 septembre 1875).

Primes délivrées par les lieutenances de district : grand-duc et aigle, 10 francs ; héron, autour, épervier, 2 francs ; pies et geais, 0 fr. 30.

Le canton d'Argovie accorde également des primes.

Les primes allouées par les différents cantons, quel que soit leur taux prouvent l'importance

que cette législation attache à la destruction des rapaces. Il est vrai que les aigles et vautours sont assez nombreux dans les montagnes pour causer de sérieux préjudices aux propriétaires de troupeaux.

Mais il faut remarquer en même temps que ces primes ne sont données qu'aux chasseurs du pays munis de permis et que les destructions des oiseaux nuisibles sont sérieusement réglementées. C'est là un point important qui méritait d'être noté.

CHAPITRE VII

EXAMEN CRITIQUE DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE
ACTUELLE. VŒUX ÉMIS PAR LE CONGRÈS DE LA CHASSE

« Rien n'est complet, à tout il manque quelque chose »

a dit Victor Hugo. Notre législation cynégétique a ses défauts comme toute œuvre humaine. Mais en somme et dans l'état actuel de notre pays, elle a paru à beaucoup de gens à peu près suffisante en ce qui concerne la destruction des animaux et oiseaux nuisibles, et son principe d'autorisation est bon. Ceux qui savent en profiter, propriétaires et locataires de chasse, bien outillés et ayant à leur service un personnel intelligent et actif en tirent un très bon parti ; les difficultés que l'on a mises à l'obtention des permissions particulières éloignent les professionnels du braconnage de tenter une ruse qui serait très probablement déjouée. Pour tous elle restreint le plus possible l'emploi des armes à feu ; tout cela est sage et prudent. Son principal

défaut, c'est la conséquence de cette heureuse prudence. Elle exige même pour les gardes assermentés une autorisation préfectorale, ce qui est exagéré, et surtout elle est peu efficace pour organiser la destruction sur les petites propriétés, sur les terrains et dans les bois des départements et des communes. Peu de gens s'y intéressent, la peine serait grande, le produit faible et les formalités à remplir rebutent les petits chasseurs.

Au Congrès de la chasse, M. Albert Blass ayant voulu parler de son projet sur les tierce-liers ou chasseurs assermentés d'oiseaux de proie, le président de la section objecta qu'on ne pouvait aborder cette discussion en séance, parce qu'un projet avait été déposé à la Chambre des députés et le Congrès, fidèle au principe posé dès le début « Pas de loi nouvelle », s'est contenté de réclamer une application plus large et mieux entendue de la loi en fait d'animaux nuisibles comme d'ailleurs pour les autres questions inscrites à son programme.

Cette intention ressort clairement du rapport de M. Lucien Desnues lu à ce même Congrès. Le rapporteur cite un travail du Comité de législation du S. H. C. F., présidé par M^e Chenu, bâtonnier de l'Ordre des avocats, qui résume une série de moyens pratiques propres à amener

la destruction des animaux nuisibles tout en se conformant à la loi de 1844.

En voici quelques passages qui intéressent plus spécialement notre sujet :

*Destruction des animaux malfaisants et nuisibles
par les propriétaires, possesseurs ou fermiers*

Art. 12. — Indépendamment du droit qui lui appartient de repousser ou de détruire, en tout temps et par tout procédé, même avec les armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés, le propriétaire, possesseur ou fermier peut sous les conditions ci-après, détruire en tout temps sur ses terres les animaux malfaisants ou nuisibles, par l'enlèvement ou la destruction des portées, nids et couvées et uniquement à l'aide de pièges autres que les suivants : batteries d'armes à feu, collets, lacets et trappes.

Des autorisations spéciales pourront être accordées par le préfet et le sous-préfet, après enquête de la gendarmerie pour l'emploi du fusil, en vue de la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles.

Il pourra être fait usage, pour la destruction, du grand-duc vivant ou articulé.

Art. 15. — Les nids des oiseaux nuisibles pour-

ront être détruits au fusil. Le propriétaire, possesseur ou fermier qui voudra procéder à une destruction, sera tenu de faire une déclaration préalable à la mairie de la commune.

Cette déclaration sera produite en double exemplaire sur papier libre, elle indiquera la nature et la situation des propriétés sur lesquelles doit avoir lieu la destruction. Elle sera visée et datée par le maire qui transmettra l'un des exemplaires au préfet ou au sous-préfet, suivant l'arrondissement et remettra l'autre au déclarant qui devra le représenter à toute réquisition. Si les motifs invoqués ne lui paraissent pas fondés, ou s'il redoute les abus de la part du pétitionnaire, le maire refusera de viser la déclaration, sauf recours au préfet ou au sous-préfet.

L'autorisation de procéder à une destruction sera délivrée par le préfet sur la demande du maire, aux personnes désignées par celui-ci en ce qui concerne les arbres en bordure des chemins publics et des canaux, et les propriétés communales autres que les bois ; sur la proposition du conservateur des eaux et forêts, aux adjudicataires de la chasse, à leurs gardes et aux agents préposés des eaux et forêts en ce qui concerne les forêts soumises au régime forestier.

La destruction dans les bois ne pourra être pratiquée que deux jours par semaine qui seront fixés dans ceux choisis dans les conditions fixées à l'article 18 ci-après, etc.

En somme ceci ne présente rien de bien nouveau et nous y retrouvons des dispositions déjà vues dans les arrêtés préfectoraux.

Le principe de la loi de 1844 doit être respecté. Les préfets ont d'ailleurs une latitude suffisante pour réglementer la destruction des rapaces, et les tribunaux de leur côté ne sont pas liés par une formule trop étroite.

De plus je me range bien volontiers à l'avis de MM. Colin et H. Ribadeau Dumas, auteurs du *Manuel juridique et pratique de la chasse* qui sont d'avis que « c'est avec juste raison que les « circulaires ministérielles recommandent aux « préfets de n'autoriser qu'exceptionnellement « l'emploi des armes à feu », pour éviter les abus.

Enfin il est à souhaiter de voir rappeler aux maires les pouvoirs dont ils sont investis par la loi du 5 avril 1844 pour procéder aux destructions d'animaux nuisibles en cas d'urgence. L'autorité des préfets n'en serait pas atteinte puisqu'ils conservent tous les droits que leur confère la loi, mais le maire est presque toujours par sa situation, plus apte à reconnaître l'oppor-

tunité des mesures à prendre et l'efficacité des moyens.

M. Racine, un autre rapporteur du Congrès, demande l'inscription de primes au budget de l'Etat pour la destruction des animaux et oiseaux nuisibles ; l'importance des primes serait déterminée par catégorie et des justifications rigoureuses exigées. Il formule le même vœu que M. Desnues de détermination nominale par le ministre de l'Agriculture sous forme d'arrêté type des animaux et oiseaux nuisibles.

Cette mesure qui faciliterait le contrôle et qui éviterait toute contestation est-elle absolument justifiée ? Ne peut-on pas soutenir avec quelque raison que certains oiseaux sont utiles ici et nuisibles là, suivant la faune et la culture des diverses contrées ? Par exemple la buse dans les pays de plaines agricoles rend des services signalés en détruisant les petits rongeurs qui sont la plaie des cultures. Mais dans les propriétés où la chasse forme la partie importante du revenu (un tiers, quelquefois la moitié), cette même buse et avec elle les oiseaux de nuit causent de grands dégâts parmi le gibier : d'ailleurs là où la culture est très perfectionnée, on emploie parfois les virus contre la vermine des champs, tandis que dans les pays pauvres ces oiseaux sont les seuls auxiliaires du cultivateur ; la

solution de la question dépend donc de l'importance respective qu'on attache au gibier et à la culture.

En général, je ne suis pas partisan de la centralisation à outrance : si elle facilite l'application des règlements, elle n'est pas toujours conforme aux intérêts des administrés. Il est vrai que le département est une circonscription trop petite, surtout en matière de réglementation cynégétique ; mais nous avons pour les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse cinq zones différentes et personne ne s'en plaint. Pourquoi ne pas adopter pour ces classifications d'oiseaux nuisibles une division analogue qui aurait l'avantage de respecter les intérêts locaux. Ce n'est qu'une indication ; l'application n'est peut-être pas très facile, et l'idée, je le crains, trouvera peu d'adhérents ; car le Congrès de la chasse a adopté un vœu contraire ; je devais néanmoins la formuler.

La section cynégétique et économique, s'est occupé spécialement de la destruction de la pie et du corbeau. Depuis quelque temps le S. H. C. F. avait ouvert une véritable campagne contre ces pillards. Le vœu suivant fut soumis à l'assemblée...

« Que la destruction du corbeau et de la pie
« puisse être poursuivie en tout temps sans

« autorisation par le propriétaire et par ses « ayants droits. » Ceci était grave, c'était la suppression du principe de l'autorisation. Quelques assistants réclamèrent pour les destructeurs la nécessité d'être munis de permis de chasse.

Alors le comte de Felcourt, de la Société des agriculteurs de France, en quelques mots très précis et très justes fit remarquer que même la nécessité d'avoir un permis de chasse était insuffisante. En effet il ne faut pas compter sur les scrupules des porteurs de permis et surtout des petits propriétaires paysans et chasseurs qui sont légion (quelquefois 25 ou 30 pour une commune 1000 hectares et de 150 habitants). Ceux-là, tout munis de permis de chasse qu'ils sont, ne se gêneront pas sous prétexte de détruire pies et corbeaux, pour tuer des lièvres et des perdreaux, en temps prohibé. « En trois ans de ce régime-là conclut très justement l'orateur, le gibier aura tout à fait disparu en France ».

L'assemblée se ralliant à cette vérité maintint le principe de l'autorisation pour les personnes autres que les gardes assermentés et adopta les trois vœux suivants :

Animaux nuisibles. — Piégeage. — Le Congrès émet les vœux :

1° « Que tout garde assermenté soit autorisé à détruire et à piéger toutes sortes de bêtes pua-

tes et oiseaux de rapine, sans avoir à demander l'autorisation préfectorale et sans être obligé de détendre les pièges pour la nuit ;

2° Que la nomenclature des bêtes fauves et celles des bêtes puantes et des oiseaux de rapine soit nettement précisée et uniforme pour toute la France, et que la destruction du corbeau et de la pie puisse être poursuivie en tout temps par les propriétaires et leurs ayants droit sous la condition expresse de l'autorisation officielle ;

3° Que la destruction des animaux de proie et de rapine, à l'aide du grand-duc naturalisé ou vivant, soit autorisée à la hutte, au fusil, en tout temps, pour les propriétaires et pour les ayants-droit, et qu'il soit mis au concours par la Société centrale, le Saint-Hubert Club, et la Société des chasseurs de France, un manuel pratique de piégeage et de surveillance de la chasse ».

De son côté la section de législation et de réglementation du Congrès a adopté les vœux suivants inspirés des rapports de MM. Desmes et Racine.

Destruction des animaux malfaisants et nuisibles. — « Le Congrès émet le vœu que les arrêtés permanents des préfets, relatifs à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles soient, autant que possible, uniformes et que, tout en tenant compte des mesures propres à assurer la

sécurité publique, ils facilitent par le piégeage la destruction raisonnée et méthodique desdits animaux, en restreignant le plus possible l'emploi des armes à feu ;

Que la destruction des animaux nuisibles ne soit pas rendue obligatoire ; mais que l'invitation soit renouvelée aux particuliers, par toutes les voies de publicité possibles, de détruire les nids de corbeaux ;

Que d'ailleurs soit poursuivie l'étude des procédés scientifiques de nature à détruire le corbeau sans nuire aux personnes, aux animaux domestiques ni au gibier. »

Ces choses là sont bonnes, mais ce ne sont encore que des palliatifs. De deux choses l'une, ou la législation actuelle est suffisante et il suffit de l'appliquer intégralement ; ou elle ne l'est pas et il faut trouver quelque chose de nouveau.

Ce quelque chose existe à l'état de projet, c'est le tiercelier.

CONCLUSION

CRÉATION DU POSTE DE TIERCELIER

Dans sa séance du 29 novembre 1906 la Chambre des députés a discuté sur l'opportunité de la destruction des corbeaux. M. de Villebois-Mareuil a signalé la nécessité d'enrayer au plus tôt leur propagation inquiétante et a prié le ministre de l'Agriculture d'y apporter remède. M. Ruau lui a donné l'assurance qu'il ferait rechercher les moyens pratiques de diminuer le nombre de ces oiseaux malfaisants, en reconnaissant de bonne grâce que les mesures prises dans les forêts domaniales n'avaient et ne pouvaient avoir qu'un effet restreint et local.

« L'inscription officielle du corbeau au tableau « des animaux qui nous portent préjudice, n'a « gêné en rien sa ponte ordinaire », a dit spirituellement M. de Villebois-Mareuil, M. Albert Blass⁽¹⁾ qui a sérieusement étudié les oiseaux de

1. St. H. C. I., de février 1907.

proie dans la Haute-Saône déclare que l'emploi du fusil est insuffisant contre lui, contre les rapaces et contre certains passereaux nuisibles, dont il est urgent de combattre la multiplication. L'auteur rappelait qu'en 1905, il avait émis l'idée de créer des chasseurs spéciaux autorisés, pendant toute l'année et particulièrement durant la période de fermeture de la chasse, à faire la guerre aux oiseaux de proie et de rapine, car on n'atteindra ceux-ci sûrement que dans leurs couvées. « A qui confier cette destruction ? Aux
« gardes forestiers ? Déjà en 1905, dit M. Blass,
« j'observais qu'il serait peut-être imprudent
« d'exposer à la tentation des hommes isolés,
« sans surveillance au fond du taillis, à perdre
« leur gagne-pain pour une défaillance passa-
« gère bien que celle-ci se produirait rarement,
« le recrutement de ces agents étant des plus
« sérieux M. le ministre de l'Agriculture en a
« pensé de même et trouve la question délicate.
« Une solution se présente : créer des tier-
« celiers (tueurs de tiercelets, louvetiers des
« oiseaux de rapine) dans chaque commune ou
« plutôt groupe de communes ».

Si les forêts domaniales sont protégées, comme en général les grandes propriétés particulières, tous les malfaiteurs empennés — après la clôture — jouissent de la sécurité la plus

absolue dans les bois et biens communaux. Ils s'y reproduisent en paix avec un succès que nous souhaitons vainement à notre malheureux gibier qu'ils déciment sans trêve ni merci.

La nomination de tierceliers permettrait de combattre ce brigandage en éclaircissant partout les rangs des déprédateurs.

Il ne m'appartient pas de codifier les droits et privilèges donnés et les garanties demandées aux tierceliers. Cependant, à mon sens, ils seraient aussi simples qu'aisément définis.

« Le tiercelier serait choisi parmi les chasseurs locaux de moralité, honorabilité et responsabilité notoires.

« Il serait nommé pour (trois) ans, sur la proposition des conseils municipaux intéressés, par le gouvernement et après consultation de l'administration forestière.

« Il prêterait serment, devant le tribunal civil de son arrondissement, de respecter tous les nids autres que ceux des oiseaux désignés à sa vindicte (liste des arrêtés préfectoraux).

« Ces droits ne s'étendraient pas au delà des limites de son triage qui pourrait être calqué sur celui du garde forestier de sa localité, ce qui lui donnerait la surveillance de 500 à 1 000 hectares au maximum, suivant le groupement ou la dispersion des massifs boisés. Cette garderie

n'engloberait jamais plus de trois territoires réunis.

« En aucun cas le tiercelier ne pourrait pénétrer sur les propriétés privées, sous prétexte d'exercer son mandat, à moins du consentement écrit du propriétaire.

« Il déposerait un cautionnement minimum de 300 francs.

« Le tiercelier, oublieux de ses devoirs et reconnu délinquant, serait passible de peines et amendes sévères. Toute contravention entraînerait la destitution d'abord, ensuite la suspension de l'obtention du permis de chasse pendant un temps à fixer.

« Le tiercelier pourrait faire usage, comme bon lui semblerait, d'armes, pièges et autres engins, toutefois sous sa responsabilité personnelle

« L'administration forestière prêterait aide en la personne de ses agents qui, dans leurs tournées journalières, découvrent souvent des nids de rapaces ou autres oiseaux nuisibles. Les gardes devraient les signaler au tiercelier dans le cas où ces couvées auraient échappée à ses recherches.

« Aucune allocation ne serait allouée au tiercelier comme prime de destruction ou émolu-

ment de ses fonctions qui demeureraient totalement gratuites. »

Tel est le projet dans ses lignes essentielles.

La création de ces chasseurs d'oiseaux de proie aurait, en conséquence, l'avantage de ne rien coûter aux finances de l'Etat, pas plus qu'à celles des communes.

L'effet en serait immédiat et général. Ce n'est certes pas une panacée infailible, mais l'innovation, bien appliquée, amènerait des résultats prompts et tangibles.

Jointe à d'autres, s'il y a lieu, cette mesure aurait une heureuse répercussion à brève échéance sur le repeuplement de nos chasses.

Une proposition voisine de celle-ci a été émise par M. Gabriel B. de la Lozère dans le *Chasseur Français*. Elle consistait à confier la destruction des rapaces à deux chasseurs expérimentés (par canton ou par commune ?) sous la direction du lieutenant de louveterie. Cela prouve que l'idée est intéressante puisqu'elle a été conçue par des chasseurs de régions très éloignées. (M. Blass est de la Haute-Saône).

Ce projet qui a provoqué de nombreuses adhésions et qui a été accueilli avec faveur par M. Ruau et par M. Daubrée, directeur général des eaux et forêts, président du Congrès de la chasse, a donné lieu à plusieurs articles, presque

tous favorables, ce qui n'a rien d'étonnant, car c'est en effet le seul moyen rationnel de remédier à la multiplication des rapaces. Néanmoins il y a eu depuis des opinions divergentes. M. Gilbert Fontaine dans le *Petit Journal* s'est déclaré l'adversaire de cette idée.

« Les intentions de MM. Blass et de Villebois-Mareuil sont à coup sûr excellentes, dit-il
« mais l'application du système est très délicate.
« Les grands propriétaires ne laisseront jamais le
« tiercelier affoler et disperser leur gibier par
« ses allées et venues et ses coups de fusil pas
« toujours infaillibles.

« Les petits propriétaires chasseurs, le verront
« d'un mauvais œil parcourir sans trêve leur
« chasse déjà trop banale et faire passer après
« la fermeture, sur les grands domaines voisins
« le peu de gibier fidèle à la petite chasse. De
« plus sous prétexte de tiercelier, nombre de bra-
« conniers tireront le lièvre au gîte sans plus
« exciter le soupçon. »

Ces critiques ne sont pas justes ; le tiercelier n'aura rien à voir sur les grandes propriétés qui ont des gardes occupés au piégeage et à la destruction des rapaces ; son domaine ce sont les bois communaux. Et quant aux plaintes des petits propriétaires, si elles se produisaient, elles ne seraient pas fondées. Ce n'est pas le fait de

détruire des nids de corbeaux ou de tuer un milan qui dérangerait beaucoup le gibier ; le pire serait de laisser ce gibier à la merci des rapaces. D'ailleurs le tiercelier devra obtenir le consentement des propriétaires pour pénétrer chez eux. Quant au prétexte à braconnage, j'y répondrai tout-à-l'heure en parlant du choix des tierceliers.

Mais M. Fontaine ne se contente pas de critiquer, il propose autre chose.

« J'ai cherché, dit-il, un autre procédé et tous mes camarades consultés ont admis mon projet. En voici la base :

« 1° toutes les espèces à détruire seront énumérées d'une façon très explicite sur une liste affichée dans les mairies du département ;

« 2° Les espèces les plus nuisibles sans conteste seront inscrites au verso des permis ;

« 3° Au moins pendant la saison de chasse, chaque chasseur petit ou grand, sera tenu de tuer un nombre de ces animaux proportionnés à leur abondance dans la région considérée.

« Le contrôle serait exercé au moyen des têtes présentées par le maire qui a délivré le permis. Ceux qui ne fourniraient pas la quantité imposée, paieraient par exemple cinquante centimes par unité manquant à l'appel ; mais

« les chasseurs habiles pourraient vendre leur
« superflu au moins favorisés. »

Ceci ne mérite même pas de commentaires.
Il n'y a pas besoin d'être chasseur pour en
comprendre l'absolue impossibilité.

Un projet du même genre a été exposé par
un anonyme dans le *Chasseur Français*. Celui-
là élèverait à 35 francs le prix du permis de
chasse pour ceux qui n'auraient pas tué le nom-
bre voulu d'animaux nuisibles, Le prix deme-
urerait pour les autres de 28 francs. C'est moins
compliqué que l'amende par tête de bêtes man-
quante, mais ce n'est guère plus pratique.

Maintenant examinons ce que pourront être
les tierceliers si leur création est décidée. D'a-
bord la gratuité de la fonction est un avantage
tout à fait remarquable par le temps qui court.
De plus, on pourrait monopoliser la destruction
des oiseaux de rapine entre les mains du tier-
celier, quitte à lui permettre de s'adjoindre
comme auxiliaires les personnes les plus inté-
ressées à la destruction des rapaces, les proprié-
taires ou locataires de chasses et leurs gardes.
En effet les oiseaux de proie qui nichent dans
les bois communaux étendent leurs déprédations
sur les propriétés privées environnantes et leur
destruction importe à tous. Dès lors on pour-
rait se montrer beaucoup plus sévère pour

accorder au premier venu des permissions de destruction en temps prohibé ; permissions qui, nous l'avons vu, ont l'inconvénient de couvrir parfois le braconnage, qui en outre sont peu efficaces, si elles sont données aux petits propriétaires mal outillés et dont le champ d'action est des plus étroits.

Mais, il y a un mais, la politique a toujours gâté les meilleures choses. N'y a-t-il pas à craindre la préférence donnée aux marchands de vin, à l'électeur influent ? La passion politique ne fera-t-elle pas exclure le plus souvent ceux-là même qui seraient le mieux en état de rendre service ?

Il est permis de redouter la création d'une fonction nouvelle en songeant à quels individus elle peut être confiée ; mais je m'empresse de reconnaître que sa gratuité est une garantie. Plus sérieuse encore la garantie du cautionnement. Mais je trouve que M. Blass avait raison d'indiquer 300 francs ; la somme de 100 francs fixée dans le projet définitif ne me paraît pas suffisante.

On a beaucoup médité du cens et c'est un tort. Celui qui n'a rien, n'a rien à prendre. On ne saurait exiger trop de garanties pour un poste comme celui-là, et il y aurait tout avantage à avoir comme tierceliers des gens parfaitement

honorables, autant que possible libres de leur temps, et possédant ou pouvant acquérir le matériel nécessaire à la destruction des rapaces (pièges, grands-ducs, armes, etc.). Cela rapprocherait de la terre un certain nombre de propriétaires qui s'en éloignent faute d'y trouver occupation et distraction, et tout le monde s'en trouverait bien.

Le projet a été déposé sur le bureau de la Chambre des députés en février 1907. Souhaitons, sans trop y compter toutefois, de le voir examiner bientôt.

VU :

Le Président de la thèse,
C. PERREAU.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

DOCUMENTS ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

La Convention internationale de 1902 est due à l'initiative de la France et de l'Allemagne. Tous les pays de l'Europe y ont adhéré excepté l'Italie (probablement parce que dans ce pays la chasse des petits oiseaux a une grande importance).

PROTECTION DES OISEAUX UTILES A L'AGRICULTURE

(Convention internationale) (1)

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture, signée à Paris, le 12 mars 1902, entre les gouvernements de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la Grèce, du Luxembourg, de Monaco, du Portugal, de la

1. Il m'a semblé intéressant de donner ici le texte de cette convention, puisque un certain nombre d'oiseaux de proie sont protégés, et que la destruction des autres est recommandée pour assurer la conservation des espèces utiles à l'agriculture.

Suède et de la Suisse, et les ratifications de cet acte ayant été déposées par la France, l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, la Belgique, l'Espagne, le Luxembourg, Monaco, la Suède et la Suisse au ministère des Affaires étrangères, le 6 décembre 1905, ce dépôt tenant lieu d'échange, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution en ce qui concerne ces Etats.

Art. 1^{er}. — Les oiseaux utiles à l'agriculture, spécialement les insectivores et notamment les oiseaux énumérés dans la liste n° 1 annexée à la présente convention, laquelle sera susceptible d'additions par la législation de chaque pays, jouiront d'une protection absolue, de façon qu'il soit interdit de les tuer en tout temps et de quelque manière que ce soit, d'en détruire les nids, œufs et couvées.

En attendant que ce résultat soit atteint partout, dans son ensemble, les hautes parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution des mesures comprises dans les articles ci-après.

Art. 2. — Il sera défendu d'enlever les nids, de prendre les œufs, de capturer et de détruire les couvées en tout temps et par des moyens quelconques.

L'importation et le transit, le transport, le colportage, la mise en vente, la vente et l'achat de ces nids, œufs et couvées seront interdits.

Cette interdiction ne s'étendra pas à la destruction, par le propriétaire, usufruitier ou leur mandataire; des nids que des oiseaux auront construits dans ou contre les

maisons d'habitation ou les bâtiments en général et dans l'intérieur des cours. Il pourra de plus être dérogé, à titre exceptionnel, aux dispositions du présent article, en ce qui concerne les œufs de vanneau et de mouette.

Art. 3. — Seront prohibés la pose et l'emploi des pièges, cages, filets, lacets, gluaux, et de tous autres moyens quelconques ayant pour objet de faciliter la capture ou la destruction en masse des oiseaux.

Art. 4. — Dans le cas où les hautes parties contractantes ne se trouveraient pas en mesure d'appliquer immédiatement et dans leur intégralité les dispositions prohibitives de l'article qui précède, elles pourront apporter des atténuations jugées nécessaires auxdites prohibitions, mais elles s'engagent à restreindre l'emploi des méthodes, engins et moyens de capture et de destruction, de façon à parvenir à réaliser peu à peu les mesures de protection mentionnées dans l'article 3.

Art. 5. — Outre les défenses générales formulées à l'article 3, il est interdit de vendre ou de tuer, du 1^{er} mars au 15 septembre de chaque année, les oiseaux utiles énumérés dans la liste n° 1 annexée à la convention.

La vente et la mise en vente en seront interdites également pendant la même période.

Les hautes parties contractantes s'engagent, dans la mesure où leur législation le permet, à prohiber l'entrée et le transit desdits oiseaux et leur transport du 1^{er} mars au 15 septembre.

La durée de l'interdiction prévue dans le présent article pourra, toutefois, être modifiée dans les pays septentrionaux.

Art. 6. — Les autorités compétentes pourront accorder exceptionnellement aux propriétaires ou exploitants de vignobles, vergers et jardins, de pépinières, de champs plantés ou ensemencés, ainsi qu'aux agents préposés à leur surveillance, le droit temporaire de tirer à l'arme à feu sur les oiseaux dont la présence serait nuisible et causerait un réel dommage.

Il restera toutefois interdit de mettre en vente et de vendre les oiseaux tués dans ces conditions.

Art. 7. — Des exceptions aux dispositions de cette convention pourront être accordées dans un intérêt scientifique ou de repeuplement par les autorités compétentes, suivant les cas et en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter les abus.

Pourront encore être permises, avec les mêmes conditions de précaution, la capture, la vente et la détention des oiseaux destinés à être tenus en cage. Les permissions devront être accordées par les autorités compétentes.

Art. 8. — Les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux oiseaux de basse-cour, ainsi qu'aux oiseaux-gibier existant dans les chasses réservées et désignées comme tels par la législation du pays.

Partout ailleurs la destruction des oiseaux-gibier ne sera autorisée qu'au moyen des armes à feu et à des époques déterminées par la loi.

Les Etats contractants sont invités à interdire la vente, le transport et la tenus à des oiseaux-gibier dont la chasse

est défendue sur leur territoire, durant la période de cette interdiction.

Art. 9. — Chacune des parties contractantes pourra faire des exceptions aux dispositions de la présente convention :

1° Pour les oiseaux que la législation du pays permet de tirer ou de tuer comme étant nuisibles à la chasse et à la pêche ;

2° Pour les oiseaux que la législation du pays aura désignés comme nuisibles à l'agriculture locale.

A défaut d'une liste officielle dressée par la législation du pays, le 2° du présent article sera appliqué aux oiseaux désignés dans la liste n° 2 annexée à la présente convention.

Art. 10. — Les hautes parties contractantes prendront les mesures propres à mettre leur législation en accord avec les dispositions de la présente convention dans un délai de trois ans à partir du jour de la signature de la convention.

Art. 11. — Les hautes parties contractantes se communiqueront par l'intermédiaire du Gouvernement français, les lois et les décisions administratives qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 12. — Lorsque cela sera jugé nécessaire, les hautes parties contractantes se feront représenter à une réunion internationale chargée d'examiner les questions que soulève l'exécution de la convention et de proposer les modifications dont l'expérience aura démontré l'utilité.

Art. 13. — Les Etats qui n'ont pas pris part à la présente convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de la République française et par celui-ci aux autres gouvernements signataires.

Art. 14. — La présente convention sera mise en vigueur dans un délai maximum d'un an à dater du jour de l'échange des ratifications.

Elle restera en vigueur indéfiniment entre toutes les puissances signataires. Dans le cas où l'une d'elles dénoncerait la convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard et seulement une année après le jour où cette dénonciation aura été notifiée aux autres Etats contractants.

Art. 15. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

Art. 16. — La disposition du deuxième alinéa de l'article 8 de la présente convention pourra exceptionnellement, ne pas être appliquée dans les provinces septentrionales de la Suède, en raison des conditions climatologiques toutes spéciales où elles se trouvent.

I. — OISEAUX UTILES

Rapaces nocturnes.

Chevèches (*Athene*) et chevèchettes (*Glaucidium*).

Chouettes (*Surnia*).

Hulottes ou chats-huants (*Syrnium*).

Effraie commune (*Strix flammea* L.).

Hiboux brachyotte et moyen-duc (*Otus*).

Scops d'Aldrovande ou petit duc (*Scops giu* Scop.).

Grimpeurs.

Pics (*Picus*, *Gecinus*, etc., etc.); toutes les espèces.

Syndactyles.

Rollier ordinaire (*Coracias garrula* L.).

Guêpiers (*Merops*).

Passereaux ordinaires.

Huppe vulgaire (*Upupa epops*).

Grimpereaux, tichodromes et sitelles (*Certhia*, *Tichodroma*, *Sitta*).

Martinets (*Cypselus*).

Engoulevents (*Caprimulgus*).

Rossignols (*Luscinia*).

Gorges bleues (*Cyanecula*).

Rouges-queues (*Ruticilla*).

Rouges-gorges (*Rubecula*).

Traquets (*Printacola* et *Saxicola*).

Accenteurs (*Accentor*).

Fauvettes de toutes sortes, telles que : fauvettes ordinaires (*Sylvia*) ; fauvettes babillardes (*Curruca*) ; fauvettes ictérines (*Hipolaïs*) ; fauvettes aquatiques, rousserolles, phragmites, locustelles (*Acrocephalus*, *Calamodyta*, *Locustella*), etc. ; fauvettes cristicoles (*Cisticola*).

Pouillots (*Phylloscopus*).

Roitelets (*Regulus*) et troglodytes (*Troglodytes*).

Mésanges de toutes sortes (*Parus*, *Panurus*, *Orites*, etc.).

Gobes-mouches (*Muscicapa*).

Hirondelles de toutes sortes (*Hirundo*, *Chelydon*, *Cotyle*).

Lavandières et bergeronnettes (*Motacilla*, *Budytes*).

Pipits (*Anthus*, *Carydala*).

Becs-croisés (*Loxia*).

Venturons et serins (*Citrinella* et *Serinus*).

Chardonnerets et tarins (*Carduelis* et *Chrysomitris*).

Etourneaux ordinaires et martins (*Sturnus Pastor*, etc.).

Échassiers.

Cigognes blanche et noire.

II. — OISEAUX NUISIBLES

Rapaces diurnes.

Gypaète barbu (*Gypaetus barbatus* L.).

Aigles (*Aquila*, *Nisaetus*) ; toutes les espèces.

Pygargues (*Haliaetus*) ; toutes les espèces.

Balbusard fluviatile (*Pandion haliaetus*).

Milans, élanions et nauciers (*Milvus*, *Elanus*, *Nauclerus*) ; toutes les espèces.

Faucons : gerfauts, pèlerins, hobereaux, émerillons (*Falco*) ; toutes les espèces, à l'exception des faucons kobez, cresserelle et cresserine.

Autour ordinaire (*Astur palumbarius* L.).

Eperviers (*Accipiter*).

Busards (*Circus*).

Rapaces nocturnes.

Grand-duc vulgaire (*Bubo maximus* Flem.).

Passereaux ordinaires.

Grand corbeau (*Corvus corax* L.) (1).

Pie voleuse (*Pica rustica* Scop.).

Geai glandivore (*Garrulus glandarius* L.).

Echassiers.

Hérons cendré et pourpré (*Ardea*).

Butors et bihoreaux (*Butorus* et *Nycticorax*).

Palmipèdes.

Pélicans (*Pelecanus*).

Cormorans (*Phalacrocorax* au *Graculus*).

Harles (*Mergus*).

Plongeurs (*Colymbus*).

(1) Il est à remarquer qu'un certain nombre d'oiseaux de proie ne figurent ni parmi les oiseaux nuisibles, ni parmi les oiseaux utiles, ainsi les différentes sortes de corbeaux et de corneilles autres que le grand corbeau. En France, nous avons pour nous guider les arrêtés préfectoraux, mais ils sont souvent incomplets. Le Congrès de la chasse a émis un vœu pour demander la publication d'une nomenclature uniforme pour toute la France.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS-PRÉFECTURE DE NOGENT-SUR-SEINE

DESTRUCTION AU FUSIL ET A L'AIDE DU GRAND-DUC
DES OISEAUX DE PROIE ET DE RAPINE

Le Sous-Préfet de Nogent-sur-Seine, Officier de l'Instruction publique, Chevalier du Mérite agricole,

Vu la pétition en date du . . . 190 , par laquelle
M. demeurant à , sollicite
l'autorisation de se servir du fusil pour détruire et faire
détruire, au moyen du grand-duc, les oiseaux de proie et
de rapine qui se trouvent

Vu l'arrêté préfectoral réglementaire permanent, en
date du 15 décembre 1902, notamment l'article 7 § 2 ;

Vu le rapport de la gendarmerie ;

Arrête :

Art. 1^{er}. — M. est autorisé aux fins de
sa demande.

Art. 2. — La présente autorisation est valable pour une
année à partir de sa date,

Art. 3. — En cas de contravention ou de délit, la pré-
sente autorisation sera immédiatement rapportée.

Le Sous-Préfet,

HERGOTT,

ANIMAUX NUISIBLES

Nous, soussigné, Maire de la Commune de Saint-Thibault, Canton de Bouilly, Département de l'Aube.

Certifions que en présence du sieur domicilié à
 le sieur domicilié à
 nous a présenté
 qu'il a déclaré avoir détruit le
 et au quels il a coupé (1).
 en notre présence.

En foi de quoi nous avons délivré le présent certificat,

A Saint-Thibault, le 190 .

Le témoin,

Le déclarant,

Le Maire,

1. La patte gauche de devant et l'oreille gauche, *ou* la patte gauche et l'aile gauche, *ou* la tête.

Proposition de loi

Ayant pour objet d'assurer la destruction des corbeaux, pies, geais, oiseaux de proie, etc., par la création de poste de « Tiercelier », remise à M. de Villebois-Mareuil.

Article premier

En vue de rendre efficaces les mesures prises pour la destruction des animaux nuisibles à l'agriculture et au gibier, les conseils municipaux auront la faculté de proposer à l'administration forestière, la nomination d'un tiercelier.

Article 2

Le tiercelier sera choisi parmi les chasseurs de la région présentant toutes garanties morales.

La durée du mandat qui lui est confié est de trois années, sa commission pourra être prorogée.

Il devra être muni d'un permis de chasse et déposer un cautionnement de cent francs.

Pour l'exécution de son mandat, le tiercelier pourra solliciter l'assistance du personnel de l'administration forestière, des gardes champêtres et gardes particuliers.

Article 3

Le tiercelier est chargé d'assurer à toutes les époques, la destruction des corbeaux, des pies, des oiseaux de

proie et en général de tous les rapaces diurnes, de leurs nids et couvées.

Cette destruction pourra être opérée à l'aide de tous les pièges, appeaux et engins autorisés, ainsi que du fusil. Il pourra détruire tous ces oiseaux à la hutte et à l'aide du grand-duc naturel et artificiel. Il pourra également, sur la demande des propriétaires, possesseurs ou fermiers, détruire ou faire détruire les renards, blaireaux, fouines, putois, bélettes, etc., soit par le déterrage, soit par tous autres moyens autorisés.

Article 4

Il est interdit au tiercelier :

1^o De toucher à tout nid autre que ceux des oiseaux qualifiés nuisibles ;

2^o De pénétrer dans les propriétés privées sous prétexte d'exercer sa mission, s'il n'est muni du consentement écrit du propriétaire ;

3^o D'exercer son mandat au delà des limites de la commune ou du groupe de communes qui l'aura investi de sa mission.

Article 5

Au cas où le tiercelier aurait encouru une condamnation pour délit de chasse ou délit de droit commun, la juridiction compétente pourra, en dehors des autres peines, prononcer la confiscation du cautionnement, la révo-

cation et la suspension pendant deux années de la jouissance du permis de chasse.

L'administration forestière pourra frapper de peines disciplinaires le tiercelier qui aura commis une faute grave dans l'exercice de sa mission.

BIBLIOGRAPHIE

1^o OUVRAGES

- Clary, Leddet, Voulquin, etc. — La chasse moderne.
De la Rue. — Chasse à tir.
Albert Blass. — Les oiseaux du chasseur, 2^e série, 1905.
Emile Passerat — La chasse au grand-duc, 3 éditions, 1904, 1905, 1906.
Emile Deyrolle. — Les oiseaux.
Un amateur. — Nos alliés, nos ennemis.
Depelchin. — Les forêts de la France.
Baron d'Hamonville. — Oiseaux de Lorraine.
— Les oiseaux.
Leblond. — Code de la chasse et de la louveterie.
Manuel Baudoin. — Etude des arrêtés préfectoraux.
Charles Diguët. — La chasse en France.

2^o ARTICLES DE JOURNAUX, REVUES, ETC.

- Albert Blass, Levître, Soulière, baron d'Hamonville (membre de la Société de zoologie), Liesta d'Ambaloges (dans le *Bulletin du Saint Hubert-Club*).
Henri Bodmer. — (dans le *Chasseur français*). Rapport au ministre de l'Agriculture sur les questions concernant la chasse en Allemagne et en Autriche.
Cunisset-Carnot. — (dans le *Chasseur français*, etc.).

3^o RAPPORTS PRÉSENTÉS AU CONGRÈS DE LA CHASSE DE 19071^o *Section cynégétique et économique*

G. de Saint-Marc. — La fauconnerie moderne, son utilité et la légalité de son exercice.

Belvalette. — Sur la fauconnerie.

Ch. Velin. — Piégeage des animaux nuisibles. Emploi du grand-duc pour la destruction des oiseaux de proie.

E. Passerat. — La destruction des rapaces à l'aide du grand-duc.

2^o *Section de législation et de réglementation*

Herson Macarel. — Sur la législation cynégétique en Autriche-Hongrie.

Octave Leschevin. — Rapport sur la législation de la chasse en Belgique

Gaston Bonnefoy. — Rapport sur la législation de la chasse en Italie et en Suisse.

Lucien Desnues. — Sur la destruction des animaux nuisibles par les propriétaires possesseurs ou fermiers.

Racine. — Sur le même sujet.

Baron de Segonzac. — Sur la destruction des animaux nuisibles.

4^o *OUVRAGES CITÉS DE SECONDE MAIN*

Camuzat, de Neyremand, Berriat, Duvergier, Jullemier, Villequez, Giraudeau et Lelièvre, Toussenel (Ornithologie passionnelle), etc.

ERRATA

Page 48, ligne 25, *au lieu de* : archibutes logopus, *lire* : archibuteo lagopus.

Page 46, ligne 49, *au lieu de* : Harnouville, *lire* : Hamonville, de même, page 64, ligne 9.

Page 64, ligne 42, *au lieu de* : distribution, *lire* : destruction

Page 78, ligne 26, *au lieu de* : annal, *lire* : annuel.

Page 103, lignes 12 et 13, *au lieu de* : dans la crainte de trop étendre, *lire* : étendre indéfiniment.

Page 105, ligne 14, *après* : fauves, *mettre* »,

Page 107, ligne 6, *au lieu de* : initiative, *lire* : incertitude.

Page 109, ligne 4, *au lieu de* : destruction, *lire* : chasse.

Page 173, ligne 13, *au lieu de* : Nidiveldeu, *lire* : Nidvaldeu.

Page 185, ligne 21, *au lieu de* : M. Desmes, *lire* : M. Desnues.

Page 195, ligne 25, *au lieu de* : prendre, *lire* : perdre.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1

PREMIERE PARTIE

Rôle économique des oiseaux de proie

SECTION PREMIÈRE

Caractère utile ou nuisible des différentes espèces d'oiseaux de proie

CHAPITRE PREMIER. — Les oiseaux de proie des régions montagneuses et des côtes	10
CHAPITRE II. — Milans et buses.	16
CHAPITRE III. — Les petits falconidés.	27
CHAPITRE IV. — Les oiseaux de proie à caractère aquatique	42
CHAPITRE V. — Les corvidés et les laniidés.	48
CHAPITRE VI. — Les strygidés	65

SECTION II

Mouvement commercial né de la chasse des oiseaux de proie

CHAPITRE PREMIER. — Moyens de destruction	69
CHAPITRE II. — Emploi des oiseaux tués.	75
CHAPITRE III — La fauconnerie	84

DEUXIÈME PARTIE

**La question des oiseaux de proie envisagée
au point de vue juridique**

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Aperçu du régime antérieur à la loi de 1844.	91
CHAPITRE II. — La loi de 1844	94
CHAPITRE III. — Dispositions administratives concer- nant la destruction des oiseaux de proie	125
CHAPITRE IV. — Autorisations personnelles. . . .	148
CHAPITRE V. — Les primes à destruction	156
CHAPITRE VI. — Législations étrangères.	164
CHAPITRE VII. — Examen critique de la législation française. Vœux du Congrès de la chasse. . . .	177
CONCLUSION. — Création du poste de tiercelier. . . .	187
DOCUMENTS ET PIÈCES JUSTIFICATIVES	197
BIBLIOGRAPHIE	211

